



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES  
REPUBLIQUE DU BÉNIN

Unité de Gestion de la Réforme  
du Système de Gestion des Finances Publiques

**UGR**  
Professionalisme - Intégrité - Responsabilité

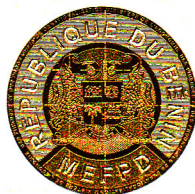
# **Plan Global de Réformes de la Gestion des Finances Publiques (PGRGFP) 2017-2020**

Mai 2017





**Le Ministre**



Cotonou, le 04 MAI 2017

N° 1477-c / MEF/DC/UGR/SP

## LETTRE CIRCULAIRE

à toutes les Structures de Mise en Œuvre (SMO) des réformes de gestion des finances publiques au Bénin

**Objet** : Mise en œuvre du Plan Global de Réformes de la Gestion des Finances Publiques (PGRGFP) 2017-2020

**Références** : - Lettre UE N° 1971904 DUE/COO/RL/MFQ/ChD/ogAres (2017) du 14 avril 2017  
- Lettre UE N° 1112603 DUE/COO/RL/MFQ/ChD/ogAres (2017) du 02 mars 2017  
- Lettre UE N° 6146743 DUE/COO/RL/MFQ/ChD/ogAres (2016) du 27 octobre 2016

A compter du 2 mai 2017, le Plan Global de Réformes de la Gestion des Finances Publiques (PGRGFP) est mis en œuvre pour la période de 2017 à 2020.

La finalité du PGRGFP 2017-2020 est de « doter le Bénin d'un système de GFP transparent, performant, conforme aux standards internationaux, respectueux de la répartition constitutionnelle des prérogatives entre les institutions, et mettant résolument les finances publiques au service du développement du Bénin et du bien-être des citoyens ».

A cet effet, j'invite instamment toutes les SMO à faire preuve de professionnalisme, d'intégrité et de responsabilité dans la mise en œuvre dudit Plan Global, suivant les critères retenus de commun accord avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) du Bénin pour la priorisation et le séquençage des activités.



**Romuald WADAGNI**



### **Avertissement**

Le présent Plan Global de Réforme de la Gestion des Finances Publiques du Bénin initialement prévu pour la période 2016-2020 a été préparé avec l'appui technique de l'Union Européenne.

A la suite de l'appréciation des différents acteurs (SMO, PTFs) ce document a été finalisé par l'UGR au cours de la période de décembre 2016 à février 2017.

# Table des matières

<b>TABLE DES MATIERES.....</b>	<b>2</b>
<b>LISTE DES ABREVIATIONS.....</b>	<b>4</b>
<b>RESUME ANALYTIQUE .....</b>	<b>I</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
<b>1 – BILAN GLOBAL DES REALISATIONS DU PAAGFP ET ETAT DES LIEUX DU SYSTEME DE GFP EN 2014-2015 .....</b>	<b>4</b>
<b>2 – LES OBJECTIFS ET PROGRAMMES POUR LA PERIODE 2017-2020.....</b>	<b>9</b>
2.1 LES DEFIS DE LA PERIODE 2017-2020 .....	9
2.1.1 – La poursuite et le renforcement de l'amélioration de la Gouvernance et de l'efficacité de l'action des pouvoirs publics. ....	9
2.1.2 – Le rapprochement du système de GFP des normes et standards de qualité recommandés à l'échelle internationale.....	9
2.1.3 – Le cadre harmonisé UEMOA pour la GFP, .....	9
2.2 – OBJECTIF STRATEGIQUE GLOBAL ET AXES STRATEGIQUES .....	10
2.3 AXE STRATEGIQUE 1 : RENFORCER LES CAPACITES DE PREPARATION DU BUDGET ET ORGANISER LE PASSAGE A LA BUDGETISATION PAR PROGRAMMES.....	11
2.4 AXE STRATEGIQUE 2 : DEVELOPPER LE CIVISME FISCAL ET LES CAPACITES DE MOBILISATION DES RESSOURCES BUDGETAIRES.....	12
2.5 AXE STRATEGIQUE 3 : RENFORCER LES CAPACITES DE CONTROLE ET DE MAITRISE DE L'EXECUTION DES BUDGETS .....	14
2.6 AXE STRATEGIQUE 4 : SURVEILLANCE ET ENCADREMENT DES ETABLISSEMENTS PUBLICS, AUDITS ET VERIFICATIONS INTERNES, CONTROLES EXTERNES .....	18
2.7 AXE STRATEGIQUE 5 : RENFORCEMENT DES FONCTIONS GENERALES D'APPUI A L'AMELIORATION DE LA QUALITE DE LA GFP .....	20
<b>3 - CADRE DE COHERENCE : AXES STRATEGIQUES, PROGRAMMES ET ACTIONS .....</b>	<b>23</b>
3.1 - SCHEMA DU CADRE D'ORIENTATION STRATEGIQUE DU PGRGFP 2017-2020.....	23
3.2 - TABLEAU DE COHERENCE AXES STRATEGIQUES, PROGRAMMES, SOUS-PROGRAMMES ET ACTIONS .....	24
3.3 - TABLEAU DES ACTIONS PRIORITAIRES ET JUSTIFICATION DE LEUR CARACTERE PRIORITAIRE.....	36
3.4 - TABLEAU DE COHERENCE AVEC LES ACTIONS PRIORITAIRES DU PAG 2016-2021 .....	45
<b>4 - LE CADRE INSTITUTIONNEL DE MISE EN ŒUVRE DU PGRGFP.....</b>	<b>47</b>
4.1 LES LEÇONS TIREES DE L'EXPERIENCE RECENTE .....	47
4.2 LE CADRE INSTITUTIONNEL DU PGRGFP .....	48
<b>5 – FINANCEMENT DU PGRGFP .....</b>	<b>51</b>
<b>ANNEXE 1 : BUDGET PREVISIONNEL .....</b>	<b>52</b>
<b>ANNEXE 2 : CANEVAS DES RAPPORTS DES PTA, DES RAPPORTS DE SUIVI INFRA-ANNUEL ET DES BILANS ANNUELS .....</b>	<b>54</b>
1 - CANEVAS DU RAPPORT PTA (PLAN DE TRAVAIL ANNUEL) DE L'ANNEE N+1 (PREPARE L'ANNEE N) .....	54
2 - CANEVAS DU RAPPORT ANNUEL D'EXECUTION DU PTA .....	54
3 - CANEVAS DU RAPPORT TRIMESTRIEL DE SUIVI DES ACTIVITES .....	55

<b>ANNEXE 3 : RESUME DE L'EVALUATION PEFA 2014 .....</b>	<b>57</b>
(i) Évaluation synthétique de la performance de la gestion des finances publiques.....	57
(ii) Évaluation de l'incidence des faiblesses de la gestion des finances publiques (GFP) .....	60
(iii) Perspectives de planification et de mise en œuvre des réformes .....	60
(iv) Résumé de l'évolution globale de la performance entre 2007 et 2014 .....	61

## Liste des abréviations

AC	Autorité Contractante
ACCT	Agent Comptable Central du Trésor
ACMERP	Appui Conseil Macroéconomie pour la Réduction de la Pauvreté
AN	Assemblée Nationale
CNDP	Comité National de la Dette Publique
ANDF	Agence Nationale des Domaines et du Foncier
ANCB	Association National des Communes du Bénin
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
ASTER	Application pour les Services du Trésor En Réseau
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BGE	Budget Général de l'Etat
BM	Banque mondiale
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement
CBMT	Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CDC	Chambre Des Comptes
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CF	Contrôle Financier
CGAF	Compte Général de l'Administration des Finances
CMP	Code des Marchés Publics
CODIR	Comité de Direction
COFOG	Classification of the Functions of Government
CONAFIL	Commission Nationale des Finances Locales
CPAR	Revue Analytique du Système de Passation de Marchés
CPMP	Commission de Passation des Marchés Publics
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CTP	Comité Technique de Partenariat
CUT	Compte Unique de Trésor
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCF	Délégué du Contrôle Financier
DGAE	Direction Générale des Affaires Économiques
DGB	Direction Générale du Budget
DGDDI	Direction Générale des Douanes et Droits Indirects
DGID	Direction Générale des Impôts et des Domaines
DGPED	Direction Générale des Participations de l'Etat et des Dénationalisations
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DNCMP	Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics
DNVEF	Direction National de Vérification et d'Enquêtes Fiscales
DIP	Direction de l'Informatique et du Pré-archivage
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire Economique Pluriannuelle (équivalent Cadre Budgétaire à Moyen terme)
DPI	Direction de la Programmation des Investissements
DPPD	Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (équivalent à cadre de dépenses à moyen terme sectoriel)
DRED	Direction de Renseignement et des Enquêtes Douanières
DRH	Direction des Ressources Humaines
EPIC	Entreprises Publiques à caractère industriel et commercial
FMI	Fonds Monétaire International
GFP	Gestion des Finances Publiques
GFS	Government Finance Statistics
GPEC	Gestion Prévisionnelles des Emploi et des Compétences

IADM	Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
IFU	Identifiant Fiscal Unique
IGE	Inspection Générale d'Etat
IGF	Inspection Général des Finances
IGM	Inspection Générale du Ministère
INSAE	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique
INTOSAI	International Organization Of Supreme Audit Institutions
LOLF	Loi Organique relative aux Lois de finances
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
OCDE/CAD	Organisation de Coopération et de Développement économique / Comité d'Aide au Développement
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
PAAGFP	Plan d'Action pour l'Amélioration de la Gestion des Finances Publiques
PAGFPACAF	Projet d'Appui à la Gestion des Finances Publiques et à l'Amélioration du Climat des Affaires
PAMT	Plan Annuel de Mensualité de Trésorerie
PCE	Plan Comptable de l'Etat
PEFA	Public Expenditure and Financial Accountability
PEMFAR	Public Expenditures Management and Financial Accountability Review (Revue de la Gestion des Dépenses Publiques et de la Responsabilité Financière)
PIB	Produit Intérieur Brut
PIP	Programme d'Investissement Public
PLR	Projet de Loi de Règlement
PPM	Plan de Passation des Marchés
PPP	Partenariat Public-Privé
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PTA	Plan de Travail Annuel
PTFs	Partenaires Techniques et Financiers
RGCP	Règlement Général de la Comptabilité Publique
RNF	Recette Non Fiscale
SCRP	Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
SGRPF	Stratégie de Gestion des Réformes de la Fonction Publique
SIGAPD	Système Intégré de Gestion de l'Aide Publique au Développement
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SIGMAP	Système Intégré de Gestion des Marchés Publics
SMO	Structures de Mises en Œuvres
SYDONIA	Système Douanier Automatisé
TBSR	Tableau de Bord de Suivi des Réformes
TDL	Taxe de Développement Local
TPS	Taxe Professionnel Synthétique
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
UGR	Unité de Gestion de la Réforme du système de gestion des finances publiques

## Résumé analytique

Pour la période quinquennale 2016-2020, le processus de réformes de la GFP visera le rattrapage des retards des programmes de la période 2012-2015 qui s'est achevée et l'entrée dans la phase de mise en œuvre effective du nouveau cadre harmonisé de la GFP défini par les six directives UEMOA de 2009. Il s'agira aussi de prendre en compte les nouveaux critères normatifs de la GFP tels qu'ils ressortent de l'actualisation 2014 du Code FMI pour les bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques et du nouveau cadre PEFA 2016 pour la mesure de la performance de la GFP.

L'ampleur et l'importance des réformes à venir nécessiteront donc une nouvelle impulsion et des efforts accrus pour leur mise en œuvre.

Mais l'expérience récente de la mise en œuvre du PAAGFP qui s'est achevée en 2015 montre la nécessité d'une nouvelle approche dans la conduite des réformes. Cette expérience a montré l'importance du bon fonctionnement du cadre institutionnel de mise en œuvre du Plan de réforme, ainsi que celle de la définition d'indicateurs fiables et mesurables ou observables pour évaluer l'impact des résultats des actions sur la performance des organisations et systèmes.

Les résultats du PAAGFP ont en effet été mitigés ; la non-atteinte des résultats escomptés s'expliquant par l'insuffisante mobilisation des acteurs de réformes en général ; des structures de mise en œuvre en particulier, ainsi que par le manque de précision quant à la définition ou la mesure des résultats attendus sur la qualité ou la performance des systèmes.

Le Plan Global de Réformes de la Gestion des Finances Publiques (PGRGFP) pour la période 2017-2020 apporte donc des réponses à une double exigence : l'impulsion des réformes et la nouvelle approche pour leur mise en œuvre.

En matière de réformes, l'objectif à long terme dans lequel s'inscrit le PGRGFP est de doter le Bénin d'un système de GFP transparent, performant, conforme aux standards internationaux, respectueux de la répartition constitutionnelle des prérogatives entre les institutions, et mettant résolument les finances publiques au service du développement du pays et du bien-être des citoyens.

À moyen terme, le PGRGFP devra pouvoir relever les défis :

- de l'amélioration de la gouvernance et de l'efficacité de l'action des pouvoirs publics,
- du rapprochement du système et GFP des normes et standards de qualité recommandés à l'échelle internationale,
- de la mise en œuvre effective du nouveau cadre harmonisé de l'UEMOA pour la GFP.

Le Plan Global de Réformes de la Gestion des Finances Publiques (PGRGFP) pour la période 2017-2020 se résume en cinq (05) Axes stratégiques, vingt-cinq (25) Programmes et cent soixante-dix-sept (176) Actions.

Les axes stratégiques et programmes du PGRGFP visent, en fonction des ressources et capacités de réalisation qui pourront raisonnablement être mobilisées au cours de la prochaine période quinquennale, à mettre en place les organisations et dispositifs



prioritaires pour améliorer l'efficacité et la transparence de la GFP et à préparer la mise en place de ceux qui exigeront plus de temps ou de moyens.

Les axes stratégiques sont :

1. Renforcement des capacités de préparation du budget et organisation du passage à la budgétisation par programme. Cet axe vise la mise en place des dispositifs permettant de traduire dans les budgets des administrations publiques, de manière transparente, réaliste et sincère, les priorités nationales en matière de développement économique et social.
2. Développement du civisme fiscal et des capacités de mobilisation des ressources budgétaires. Cet axe vise à développer les capacités de l'Etat à optimiser la mobilisation de ressources budgétaires et financières dans le respect des équilibres financiers à court, moyen et long terme.
3. Renforcement des capacités de contrôle et de maîtrise de l'exécution des budgets. Cet axe vise la mise en place des outils et procédures permettant de limiter les risques sur les équilibres financiers liés aux aléas de la conjoncture économique tout en optimisant la réalisation des objectifs budgétaires.
4. Surveillance et encadrement des établissements publics, audits et vérifications internes, contrôles externes. L'encadrement et le suivi des activités des établissements publics, de même que l'audit et les vérifications internes et externes, sont des domaines qui, malgré leur importance, n'ont pas connu d'améliorations significatives au cours des dernières années. Une attention plus grande leur sera consacrée durant toute la prochaine période quinquennale de réformes de la GFP afin de résorber la plupart des insuffisances qui y sont régulièrement relevées.
5. Mise en place et renforcement des fonctions d'appui à la GFP. Cet axe stratégique concerne les domaines ou fonctions qui impactent de manière globale l'ensemble du système de GFP. Les efforts seront concentrés sur quatre d'entre elles au cours de la période 2017-2020. Il s'agit de la fonction renforcement des compétences et capacités des ressources humaines, de l'organisation et de l'intégration des systèmes informatiques, de la diffusion de l'information, du cadre d'intervention des organisations de la société civile.

Au regard de l'expérience mitigée du PAAGFP 2012-2015, le cadre institutionnel du PGRGFP 2017-2020 se fonde sur le principe de responsabilité et repose principalement sur l'UGR, les SMO et le MEF avec les conseils et orientations du CTP.

Le PGRGFP et les plans d'actions qui en découleront occuperont donc une place centrale dans la planification, la programmation et le suivi des activités des administrations et institutions en charge de la GFP. Leurs services seront pleinement responsables des réformes qui les concerneront. Ils exerceront pour cela des responsabilités pour la programmation et l'exécution des actions de réformes au même titre que celles qu'ils exercent pour leurs autres attributions.

Le coût global du PGRGFP 2017-2020 est estimé à **80 milliards 173 millions de francs CFA (environ 122 millions d'euros)**, dont un peu plus des deux tiers seront consacrés au renforcement et à l'extension des systèmes informatiques et à l'amélioration des recettes fiscales. Le financement du Plan se fera par le budget national et avec le soutien des partenaires techniques financiers qui accompagnent les réformes institutionnelles du Bénin.

## Introduction

---

Le Bénin vient d'achever la mise en œuvre d'un Plan d'Action pour l'Amélioration de la Gestion des Finances Publiques (PAAGFP) pour la période 2012-2015 grâce auquel il a pu poursuivre le renforcement de ses organisations et de ses capacités de gestion des finances publiques. Mais force est de reconnaître que, malgré les efforts déployés par les autorités avec l'appui des partenaires techniques, les progrès n'ont pas été à la hauteur des objectifs escomptés dans de nombreux domaines comme l'a montré en particulier l'évaluation PEFA 2014 de la performance système de GFP.

Pour la prochaine période quinquennale 2016-2020, le processus de réformes de la GFP devra connaître une nouvelle impulsion et des efforts accrus, car il s'agira non seulement de rattraper les retards des programmes de la période qui s'achève, mais aussi, et surtout d'entrer dans la phase de mise en œuvre effective du nouveau cadre harmonisé de la GFP défini par les six directives de l'UEMOA de 2009. Il s'agira aussi de prendre en compte les nouveaux critères normatifs de la GFP tels qu'ils ressortent de l'actualisation 2014 du Code FMI pour les bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques, ou du nouveau cadre PEFA 2016 pour la mesure de la performance de la GFP.

Ces nouveaux cadres de référence induiront des changements profonds dans tous les domaines de la GFP, changements qui portent aussi bien sur les outils, méthodes et organisations de travail, que sur les pratiques et comportements des acteurs au sens large<sup>1</sup> de la GFP. Autant de défis qu'il s'agira de relever au cours des prochaines années et qui nécessiteront une nouvelle approche tant pour la conception des réformes à mener, que pour l'organisation de leur mise en œuvre.

C'est la raison pour laquelle la démarche qui avait été initialement envisagée et qui consistait en une simple actualisation du PAAGFP de 2011 a été abandonnée, car elle ne pouvait répondre à l'ampleur de ces défis. La situation exige, aujourd'hui et plus que par le passé, que le Gouvernement dispose d'un Plan Global de Réformes de GFP (PGRGFP), qui mobiliserait tous les acteurs directement et indirectement concernés autour d'objectifs stratégiques réalistes, clairement définis en lien avec le cadre harmonisé UEMOA et avec les nouveaux critères de performance du cadre PEFA.

Le PGRGFP décrit dans le présent document apporte une réponse à cette exigence. Ses axes stratégiques et programmes visent, en fonction des ressources et capacités de réalisation qui pourront raisonnablement être mobilisées au cours de la période quinquennale 2016-2020, à mettre en place les organisations et dispositifs prioritaires pour améliorer l'efficacité et la transparence de la GFP et à préparer la mise en place de ceux qui exigeront plus de temps ou de moyens.

La préparation du PGRGFP, déroulée entre novembre 2015 et août 2016<sup>2</sup> (première phase) suivie d'une seconde phase de correction et de mise à jour au regard du Programme d'Action du Gouvernement (PAG 2016-2021), a en effet suivi le processus suivant :

- Novembre-décembre 2015, mission exploratoire du consultant (deux semaines) et préparation par ce dernier d'une note méthodologique sur l'organisation du

---

<sup>1</sup> Nous entendons ici tous les acteurs impliqués directement ou indirectement, y compris les acteurs non gouvernementaux partenaires de l'Etat.

<sup>2</sup> Le processus a été pratiquement suspendu durant la période de l'élection présidentielle (entre janvier et mars 2016).

- processus de préparation du PAAGFP (rôle des différentes parties, canevas des documents qu'elles doivent produire, identification des axes prioritaires, etc..) ;
- Janvier- avril 2016, élaboration par les SMO des propositions préliminaires de réformes et d'actions ;
  - Avril-Mai, seconde mission du consultant (quatre semaines) pour la relance du processus de préparation et l'examen des premières propositions d'actions des SMO,
  - juin 2016 élaboration par le consultant d'une première esquisse du plan de réformes ;
  - Juin-juillet 2016, observations des différentes parties (SMO et PTFs) sur la première version de l'esquisse du plan de réformes et réponses aux observations par le consultant ;
  - Organisation d'un atelier de deux jours (27 et 28 juillet 2016) pour l'examen par la partie nationale et les PTFs de la première version de l'esquisse du PGRGFP ;
  - Aout 2016, troisième mission du consultant (une semaine) pour l'examen des observations et amendements de l'atelier et finalisation des propositions d'action. Proposition par le consultant d'une version complétée (version 4) de l'esquisse du PGRGFP ;
  - Septembre 2016, finalisation et approbation du Rapport PGRGFP par la partie nationale ;
  - 27 octobre 2016, observations des PTFs sur le document de PGRGFP ;
  - 7 novembre 2016 au 7 février 2017, complément d'étude, prise en compte des observations des PTFs et finalisation du PGRGFP par une équipe de l'UGR.

Pour ce qui concerne la démarche, le PGRGFP est élaboré en deux grandes parties :

- la première partie (tome1) est le cadre d'orientations stratégiques avec la justification des actions prioritaires ainsi que le cadre institutionnel de mise en œuvre ;
- le second tome est dédié au plan d'actions 2017-2020 qui constitue la déclinaison séquencée des actions avec les coûts estimatifs.

**Tome 1 :**  
**Cadre d’Orientations Stratégiques**

# 1 – Bilan global des réalisations du PAAGFP et état des lieux du système de GFP en 2014-2015

La première version du Plan d'Action pour l'Amélioration de la Gestion des Finances Publiques (PAAGFP) avait été préparée dans les années 2008-2009 et visait :

- la résorption des principales insuffisances du système de GFP relevées par différentes évaluations, notamment celles selon la méthode PEFA ;
- la poursuite de l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience de ce système pour faciliter la mise en œuvre et concrétiser les objectifs des stratégies nationales de développement.

En 2011, la vision stratégique des réformes de la GFP a été revue pour tenir davantage compte des objectifs et priorités de la SCRP 2011-2016, du début de mise en œuvre du cadre harmonisé défini par les Directives de 2009 de l'UEMOA pour la GFP, et du nouveau contexte international généré par la crise de la dette des pays de l'OCDE et qui s'est traduit par de plus fortes exigences pour l'éligibilité aux bénéfices de l'aide extérieure, notamment en matière de gouvernance et de transparence dans la GFP. L'objectif stratégique de long terme de la GFP a été précisé en conséquence et reformulé ainsi qu'il suit : *« doter le Bénin d'un système de GFP transparent, performant, conforme aux standards internationaux et mettant résolument les finances publiques au service du développement et du bien-être des citoyens »*.

Dans le même temps, le PAAGFP a été actualisé et sa période de mise en œuvre prolongée jusqu'à fin 2015. Pour cette échéance, l'objectif stratégique a été décliné en 17 composantes englobant l'ensemble des six dimensions de la GFP telles que définies par le cadre PEFA<sup>3</sup> pour la mesure des performances du système de GFP<sup>3</sup>.

La première composante visait le renforcement des capacités pour l'établissement de prévisions macroéconomiques fiables, permettant d'inscrire les budgets dans des perspectives pluriannuelles réalistes et de rendre possible l'application du principe de sincérité. Les réalisations en la matière ont notamment concerné la poursuite de l'amélioration des modèles de prévisions, un meilleur suivi de la conjoncture économique (production régulière de notes de conjoncture), l'élaboration chaque année de trois cadrages macroéconomiques à moyen terme et, depuis 2014, la préparation chaque année du Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP).

Les seconde et troisième composantes du PAAGFP concernaient le processus de formulation et de préparation du budget annuel de l'Etat. Elles visaient à améliorer la qualité du budget en termes d'exhaustivité, de transparence, de faisabilité, d'allocation stratégique (conformité avec les priorités de la stratégie de développement). Pour ces domaines, des progrès ont pu être réalisés notamment à travers l'institution du calendrier budgétaire ; l'organisation du débat d'orientation budgétaire avec le Parlement et l'organisation de la communication avec les autres acteurs non gouvernementaux en vue d'améliorer l'efficacité de leurs contributions à la qualité du budget ; la production, déjà

<sup>3</sup> Il est à noter que la révision 2016 du cadre de mesure PEFA retient sept piliers du système GFP correspondant aux six dimensions de la méthode 2005 auxquelles a été ajoutée une dimension (ou pilier) relative à la gestion des actifs et passifs de l'Etat.

citée, du DPBEP et celles du rapport annuel sur la dette et du plan annuel de trésorerie. Mais les réalisations n'ont pas permis d'atteindre tous les résultats escomptés. C'est le cas notamment pour l'utilisation plus conforme de la nomenclature budgétaire et la limitation des dépenses non réparties (respect du principe de spécialité) ; la programmation et la priorisation des programmes d'investissements publics ; le suivi et la prise en compte des dépenses des EPA et des administrations locales dans l'évaluation des dépenses publiques ; la production de tous les documents constituant la documentation budgétaire telle que définie par la LOLF et leur publication.

En matière de mobilisation des ressources, le PAAGFP visait, à travers ses composantes 5 et 6, la révision et la modernisation du Code des impôts et du Code des douanes, le renforcement des capacités opérationnelles des administrations fiscales et douanières, notamment pour la maîtrise de l'assiette fiscale, la transparence et le respect des obligations de l'administration vis-à-vis des contribuables, le renforcement du civisme fiscal, le renforcement des capacités et de l'efficacité de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. Le PAAGFP prévoyait aussi la réorganisation de la collecte des recettes non fiscales pour la conformer au RGCP (obligation de transfert au compte du Trésor de toutes les recettes collectées). Le PAAGFP prévoyait enfin le renforcement des capacités de mobilisation des ressources extérieures à travers l'amélioration des outils de gestion et de prévision de la dette et des appuis financiers. Les actions menées jusqu'en 2015 ont effectivement permis la révision du Code des impôts et du Code des douanes ; plus de transparence pour les obligations et droits des contribuables ; l'élargissement du recours à l'identifiant fiscal unique (IFU) ; des progrès dans la réduction des arriérés de recouvrement et dans la réduction des délais de transfert des recettes au Trésor ; une amélioration de la programmation et du suivi des contrôles fiscaux ; l'évaluation de la soutenabilité de la dette. Ces progrès, bien que significatifs et restant à consolider, sont aussi en dessous des niveaux escomptés par le PAAGFP. Il n'a pas été possible en effet d'aboutir par exemple à une meilleure organisation du traitement et du suivi des recours des contribuables ; à une réduction significative de l'évasion fiscale ; à la généralisation de l'IFU à tous les redevables d'impôts sur les revenus et bénéfices non salariaux ; à une meilleure maîtrise des exonérations fiscales ; à l'enregistrement effectif en tant que recettes budgétaires de la totalité des recouvrements de recettes administratives ; à une meilleure programmation des appuis financiers.

Concernant plus spécifiquement la gestion de la dette, la CAA, après une évaluation de l'organisation de la gestion de la dette publique<sup>4</sup>, a entrepris une révision de cette organisation pour la rendre plus conforme aux normes internationales (réorganisation des services en « Front, middle et back office »). Elle a aussi renforcé la transparence de la gestion de la dette en organisant la production et la publication régulière sur son site internet d'informations et de rapports tels que le rapport sur la stratégie de la dette, le rapport annuel de gestion de la dette publique, des bulletins statistiques...

Des efforts ont été faits pour joindre au projet de loi de finances un plan annuel de trésorerie mensualisé, mais les autres actions prévues pour rendre possible une meilleure maîtrise de la trésorerie à partir d'outils de prévisions plus fiables et de l'actualisation des plans prévisionnels n'ont pas été réalisées. L'un des objectifs visés par le PAAGFP à travers la mise en place de la gestion prévisionnelle et qui était de limiter les risques d'accumulation d'arriérés de paiement ou de recours aux emprunts de trésorerie devenus coûteux n'a donc pas été atteint.

<sup>4</sup> Evaluation selon la méthode DeMPA (Debt Management Performance Assessment) de la Banque Mondiale

La gestion de la masse salariale et des pensions, objet de la composante 7 du PAAGFP, devait connaître une amélioration substantielle grâce à la mise en place du système SunKWE, et l'instauration de méthodes de programmation et de gestion des effectifs par postes budgétaires, afin de simplifier ces fonctions, de limiter les risques liés à la mobilité des agents sur le fonctionnement des services, de faciliter le respect des limites budgétaires. Mais peu de progrès ont été réalisés dans ces domaines. L'interconnexion du fichier Solde (géré par SunKWE) avec celui de la fonction publique a pris du retard en raison de problèmes liés aux insuffisances du système d'immatriculation des agents, système qui devra être revu. Il n'y a pas eu non plus de progrès significatifs en matière de budgétisation et de gestion des effectifs des administrations centrales.

Le système de passation des marchés publics a par contre connu des progrès très importants depuis l'adoption du nouveau Code de 2009 qui transposait la plupart des dispositions des directives UEMOA de 2005 relatives aux marchés publics et aux délégations de services publics. Les textes d'application (dont 8 décrets) ont été pris, tous les organes prévus sont fonctionnels et les nouvelles procédures, notamment celles concernant les publications et les recours, sont mises en place. Le système a aussi bénéficié de la mise en place du système d'information SIGMAP pour la programmation et le traitement des dossiers (plans de passation, dossiers d'appel d'offres...). Les progrès restent toutefois à poursuivre et à consolider, car le système est encore marqué par des insuffisances notamment pour ce qui concerne les recours trop fréquents aux modes de passation non concurrentiels ; l'accès aux informations sur les marchés publics, la préparation et l'exploitation des plans de passation de marchés. Des ajustements de textes sont encore nécessaires pour rapprocher davantage le système de passation de marchés des normes et bonnes pratiques en la matière.

Les retards ou la non-réalisation des actions relatives à la gestion de la trésorerie, à la maîtrise des salaires ou encore aux plans de passation des marchés publics n'ont pas permis d'améliorer les fonctions de régulation budgétaire et de maîtriser l'exécution du budget conformément à ce qui était attendu du PAAGFP. L'un des objectifs de ce dernier (voir composante 4) était en effet la mise en place d'un dispositif de régulation budgétaire qui permet de contenir les dépenses dans des limites soutenables, d'atténuer l'impact sur les objectifs économiques et sociaux des écarts entre les ressources prévues et les ressources effectivement mobilisées et d'éviter les dysfonctionnements dans l'exécution des dépenses des ministères.

Ces retards ont aussi impacté les actions relatives au renforcement des fonctions de contrôle financier. Bien que ce dernier ait pu bénéficier de la sécurisation et de l'amélioration de certaines fonctionnalités du SIGFIP, le contrôle a priori des engagements de dépenses et autres phases de l'exécution du budget n'est pas généralisé à toutes les dépenses de toutes les administrations centrales. Son efficacité reste limitée par le recours fréquent aux procédures simplifiées ou dérogatoires (dépenses sans ordonnancement ou sans engagement préalable).

En matière d'audit et de vérification interne, le PAAGFP prévoyait la formation et l'entretien des qualifications des personnels de l'IGE et l'IGF d'une part, le renforcement des capacités d'intervention de ces institutions d'autre part pour leur permettre d'assurer une couverture opérationnelle de l'ensemble des secteurs publics et parapublics. Ces services ont effectivement pu faire bénéficier leurs personnels de formations diverses, notamment pour ce qui concerne les techniques d'évaluation et d'élaboration de cartographies de risques et pour les pratiques recommandées par les institutions

internationales d'audit et de vérification. Ils ont aussi bénéficié de moyens d'intervention supplémentaires, mais insuffisants au regard de l'étendue de leurs missions. En pratique, ces institutions restent confrontées à des difficultés d'ordre institutionnel qui limitent leurs capacités de réaliser des missions d'audits et de vérifications conformes aux normes internationales en termes de programmation, de contenu et de diffusion des rapports et de suivi des recommandations. La question des rôles respectifs des services et institutions de contrôle en général<sup>5</sup> d'une part et de ceux dont la mission première est l'audit et le contrôle financier d'autre part doit être clarifiée, de même que la relation entre ces institutions de contrôle interne avec l'institution supérieure de contrôle (Chambre des Comptes).

Pour renforcer le rôle de cette dernière dans ses missions d'appui au Parlement, de contrôle externe et de contrôle juridictionnel des comptes, le PAAGFP prévoyait l'achèvement du processus engagé pour son érection en Cour des Comptes en lieu et place de chambre des comptes ; la réorganisation des fonctions comptables et la tenue à jour des comptabilités de l'Etat (comptes administratifs et comptes de gestion) ; la clarification du rôle du Parquet pour l'examen des projets de loi de règlement, la résorption des contraintes qui empêchent la reddition des comptes de tous les comptables publics dans les délais et formes réglementaires ; le renforcement des capacités de l'ISC pour lui permettre de juger dans les délais les comptes de tous les comptables principaux ; le renforcement de son rôle en matière de vérification et d'audit, à la fois pour la normalisation des pratiques de toutes les institutions de contrôle interne et externe (normes pour les procédures d'enquêtes, le contenu des rapports, leur diffusion, le suivi des recommandations) et pour l'harmonisation et la coordination des programmes de vérification de toutes les institutions de contrôle.

La plupart de ces actions n'ont pu être menées, ou menées à leur terme. Le processus de création d'une Cour des comptes a progressé, mais n'a pas encore abouti à fin 2015. Des progrès ont été réalisés pour la tenue des Comptes de l'Etat grâce notamment à l'amélioration des fonctionnalités des systèmes SIGFIP (comptes administratifs) et ASTER (comptes de gestion), mais pas suffisants pour assurer l'exhaustivité et la disponibilité dans les délais réglementaires de tous ces comptes.

De même, l'encadrement insuffisant des entités administratives autonomes n'a pas permis d'assurer l'exhaustivité de la reddition des comptes par tous les comptables publics principaux ; et l'ISC ne dispose pas suffisamment de moyens pour assurer sans retard le jugement de tous les comptes qui lui sont remis.

En matière d'audit et de vérification, l'ISC ne dispose toujours pas de compétence en matière de normalisation des méthodes et procédures de programmation et de réalisation de ces opérations. Ses relations avec les institutions d'audits et de vérifications internes sont limitées, voire inexistantes.

Pour ce qui concerne enfin le Parlement, le PAAGFP avait prévu des ajustements de son Règlement Intérieur pour l'adapter aux dispositions induites par les directives UEMOA 2009, le renforcement des organes et des moyens techniques destinés au soutien aux parlementaires pour l'analyse de la documentation budgétaire, l'examen des projets de loi de finances et le suivi de l'exécution du budget. Ces actions ont été retardées par le fait que les textes portant transposition des directives UEMOA de 2009 n'ont été pris qu'à partir de

---

<sup>5</sup> Au Bénin, outre l'IGF et l'IGE à laquelle s'est substituée jusqu'en 2016 le Bureau de l'Auditeur Général, les services d'inspections et d'audit interne sont l'Inspection générale des affaires administratives (IGAA) qui dépend du Ministère en charge de l'Intérieur et de sécurité publique, et l'Inspection générale des services et emplois publics (IGSEEP), les Inspections Générales des Ministères (IGM) et les Inspections Générales des Services (IGS).



2014. Par ailleurs, les retards pris pour l'élaboration des projets de loi de règlement et les insuffisances de l'ISC n'ont pas permis au Parlement, malgré les progrès réalisés dans la mise à sa disposition de l'information sur les budgets, d'atteindre les améliorations escomptées pour son contrôle de l'action de l'exécutif.

D'une manière globale, le bilan du PAAGFP montre qu'en dépit de l'importance de ses objectifs et de la faisabilité des actions qu'il a prévues, ses résultats ont, pour une bonne part, été en deçà de ce qui était escompté. Des progrès, quoiqu'insuffisants, ont certes été réalisés notamment dans l'organisation de la préparation du budget, de la gestion de la dette, du recouvrement des recettes, de la passation et du contrôle des marchés publics, des systèmes informatiques. Mais, pour des domaines importants tels que la régulation budgétaire, la gestion de la masse salariale, le contrôle de l'exécution du budget, l'encadrement des entités extra budgétaires et les audits et vérifications internes et externes, les résultats ont été insuffisants parce que les actions prévues n'ont pas été engagées ou n'ont pas été achevées.

Ce constat est corroboré par les résultats de l'évaluation PEFA de 2014<sup>6</sup> dont nous présentons le résumé en annexe 3.

Les résultats mitigés du PAAGFP s'expliquent pour une bonne part par l'insuffisante mobilisation des ressources et moyens pour la mise en œuvre des programmes et actions prévus ; insuffisante mobilisation de ressources et moyens qui s'explique elle-même par l'insuffisante mobilisation des acteurs de réformes en général ; des structures de mise en œuvre en particulier.

Les résultats mitigés s'expliquent aussi par la faiblesse, voire l'absence d'évaluation des résultats des actions menées en termes d'impacts sur l'amélioration du fonctionnement des organisations et systèmes.

En d'autres termes, le manque de résultat du PAAGFP s'explique essentiellement par des insuffisances dans le fonctionnement de son cadre institutionnel de mise en œuvre et de suivi, et par le manque de précision quant à la définition ou la mesure des résultats attendus sur la qualité ou la performance des systèmes.

---

<sup>6</sup> La référence à l'évaluation PEFA reste valable bien que celle-ci ait été faite dans l'année qui a précédé celle de l'achèvement du PAAGFP. Les réalisations de 2014 et 2015 ne changent pas fondamentalement le constat.

## 2 – Les Objectifs et programmes pour la période 2017-2020

---

### 2.1 Les défis de la période 2017-2020

En raison de l'engagement du Gouvernement à travers son programme d'actions et de l'importance des réformes de la GFP qui seront mises en œuvre, la période 2017-2020 sera déterminante pour le renforcement et la consolidation des capacités du Bénin à fonder et maîtriser la conduite de ses politiques de développement durable.

Pour cela, le Gouvernement aura à relever de nombreux défis dont notamment celui du renforcement de la gouvernance, celui du rapprochement des normes et bonnes pratiques en matière de gestion et de transparence des finances publiques et celui de la mise en œuvre du cadre harmonisé UEMOA 2009.

#### 2.1.1 – La poursuite et le renforcement de l'amélioration de la Gouvernance et de l'efficacité de l'action des pouvoirs publics.

La bonne gouvernance est aujourd'hui reconnue comme étant un enjeu majeur du développement économique et social. Elle constitue une condition nécessaire pour l'obtention des résultats macroéconomiques escomptés et pour pérenniser la mise en œuvre de politiques économiques saines.

Le Gouvernement du Bénin a inscrit l'amélioration de la bonne gouvernance parmi les priorités de sa stratégie de développement. Il s'appuiera pour cela sur l'un de ses principaux piliers que constitue le système de GFP.

#### 2.1.2 – Le rapprochement du système de GFP des normes et standards de qualité recommandés à l'échelle internationale.

A long terme, le système de GFP sera conforme aux règles et principes de fonctionnement recommandés à l'échelle internationale, notamment ceux définies par le Code de bonnes pratiques du FMI<sup>7</sup> et par les institutions internationales d'audits et de contrôles telles que l'INTOSAI ou encore l'OCDE pour ce qui concerne les marchés publics.

Ces normes, bien qu'il ne soit pas possible d'envisager leur entière application à l'échéance de 2020, devront néanmoins constituer des références permanentes pour identifier les actions de réformes à mener et les priorités pour leur mise en œuvre.

#### 2.1.3 – Le cadre harmonisé UEMOA pour la GFP,

Le cadre UEMOA est construit sur les règles et principes de la Directive n°1, elle-même déclinée du Code de transparence du FMI. Sa mise en œuvre contribuera au rapprochement du système de GFP aux normes et bonnes pratiques internationales.

Le cadre UEMOA vise en effet le renforcement de :

- La transparence de la GFP,

---

<sup>7</sup> Code FMI de bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques » version 2007 actualisée en 2014-2015.

- La fiabilité des budgets et l'efficacité de la dépense publique,
- L'exhaustivité des enregistrements comptables, l'efficacité des contrôles et la redevabilité,
- L'efficacité des vérifications et audits internes et externes.

Le passage à la budgétisation par programme tel que prévu par le cadre UEMOA constituera un moyen d'atteindre efficacement les objectifs cités ci-dessus.

## 2.2 – Objectif stratégique global et axes stratégiques

Compte tenu de ce qui précède, nous retenons que l'Objectif stratégique à long terme dans lequel s'inscrit le PGRGFP est de : ***doter le Bénin d'un système de GFP transparent, performant, conforme aux standards internationaux, respectueux de la répartition constitutionnelle des prérogatives entre les institutions, et mettant résolument les finances publiques au service du développement du pays et du bien-être des citoyens.***

Il respectera en particulier les 10 critères de qualité suivants :

1. La répartition des attributions et responsabilités en matière de gestion des finances, est clairement définie.
2. La programmation des dépenses est conforme à des principes d'allocation stratégique des ressources et de gestion axée sur les résultats. Les ressources sont affectées en fonction d'objectifs nationaux préalablement définis pour tous les indicateurs de développement (accès aux services sociaux de base, infrastructures économiques et administratives, emploi, etc.).
3. Les dispositifs de mobilisation des ressources intérieures et extérieures sont efficaces et permettent d'obtenir les moyens nécessaires au financement des dépenses dans le respect des équilibres financiers à court, moyen et long terme.
4. Les procédures de gestion des dépenses publiques sont efficaces et transparentes.
5. Les données sur l'exécution des budgets sont disponibles à bonne date, fiables et exhaustives.
6. La responsabilité des acteurs est renforcée à toutes les étapes de la dépense et de la recette.
7. Le système de contrôle est cohérent, efficace et conforme aux normes internationales.
8. L'environnement des finances publiques et du secteur financier est favorable au développement du secteur privé.
9. La gestion financière des administrations et entités publiques autonomes favorise la complémentarité de leurs actions avec celles des administrations centrales et leurs services déconcentrés pour contribuer efficacement à la réalisation des politiques nationales.

10. Les acteurs économiques et sociaux contribuent à l'efficacité de la GFP à travers des cadres appropriés et procédures organisées.

Pour la période 2017-2020, cet objectif stratégique de long terme sera décliné selon les cinq axes stratégiques intermédiaires suivants :

- Axe stratégique 1 : Renforcer les capacités de préparation du budget et organiser le passage à la budgétisation par programme ;
- Axe stratégique 2 : Développer le civisme fiscal et les capacités de mobilisation des ressources budgétaires ;
- Axe stratégique 3 : Renforcer les capacités de contrôle et de maîtrise de l'exécution des budgets ;
- Axe stratégique 4 : Surveillance et encadrement des établissements publics, audits et vérifications internes, contrôles externes ;
- Axe stratégique 5 : Mettre en place et renforcer les fonctions d'appui à la GFP.

Les parties qui suivent détaillent les objectifs et programmes de ces axes. Le tome 2 de ce document présente par axe stratégique et par programme une matrice détaillée des actions et activités qui seront mises en œuvre, ainsi que les résultats qui seront attendus pour chacune des années 2017 à 2020.

### **2.3 Axe stratégique 1 : Renforcer les capacités de préparation du budget et organiser le passage à la budgétisation par programmes**

Cet axe vise la mise en place des dispositifs permettant de traduire dans les budgets des administrations publiques, de manière transparente, réaliste et sincère, les priorités nationales en matière de développement économique et social. Cet objectif sera réalisé à travers trois programmes.

Le premier servira à créer les conditions permettant d'améliorer la prévisibilité à moyen terme des agrégats macroéconomiques et budgétaires, d'assurer l'intégrité des données et la sincérité des prévisions budgétaires. Il s'appuiera en priorité sur la réorganisation du Comité PIB-TOFE et le renforcement de ses compétences en matière de détermination des hypothèses et prévisions à moyen terme des variables macroéconomiques, la stabilisation des équipes de prévisionnistes et l'amélioration des modèles de prévisions, la formalisation des procédures pour l'élaboration du plan annuel mensualisé de trésorerie. Ce programme devra permettre aussi l'entière intégration dans les systèmes d'information des nomenclatures budgétaires et comptables et leur utilisation conforme aux dispositions réglementaires en matière de transparence.

Le second programme permettra d'organiser et de renforcer les capacités des acteurs des politiques publiques à élaborer des programmes budgétaires à moyen terme réalistes, conformes aux orientations stratégiques nationales et cohérents avec les cadrages macroéconomiques et budgétaires à moyen terme. Il s'appuiera sur :

- le renforcement des capacités des administrations centrales à élaborer des politiques sectorielles en ligne avec la stratégie nationale,
- l'organisation des fonctions relatives à l'exercice par les ministères de leur tutelle sur les établissements publics, en particulier la préparation et le

suivi d'exécution des budgets des EPA, ainsi que la programmation annuelle et le suivi des activités des entreprises publiques,

- le renforcement de la programmation des investissements publics, notamment à travers le développement des capacités d'analyse de l'efficacité et de la faisabilité des grands projets, et le développement du recours au partenariat public-privé pour leur financement tout en limitant les risques liés à ce type de financement (voir programme 4 de l'axe 2).

Dans le cadre de ce programme, une grande priorité sera accordée à la définition du cadre réglementaire fixant les conditions d'encadrement par leur ministère de tutelle des établissements publics à caractère administratif, ainsi qu'à l'organisation du recours au partenariat public-privé (PPP).

Le troisième programme porte sur l'organisation du processus de préparation du budget. Il vise la mise en place de procédures devant permettre :

- la traduction effective des politiques et priorités du Gouvernement dans le budget de l'Etat,
- la complémentarité des actions des administrations et institutions relevant du budget général de l'Etat avec celles des autres administrations centrales (EPA) et locales (communes),
- l'efficacité du contrôle des politiques budgétaires par le Parlement.
- le passage à la budgétisation par programme en s'appuyant notamment sur l'élaboration des règles en matière de classification des programmes, de désignation des responsables de programmes, de définition et de vérification des indicateurs de résultats des programmes, y compris ceux relatifs à la programmation et l'évaluation des performances des prestations des services ministériels centraux et déconcentrés.

Le développement du module SIGFIP spécifique à la préparation du budget et l'instauration de la procédures de préparation par les ministères de leurs plan de passation de marché et plan d'engagements de dépenses, ainsi que l'amélioration de l'accessibilité aux données et à la documentation budgétaire constitueront les priorités de ce programme.

## **2.4 Axe stratégique 2 : Développer le civisme fiscal et les capacités de mobilisation des ressources budgétaires**

Cet axe vise à développer les capacités de l'Etat à optimiser la mobilisation de ressources budgétaires et financières dans le respect des équilibres financiers à court, moyen et long terme. Il s'appuie sur cinq programmes.

Le premier porte sur le développement des capacités d'étude et de détermination de politiques fiscales équitables et efficaces, favorisant l'accroissement des ressources des pouvoirs publics et le développement des activités productives. Il s'agira en particulier de :

- créer et renforcer au sein de la DGI un service d'évaluation des politiques fiscales, doté de moyens lui permettant de mesurer l'impact sur les recettes budgétaires des nouvelles mesures fiscales

en général, des exonérations et dépenses fiscales en particulier. Ce service contribuera à la mise en place du programme de transition fiscale adopté par l'UEMOA, notamment ses points 6, 13 et 14 relatifs aux exonérations fiscales<sup>8</sup>.

- améliorer les capacités statistiques des administrations fiscales et développer les capacités de prévisions pluriannuelles et infra annuelles de recettes fiscales et douanières.

Les priorités de ce programme seront le renforcement des capacités d'évaluation des politiques fiscales et douanières et leurs impacts sur les équilibres budgétaires sur l'économie et sur l'environnement ; l'amélioration des bases de données sur les droits constatés et les droits liquidés ; la maîtrise de la dépense fiscale.

Le second programme porte sur les capacités de maîtrise de l'assiette fiscale à travers notamment l'amélioration du système d'identification des contribuables, et sur le renforcement du civisme fiscal à travers :

- l'amélioration de la diffusion de l'information sur les droits et obligations des contribuables, ainsi que celle des relations et cadres de concertation avec ces derniers,
- une plus grande efficacité des systèmes de recours des contribuables,
- l'amélioration du système d'identification des contribuables,
- l'amélioration de la maîtrise de la valeur en douanes,
- une plus grande efficacité des organisations et procédures de contrôle et de lutte contre l'évasion et la fraude fiscales en développant les outils et méthodes pour l'évaluation des risques et pour l'élaboration de cartographies de risques.

Dans ce cadre, une grande priorité sera accordée à l'amélioration et/ou au renforcement de la maîtrise de la valeur en douanes, du système d'immatriculation des contribuables et de l'accessibilité de ces derniers à l'information sur leurs droits et obligations, de l'équité des systèmes de recours à l'encontre des décisions des administrations fiscales et douanières. Une grande priorité sera aussi accordée dans le cadre de ce programme au développement des capacités d'évaluation des risques de fraude et d'évasion fiscale.

Le troisième programme vise à assurer l'efficacité des recouvrements des recettes budgétaires et l'exhaustivité de leur comptabilisation. Il s'appuie sur :

- la mise en place de procédures permettant d'assurer la conformité de la gestion des dépenses fiscales avec le cadre législatif et réglementaire,
- la mise en place des organisations et moyens pour assurer la tenue conforme au RGCP des comptabilités administrative et de gestion pour les recettes fiscales et pour les recettes non fiscales du budget de l'Etat,
- l'organisation du suivi des arriérés de recouvrement,

---

<sup>8</sup> Décision n°10/2006/CM/UEMOA du 23 mars 2006 portant adoption du programme de transition fiscale au sein de l'UEMOA

- le renforcement des dispositifs de programmation et de suivi des recettes des entités publiques à caractère administratif (institutions de sécurité sociale, établissements publics à caractère administratif, collectivités territoriales).

Outre la priorité déjà retenue pour la maîtrise de la dépense fiscale (voir programme 2.1 ci-dessus), ce programme accordera aussi la priorité à la mise en conformité des recouvrements des recettes non fiscales avec le cadre législatif et réglementaire.

Le quatrième programme concerne la mobilisation des ressources autres que les recettes budgétaires hors dons. La capacité de les mobiliser est tributaire de la maîtrise de la gestion de la dette et des risques liés à celle-ci. Les actions à mener consisteront donc à renforcer les capacités de maîtrise du niveau d'endettement (gestion de la dette, évaluation de la viabilité de la dette et des risques, élaboration de stratégie d'endettement, procédures de recours aux emprunts...). Il s'agira aussi d'organiser le suivi de la dette des établissements publics pour limiter les risques y afférents.

Ce programme portera aussi sur le renforcement des capacités de suivi de la mobilisation de l'aide extérieure, qu'elle soit sous forme de prêts ou de dons. Cette action, déjà entamée, constituera une priorité pour son achèvement à brève échéance.

Par ailleurs, le recours au partenariat public-privé pourrait constituer une importante source de financement pour les grands projets d'équipement ou d'infrastructures. Ce programme devra permettre d'instituer et de mettre en place les mécanismes de partenariat public-privé (PPP) pour renforcer les contributions du secteur privé au développement économique dans le respect des principes et règles du cadre organique de la GFP et dans l'intérêt à moyen et long terme de l'Etat.

Le cinquième programme porte sur l'amélioration de la gestion des finances des collectivités locales. La mobilisation des ressources propres et la bonne gouvernance en matière de gestion budgétaire et comptable restent des défis majeurs pour les collectivités locales. La maîtrise de l'assiette, la liquidation et le recouvrement des impôts sont l'une des difficultés qui entravent cette mobilisation. Les actions à mener consisteront à appuyer les collectivités locales dans la mobilisation des ressources propres à travers la modernisation des moyens de paiements et de collectes des taxes et impôts locaux, l'adressage, la réformation de la fiscalité locale ainsi que l'internalisation de la directive de l'UEMOA portant régime financier des collectivités locales.

## **2.5 Axe stratégique 3 : Renforcer les capacités de contrôle et de maîtrise de l'exécution des budgets**

Cet axe vise la mise en place des outils et procédures permettant de limiter les risques sur les équilibres financiers liés aux aléas de la conjoncture économique tout en optimisant la réalisation des objectifs budgétaires. Il se décline en sept programmes portant respectivement sur la prévisibilité à court terme des opérations financières de l'Etat, la

gestion de la trésorerie, le contrôle de l'exécution des dépenses, le système de passation des marchés publics, les dépenses salariales, la régulation budgétaire, la tenue des comptabilités.

Le premier programme porte sur l'amélioration de la prévisibilité à court terme des opérations financières de l'Etat en assurant la production régulière et dans des délais compatibles avec les besoins de maîtrise des équilibres budgétaires d'un TOFE mensuel fiable, et en développant les capacités pour actualiser au mois le mois le TOFE prévisionnel mensualisé. Ces deux instruments seront mis en place en priorité pour permettre, dès 2017, d'assurer la visibilité et la prévisibilité des opérations des administrations relevant du budget de l'Etat. Le champ des TOFE et TOFE prévisionnels mensualisés sera progressivement élargi à partir de 2018 aux autres administrations centrales (organismes de protection sociale et EPA).

Le second programme, connexe au premier, vise à optimiser la mobilisation des ressources de trésorerie et leur gestion. Cet objectif sera réalisé à travers :

- l'institutionnalisation et la mise en place du Compte unique du Trésor à la Banque centrale, ce qui assurera la centralisation des disponibilités de trésorerie,
- l'organisation du transfert sans délai de toutes les recettes budgétaires (recettes fiscales, douanières et non fiscales) sur les comptes du Trésor et l'organisation du suivi des encaisses des comptables publics.
- la mise en place d'un dispositif spécifique pour le suivi des instances de paiement et des arriérés de paiement,
- la programmation des besoins de trésorerie à partir des plans d'engagement des administrations et institutions relevant du Budget de l'Etat,
- la production régulière du TOFE mensuel prévisionnel base caisse,
- le renforcement de la programmation des recours au moindre coût aux emprunts à court terme,
- la mise en place d'un système de régulation des engagements qui tient compte des mobilisations effectives des ressources (recouvrements des recettes budgétaires, décaissements des aides extérieures, financements intérieurs),
- Le renforcement des capacités du comité de trésorerie pour le suivi et l'affectation hebdomadaires des ressources de trésorerie.

Pour ce programme, la mise en place du Compte unique du Trésor constituera une action prioritaire.

Le troisième programme cible le renforcement des contrôles à chaque phase de l'exécution du budget et leur adaptation à la budgétisation par programme.

A cet effet, les dépenses non réparties inscrites dans les budgets de ministères seront significativement réduites dès 2018. Seules les charges communes (dette, et éventuellement dépenses d'eau et d'électricité) sont maintenues et imputées au ministère en charge du budget.

Lorsque le budget prévoit une ligne de réserves provisionnelles, la règle de non-imputation de dépenses directement sur cette ligne sera respectée.



De même les dépenses sans engagement ou sans ordonnancement préalables seront strictement limitées et encadrées par la réglementation et soumises à obligation de régularisation dans un délai très réduit.

Les procédures de contrôle a priori des phases budgétaires, en particulier celle de l'engagement, seront revues dans le but de les rendre plus efficaces, d'en réduire les délais et d'éliminer les contrôles redondants. Les nouvelles procédures tiendront compte de la déconcentration de la fonction d'ordonnancement et seront adaptées progressivement à la budgétisation par programme et aux nouveaux dispositifs de régulation budgétaire qui seront développés en parallèle dans le cadre du PGRGFP. A cet effet, il est envisagé que soient développés en plus des mécanismes de visa traditionnels (le visa, le visa différé et le refus de visa), une nouvelle modalité de visa : le visa sous réserve. Le visa sous réserve responsabilise davantage les gestionnaires de crédits, de programmes et différents ordonnateurs.

A la différence du visa différé et du refus de visa qui sont bloquants, le visa sous réserve permet au Contrôleur Financier, dans certaines conditions, malgré les observations relevées, de permettre l'évolution d'un dossier d'engagement dans le circuit de la dépense. A charge pour les gestionnaires de crédits, de programmes et ordonnateurs concernés de lever lesdites observations avant de transmettre les dossiers au comptable public ».

Par ailleurs, le contrôle a priori des dépenses sera étendu progressivement aux organismes de protection sociale et aux EPA et aux postes diplomatiques et selon des procédures adaptées, aux collectivités territoriales. Une grande priorité sera accordée à l'action d'élargissement du contrôle a priori de l'engagement des dépenses à toutes les administrations centrales (y compris les EPA et les postes diplomatiques).

Toutes les actions de ce troisième programme s'appuieront, dans une première phase et en attendant la refonte complète de la chaîne de dépenses prévue pour 2019-2020, sur une meilleure utilisation des systèmes informatiques existants. Les fonctionnalités du système SIGFIP seront mieux exploitées grâce à une plus grande sécurisation du système (élimination des possibilités de forcer les contrôles automatiques), à l'ajout d'applicatifs pour faciliter les contrôles, à l'ajout de modules complémentaires pour aider à la préparation du budget ou à l'exploitation des plans d'engagement.

Enfin, l'efficacité des contrôles et leurs délais pourront être davantage améliorés à moyen terme grâce au recours progressif et sécurisé à la dématérialisation des procédures. Cet objectif sera pris en charge dans le cadre du projet de refonte globale de la chaîne de la dépense.

Le quatrième programme de l'axe stratégique 3 porte sur l'efficacité et l'efficience du système de contrôle de la passation des marchés publics. Ce dernier a été significativement amélioré au cours des cinq dernières années grâce au nouveau Code des marchés publics dont la plupart des dispositions sont transposées des directives UEMOA de 2005. Il continuera à faire l'objet d'une attention soutenue au cours des cinq prochaines années pour atteindre, au plus tard à l'échéance 2020, les niveaux de performance requis par les normes et bonnes pratiques internationales.

Il s'agira en premier lieu d'apporter des aménagements au Code des marchés publics pour résorber les insuffisances qui subsistent en matière de transparence du système de

passation, en matière de limitation des recours aux modes de passation non concurrentiels et en matière de sanctions. Le Code des marchés publics sera aussi complété par des dispositions spécifiques aux conventions de délégation de services publics, aux contrats de partenariat public-privé et aux marchés relevant de la défense nationale.

Des actions seront aussi entreprises pour renforcer l'utilité et l'efficacité des plans de passation de marchés. Ils devront être préparés en même temps que les projets de budgets et validés une fois les budgets approuvés. Les règles relatives à leur publication et à la limitation des modifications pouvant intervenir en cours d'exercice seront renforcées.

L'ARMP et la DNCMP développeront des bases de données sur les marchés publics pour répondre non seulement aux besoins de gestion et de contrôle des processus de passation, mais aussi aux besoins d'évaluation de l'efficacité et de l'efficience du système de passation.

La réglementation sera renforcée en matière de publications des statistiques issues de ces bases de données et des moyens seront mis en œuvre pour assurer l'effectivité et la régularité de ces publications.

Des dispositions seront aussi prises pour assurer la réalisation de l'audit annuel du système de passation par un organisme indépendant et assurer la publication du rapport d'audit dans le semestre qui suit l'année sur laquelle il porte.

Les priorités de ce programme iront bien entendu à la révision et au renforcement du cadre légal et réglementaire du système de passation des marchés publics, ainsi qu'au développement des bases de données de la DNCMP et de l'ARMP.

Le cinquième programme permettra la mise en place d'un système de régulation budgétaire qui facilitera la sauvegarde effective des équilibres budgétaires et de trésorerie dans le respect des priorités arrêtées en matière de dépenses. Il s'appuiera sur les éléments ci-après :

- l'action prioritaire consistant en l'instauration et la mise en application de l'obligation pour chaque ministère de joindre à son projet de budget un plan d'engagement provisoire (voir programme 1.3), sera complétée et consolidée par la mise en place d'une procédure d'approbation de ces plans après l'adoption des budgets,
- il sera développé aussi un module de SIGFIP pour l'enregistrement et le traitement des plans d'engagement et des plans de passation des marchés (PPM) de ministères,
- il s'agira enfin de concevoir et mettre en place une procédure de régulation budgétaire basée sur la mise en cohérence des plans d'engagement des ministères et des plans prévisionnels de trésorerie.

Le sixième programme de l'axe 3 portera sur la tenue et la garantie de l'intégrité des comptes administratifs et des comptes de gestion, et la mise en place de la comptabilité matières en application de Directive 03/2012/CM/UEMOA du 29 juin 2012. Ce programme devra permettre la résorption des insuffisances en matière d'enregistrement des recettes budgétaires fiscales et non fiscales, d'assurer l'exhaustivité et la fiabilité des données de la chaîne de dépenses, d'unifier le système d'information comptable pour assurer le suivi et la cohérence des données budgétaires à toutes les phases

d'exécution de la dépense (depuis l'engagement jusqu'au paiement), d'assurer la régularité de la production des comptes et de l'édition mensuelle de la balance comptable consolidée du Trésor, d'assurer la traçabilité des mouvements des biens matériels de l'Etat et de produire le bilan patrimonial de l'Etat et enfin d'assurer la mise en état d'examen des comptes et leur reddition dans le délai réglementaire.

Dans le cadre de ce programme une grande priorité sera accordée aux actions visant à rendre opérationnelles et sécuriser dans les plus brefs délais, toutes les fonctionnalités du système informatique ASTER et à unifier les systèmes d'information comptable. Des outils, des textes d'application de la comptabilité des matières et un système intégré de gestion des biens de l'Etat seront mis en place. Ces textes seront vulgarisés et les acteurs de la gestion des matières de l'Etat seront formés.

L'organisation de la comptabilité administrative des recettes et la production régulière (mensuelle) des comptes et balances comptables du Trésor constitueront aussi des actions prioritaires de ce programme.

Le septième et dernier programme de l'axe 3 porte sur la maîtrise des dépenses salariales. Il s'appuiera sur les progrès qui seront réalisés grâce à la mise en œuvre de la Stratégie Globale de Réformes de la Fonction Publique (SGRFP) d'avril 2013, et la réorganisation et la sécurisation des liens entre les fichiers de gestion des personnels de l'Etat et ceux de gestion de la Solde. La réorganisation et la sécurisation de ces liens constitueront une action prioritaire. Les systèmes informatiques seront réadaptés en conséquence. Il sera aussi tenu compte, lors de la révision des systèmes, de l'objectif de la déconcentration de la gestion de la solde.

## **2.6 Axe stratégique 4 : Surveillance et encadrement des établissements publics, audits et vérifications internes, contrôles externes**

L'encadrement et le suivi des activités des établissements publics, de même que l'audit et les vérifications internes et externes, sont des domaines qui, malgré leur importance, n'ont pas connu d'améliorations significatives au cours des dernières années. Une attention plus grande leur sera consacrée durant toute la prochaine période quinquennale de réformes de la GFP afin de résorber la plupart des insuffisances qui y sont régulièrement relevées. Il s'appuie sur quatre programmes ;

Un premier programme de cet axe sera consacré à la réorganisation des fonctions de tutelle des établissements pour assurer la complémentarité de leurs activités avec celles des administrations centrales, ainsi que leur pleine contribution à la réalisation des objectifs budgétaires de l'Etat. Le programme permettra aussi d'organiser les fonctions comptables de ces établissements ainsi que le suivi des risques financiers liés à leurs activités. Il s'appuiera sur :

- la révision du cadre législatif relatif à l'organisation et au fonctionnement des entreprises et établissements publics pour préciser pour chaque catégorie d'établissements le régime comptable auquel ils sont astreints, leurs obligations en matière de redevabilité et de redditions des comptes, etc.

- la révision des textes portant organisation et attribution de chaque établissement public pour les mettre en conformité avec le nouveau cadre juridique,
- l'organisation de la préparation et de l'adoption des budgets des EPA et organismes de protection sociale par leur tutelle,
- l'organisation du suivi de l'exécution des budgets des EPA et des risques financiers qui leur seraient imputables,
- l'organisation du suivi des activités des entreprises publiques et de la surveillance des risques financiers qui leur sont imputables.

Dans le cadre de ce programme, les priorités iront à la révision du cadre législatif relatif à l'organisation et au fonctionnement des entreprises et établissements publics ainsi qu'à l'organisation du suivi de l'exécution des budgets des EPA et des risques financiers qui leur sont imputables.

Le second programme porte sur le renforcement des fonctions d'audit et de vérification interne. Le cadre institutionnel de ces fonctions a connu diverses restructurations au cours des dix dernières années. Mais il n'a pas encore atteint les niveaux d'efficacité escomptés. Au cours de la prochaine période, les leçons tirées des expériences récentes permettront d'arrêter un schéma pour l'organisation des institutions faitières de vérification et d'audit mieux adapté. Cette action sera réalisée en priorité. Le nouveau schéma précisera les fonctions, organisations et domaines d'intervention de ces institutions faitières en vue d'assurer la synergie et la complémentarité de leurs actions pour plus d'efficacité.

Le programme visera aussi la mise en conformité des pratiques de ces institutions avec les normes recommandées par les institutions internationales d'audit.

Le programme contribuera enfin au renforcement de leurs capacités opérationnelles à la fois à travers le renforcement de leurs moyens et à travers leurs méthodes de travail, en particulier celles en relation avec les évaluations de risques et celles relatives au suivi des recommandations. Dans ce cadre, une priorité sera accordée au renforcement des capacités de l'IGF.

Le troisième programme concerne l'Institution Supérieure de Contrôle. Au cours de la prochaine période, la Chambre des comptes sera érigée en Cour des comptes en application des recommandations de l'UEMOA. Cette action sera réalisée en priorité. A cette occasion, les attributions et l'organisation de la future Cour des comptes seront mises en conformité avec la Déclaration de Mexico sur l'indépendance des ISC. De même seront renforcées ses compétences pour l'examen des projets de loi de règlement, pour la production du rapport annuel sur l'exécution du budget et la réalisation d'audits et de vérifications.

L'intervention du Parquet dans les missions non juridictionnelles de l'ISC sera aussi précisée et circonscrite pour qu'elle ne soit plus cause de retards dans le dépôt des projets de loi de règlement au Parlement. A l'inverse, le rôle du Parquet sera renforcé et étendu pour tout ce qui concerne le suivi des obligations en matière de reddition des comptes des comptables publics principaux, en particulier ceux des établissements publics. Des dispositions seront prises pour que ces règles puissent être appliquées par chambre de comptes dans le cas où la création de la Cour des comptes ne peut intervenir avant 2018.

Par ailleurs, pour son rôle juridictionnel, l'ISC sera renforcée pour qu'à fin 2020 les retards en matière de jugement des comptes des comptables publics soient résorbés. A partir de cette date, les comptes de tous les comptables publics seront jugés au plus tard dans les cinq ans qui suivent leur reddition. Ces actions seront également réalisées en priorité.

Le quatrième programme vise à renforcer le rôle et les capacités du Parlement dans ses fonctions d'examen des projets de loi de finances et de contrôle des politiques budgétaires.

Les profonds changements résultant de la transposition des directives UEMOA de 2009 exigent une refonte de l'organisation de l'examen et du vote des projets de loi de finances par le Parlement et, d'une manière plus générale, des procédures de contrôles parlementaires sur la gestion des finances publiques. Une première priorité du programme sera donc le réaménagement du règlement intérieur de l'Assemblée nationale pour ce qui concerne l'examen et le vote des projets de loi de finances (y compris les lois de règlement). Y seront ajoutées des dispositions nouvelles concernant les procédures pour le débat d'orientations budgétaires et pour l'exploitation de la documentation budgétaire.

Par ailleurs, l'assistance aux parlementaires pour l'examen et l'analyse des documents budgétaires sera aussi renforcée en priorité. Les missions et statuts de la structure administrative placée au sein de l'Assemblée et chargée de cette fonction seront revus en relation avec le nouveau règlement intérieur.

Enfin, au cours des cinq années du Plan, le Gouvernement assistera le Parlement dans le renforcement de ses capacités à réaliser des audits et contrôles.

## **2.7 Axe stratégique 5 : Renforcement des fonctions générales d'appui à l'amélioration de la qualité de la GFP**

Cet axe stratégique concerne les domaines ou fonctions qui impactent de manière globale l'ensemble du système de GFP. Les efforts seront concentrés sur quatre d'entre elles au cours de la période 2017-2020. Il s'agit de la fonction renforcement des compétences et capacités des ressources humaines, de l'organisation et de l'intégration des systèmes informatiques, de la diffusion de l'information, du cadre d'intervention des organisations de la société civile.

Le premier programme de cet axe concernera donc la fonction renforcement des ressources humaines. Il vise la mise en place d'organisations et procédures pour :

- évaluer et quantifier les besoins en ressources humaines et en formation pour les services en charge de la GFP,
- programmer la satisfaction de ces besoins,
- limiter les pertes de capacités pouvant résulter des mouvements de personnel,
- évaluer l'impact sur le fonctionnement des services des formations dont ont bénéficié leurs personnels.

La priorité de ce programme ira à l'élaboration et la mise en œuvre des outils de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC). A cet effet, la Direction du ministère des finances en charge de la gestion des ressources

humaines développera des nomenclatures de formations types pour les agents des administrations financières. Elle développera aussi des bases de données sur les formations dont ont bénéficié chacun des agents en poste ; des procédures de programmation annuelle de formation ; de leur suivi et évaluation. A partir de 2019, elle devra être en mesure de produire un rapport annuel sur les activités de renforcement des capacités des ressources humaines et de leur impact en termes de degré de satisfaction des besoins des services et en termes d'amélioration de leur efficacité.

Le deuxième programme porte sur l'amélioration de la gestion immobilière et foncière. Il prend en compte la sécurité foncière, l'accès aux crédits hypothécaires et l'opérationnalisation de l'Agence qui s'occupe du domaine foncier à travers la mise en place d'un système informatisé de gestion foncière.

Le troisième programme porte sur la poursuite de l'extension de l'informatisation à toutes les fonctions de GFP, l'adaptation des systèmes existant aux nouvelles législations et réglementations de la GFP, en particulier à la budgétisation par programme et à la déconcentration de la fonction d'ordonnateur de la dépense.

Dans ce cadre, les systèmes seront orientés web et une priorité sera accordée à leur intégration, à leur sécurisation et au développement des fonctionnalités permettant d'améliorer la diffusion de l'information, tant en quantité qu'en qualité.

Le quatrième programme porte sur la diffusion de l'information sur les finances publiques. Il vise la mise en pratique des principes 6.1 et 6.2 du Code de transparence de l'UEMOA et selon lequel « *La publication, dans des délais appropriés, d'informations sur les finances publiques est définie comme une obligation légale de l'administration publique. (...) Le calendrier de diffusion des informations sur les finances publiques est annoncé au seuil de chaque année et respecté* ». Ce programme est prioritaire. Il devra permettre de **renforcer les capacités du Datacenter, de mettre en œuvre ses procédures d'exploitation et les conformer aux normes internationales et créer le support aux futurs utilisateurs du SI de GFP. Le Programme devra aussi permettre**, l'existence d'un site internet fonctionnel pour chaque direction générale du ministère en charge des finances et du budget, la disponibilité sur sites WEB de tous les textes législatifs et réglementaires en lien avec la GFP. En outre, un programme de publication des rapports et informations périodiques courants sera mis en ligne en début de chaque année par le ministère en charge du budget et des finances et est respecté. La liste des informations à publier sera étoffée chaque année en fonction des progrès qui seront réalisés par les services.

Le cinquième programme porte sur les contributions qu'apporteront des organisations de la société civile à l'amélioration globale du système de GFP. Il est défini en relation avec le Code de transparence de l'UEMOA qui impose le principe 6.3 selon lequel « *l'information régulière du public sur les grandes étapes de la procédure budgétaire, leurs enjeux économiques, sociaux et financiers sont organisés dans un souci de pédagogie et d'objectivité ; la presse, les partenaires sociaux et d'une façon générale tous les acteurs de la société civile sont encouragés à participer à la diffusion des informations ainsi qu'au débat public sur la gouvernance et la gestion des finances publiques* ».

Les actions qui seront menées dans le cadre de ce programme sont prioritaires et viseront à favoriser l'existence et la pérennité d'organisations qui disposeraient de compétences et de capacités pour prendre en charge ou organiser par elles-mêmes :

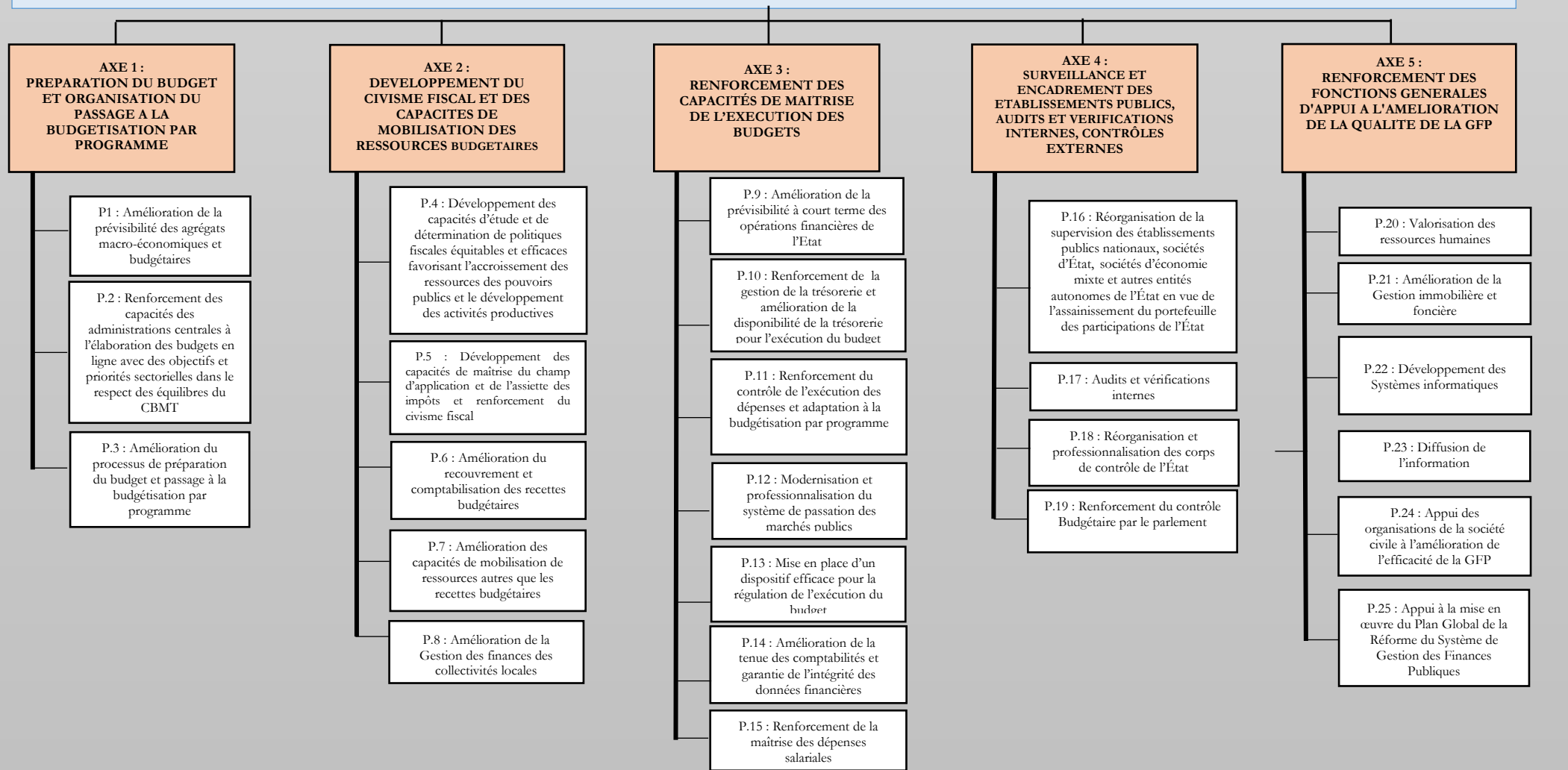
- l'élaboration et la publication des budgets citoyens,
- l'organisation et l'animation de séminaires et ateliers de formation sur les politiques publiques au profit d'autres organisations et associations de la société civile.
- la production de notes d'information et d'analyse sur divers aspects de la gestion des finances publiques telles que :
  - la conformité du budget avec les orientations des cadres stratégiques ou avec les orientations annoncées lors du débat d'orientations budgétaires,
  - la conformité de l'exécution du budget par rapport aux orientations et priorités annoncées,
  - l'application des textes par les administrations et institutions,
  - la conformité des projets de textes législatifs et réglementaires aux bonnes pratiques et aux normes internationales
  - tout ce qui concourt à garantir la transparence, à favoriser la participation des citoyens à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, et à limiter les risques de mauvaises pratiques ou de pratiques délictueuses.

Le sixième programme porte sur l'assistance technique qui va accompagner la mise en œuvre du PGRGFP. Les actions à mener consisteront à la mise en place d'une base de données et d'un système d'information et de suivi de la mise en œuvre du PGRGFP, d'une assistance technique pour renforcer les capacités de l'unité de gestion des réformes.

### 3 - Cadre de cohérence : axes stratégiques, programmes et actions

#### Schéma du Cadre d'Orientations Stratégiques du PGRGFP 2017 - 2020

**Finalité :** Doter le Bénin d'un système de GFP transparent, performant, conforme aux standards internationaux, respectueux de la répartition constitutionnelle des prérogatives entre les institutions, et mettant résolument les finances publiques au service du développement du pays et du bien-être des citoyens





### 3.2 - Tableau de cohérence axes stratégiques, programmes, sous-programmes et actions

Axe stratégique	Programmes	Sous-Programmes	Actions
AXE 1 : PREPARATION DU BUDGET	P1 : Amélioration de la prévisibilité des agrégats macro-économiques et budgétaires	SP1 : Maîtrise des cadrages macro-économiques	A.1 : Revoir la composition, les attributions, l'organisation et le fonctionnement du Comité PIB-TOFE.
			A.2 : Poursuivre le renforcement des capacités en matière de prévisions macroéconomiques à travers : - la stabilisation des équipes de modélisateurs et la programmation du renforcement continu de leurs compétences ; - l'amélioration continue des modèles économétriques de projections et des modèles d'évaluations d'impact de mesures de politique économique (fiscalité y compris exonérations, salaires, investissements..).
			A.3 : Elaborer un plan d'action pluriannuel pour la dynamisation de la Direction de la Prévision et de la Conjoncture
			A.4 : Procéder à l'approfondissement du MOSARE et à son appropriation par les prévisionnistes de la DPC
			A.5 : Renforcer le suivi de la conjoncture économique
			A.6 : Concevoir un modèle DSGE pour le Bénin
			A.7 : Concevoir une base socio-économique des huit pays de l'UEMOA
	P.2 : Renforcement des capacités des administrations centrales à élaborer des	SP2 : Maîtrise des cadrages budgétaires	A.8 : Intégrer les trois classifications de la nomenclature budgétaire dans les systèmes d'informations budgétaires et comptables et assurer la conformité de leur application.
			A.9 : Développer les capacités d'analyse de viabilité de la dette et de préparation de stratégies d'endettement.
			A.10 : Formaliser la procédure d'élaboration du Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) dans lequel s'inscrira le budget annuel.
			A.11 : Formaliser la procédure d'élaboration du plan annuel mensualisé de trésorerie.
		SP3 : Préparation des CDMT sectoriels	A.12 : Formaliser le cadre méthodologique de l'élaboration des Cadres de Dépenses à Moyen Terme sectoriels (CDMT)
			A.13 : Définir un cadre réglementaire fixant les conditions d'encadrement par leur ministère de tutelle, de la préparation des budgets des établissements publics à caractère administratif.
			A.14 : Engager, à partir de 2017 des études pour la détermination de critères normatifs devant servir à l'évaluation des dépenses de fonctionnement des administrations

Axe stratégique	Programmes	Sous-Programmes	Actions
	budgets en ligne avec les objectifs et priorités sectoriels et dans le respect des équilibres du CBMT		A.15 : Développer une nouvelle application informatique devant servir à l'exploitation des CDMT provisoires des ministères, à l'appui de leur mise en conformité avec le CBMT et à l'édition des CDMT définitifs.
		SP4 : Programmation des grands projets d'investissement	A.16 : Renforcer les capacités d'analyse de l'efficacité et de la faisabilité des grands projets ( <b>Projet Banque Mondiale</b> )
			A.17 : Adopter un cadre réglementaire unifié pour les opérations de Partenariat Public-Privé et utilisation d'instruments financiers novateurs pour faciliter la mobilisation par le secteur privé de financements importants sur de longues durées pour accompagner les projets d'investissement ( <b>Projet Banque Mondiale</b> )
	P.3 : Amélioration du processus de préparation du budget et passation à la budgétisation par programme	SP5 : Organisation du processus de préparation du budget	A.18 : Revoir et préciser les différentes étapes du calendrier de préparation du budget
			A.19 : Instaurer les procédures visant à faire accompagner les propositions budgétaires des ministères et institutions, par des plans de passation de marchés provisoires et par des plans d'engagements provisoires.
			A.20 : Développer le module SIGFIP, spécifique à la préparation du budget.
		SP6 : Mise en œuvre de la gestion budgétaire axée sur les programmes découlant de la nouvelle loi organique sur les finances publiques	A.21 : Définir par voie réglementaire les règles de classification des programmes conformes aux principes UEMOA (article 8 de la Directive 08-2009), et appliquer les dispositions de la LOLF N° 2013-14 du 27 septembre 2013 pour la présentation des dépenses budgétaires et des tableaux matriciels croisés.
			A.22 : Définir par voie réglementaire les rôles et obligations et les règles et procédures de délégation du pouvoir d'ordonnateur
			A.23 : Définir les règles de détermination des indicateurs de performances qui sont associés aux programmes.
			A.24 : Activation de la Cellule d'Enquête et de Recherche Mixte Impôts-Douanes (CERMID)
	P.4 : Développement des capacités d'études et de détermination de politiques fiscales équitables et efficaces favorisant l'accroissement des ressources des pouvoirs publics et le développement	SP7 : Capacités d'analyse et de prévision des recettes fiscales et douanières	A.25 : Développer et centraliser au niveau de la DGI et de la DGDDI des bases de données sur les droits constatés et les droits liquidés.
			A.26 : Renforcer les capacités d'évaluation des politiques fiscales et douanières et de mesure de leur impact sur les recettes budgétaires, l'économie, l'environnement et les politiques sociales. (PAARIB)
			A.27 : Mise en place de la nouvelle plateforme de gestion des exonérations fiscales et douanières
			A.28 : Mise en place de mesures fiscales en faveur de l'investissement privé

Axe stratégique	Programmes	Sous-Programmes	Actions
AXE 2 : PROMOUVOIR LE CIVISME FISCAL ET RENFORCER LES CAPACITES DE MOBILISATION DES RESSOURCES BUDGETAIRES	des activités productives		A.29 : Mise en place d'un organisme central de réception tous les mois des données sur les recettes
		SP8 : Maîtrise des dépenses fiscales	A.30 : Assurer la maîtrise et l'efficacité de la dépense fiscale.
			A.31 : Mise en place d'un nouveau système d'évaluation des dépenses fiscales
			A.32 : Renforcement des capacités du personnel de la Cellule de Reformes et de la Démarche Qualité (CRDQ)
	P.5 : Développement des capacités de maîtrise des techniques fiscales et promotion du civisme fiscal	SP9 : Maîtrise des techniques fiscales	A.33 : Procéder à l'évaluation et, le cas échéant, à l'amélioration du système d'identification des contribuables. (PAARIB)
			A.34 : Amélioration des services rendus aux usagers (PAARIB)
		SP10 : Amélioration des techniques douanières	A.35 : Améliorer la maîtrise de la valeur en douanes.
			A.36 : Mise en œuvre du Tracking douanière
			A.37 : Mise en exploitation du scanner à la recette des douanes de Cotonou Port
			A.38 : Certification du poids des marchandises
			A.39 : Projet de Migration vers SYDONIA World
			A.40 : Mise en place du procès-verbal simplifié (PVS)
			A.41 : Mise en place de l'intranet entre la Direction Générale et toutes les autres Directions de la douane dans le pays (PRSCG)
			A.42 : Gestion des Bons Retour
			A.43 : Renforcer le contrôle Mobile
			A.44 : Automatisation du contrôle de l'exécution des services
			A.45 : Mettre en place un cadre permanent de concertation entre la douane et ses partenaires
		SP11 : Qualité des relations entre les redevables et les administrations fiscales et douanières et civisme fiscal	A.46 : Assurer la disponibilité, l'exhaustivité et l'accessibilité de l'information sur les droits et obligations des contribuables
			A.47 : Assurer le fonctionnement et l'équité des systèmes de recours à l'encontre des décisions des administrations fiscales et douanières
			A.48 : Développer les capacités d'évaluation des risques de fraude et d'évasion fiscales
			A.49 : Renforcer l'étendue et l'efficacité des programmes de contrôle et de vérification
			A.50 : Institution du statut des Opérateurs Economiques Agréés (OEA)
		SP12 : Comptabilisation des	A.51 : Evaluation des performances et réorganisation des services des impôts (PAARIB)
			A.52 : Fusion DGI et DGDDI

Axe stratégique	Programmes	Sous-Programmes	Actions
	P.6 : Amélioration du recouvrement et la comptabilisation des recettes budgétaires	recettes fiscales et douanières	A.53 : Renforcer les capacités techniques et matérielles du service informatique de la DGI (PAARIB)
			A.54 : Mettre en place et assurer l'effectivité des dispositions du cadre harmonisé UEMOA relatives au Règlement général de la comptabilité publique et au Plan comptable.
		SP13 : Recouvrements des recettes fiscales et douanières et réduction des risques d'accumulation d'arriérés de recouvrement	A.55 : Organiser au minimum tous les mois des données sur les recettes, qui lui sont communiquées par les entités chargées du recouvrement de la plupart des recettes de l'administration centrale. Ces données sont ventilées par type de recettes et consolidées dans un rapport.
			A.56 : Modernisation des moyens de paiement des impôts et taxes
			A.57 : Rendre effective et efficace la télé déclaration et paiement en ce qui concerne les impôts d'Etat et l'introduction de l'utilisation des terminaux électroniques et paiement mobile en ce qui concerne les impôts locaux.
			A.58 : Rapprocher les comptes d'attente à lieu au moins une fois par trimestre, dans les deux mois qui suivent la fin de chaque trimestre. Les comptes d'attente sont apurés dans les délais prévus, au plus tard à la clôture de l'exercice, sauf si cela est dûment justifiés.
			A.59 : Réformer la fiscalité locale pour l'adapter aux contextes économiques actuels.
			A.60 : Renforcement du processus de recouvrement des arriérés
			A.61 : Veiller à ce que la part des arriérés de recettes à la fin du dernier exercice clos est inférieure à 20 % du total des recettes perçues pour l'exercice et les arriérés de plus de 12 mois représentent moins de 50 % du total des arriérés pour l'exercice.
			A.62 : Produire des données sur le stock et la composition des arriérés tous les trimestres dans les 8 semaines suivant la fin du trimestre
			A.63 : Organiser le transfert au Trésor des recettes budgétaires recouvrées par toutes les entités publiques au minimum une fois par semaine
			A.64 : Dématérialisation des procédures douanières
		SP14 : Recouvrement des recettes non fiscales	A.65 : Assurer la conformité des recouvrements des recettes non fiscales avec le cadre législatif et réglementaire.
			A.66 : Moderniser les rôles et les moyens de paiement (l'utilisation des terminaux électroniques et paiement mobile)
			A.67 : Réformer les systèmes de retenues à la source et de gestion des crédits d'impôt.
			A.68 : Assurer le recouvrement de l'intégralité des revenus du patrimoine de l'Etat

Axe stratégique	Programmes	Sous-Programmes	Actions
	P.7 : Amélioration des capacités de mobilisation de ressources autres que les recettes budgétaires	SP15 : Mobilisation de l'aide au Développement	A.69 : Renforcer les cadres de concertation avec les partenaires techniques et financiers.
			A.70 : Poursuivre le renforcement de la gestion de la dette selon les standards internationaux.
			A.71 : Poursuivre le renforcement des capacités de suivi de la mobilisation de l'aide extérieure.
		SP16 : Mobilisation de ressources de financements autres que ceux de l'aide extérieure	A.72 : Développer des capacités d'analyses pour la recherche de financements intérieurs à moindre coût du budget.
			A.73 : Organiser et sécuriser le recours au Partenariat Public-Privé pour le financement de projets d'investissements.
		SP17 : Audit interne de la DGTCP	A.74 : Opérationnaliser l'audit interne pour les entités de l'administration centrale à l'origine de la plupart des dépenses budgétisées totales ainsi que pour les entités de l'administration centrale qui recouvrent la plupart des recettes
			A.75 : Axer les activités d'audit interne sur l'évaluation de la pertinence et de l'efficacité des contrôles internes
			A.76 : Exécuter les programmes d'audit annuel
			A.77 : Apporter une réponse complète à l'ensemble des recommandations d'audit pour toutes les entités contrôlées dans les 12 mois suivant la production du rapport d'audit
	P.8 : Amélioration de la gestion des finances des Collectivités Locales	SP18 : Mobilisations des ressources propres des Collectivités Locales	A.78 : Réaliser l'adressage des contribuables des collectivités locales.
			A.79 : Modernisation des moyens de paiement pour la collecte des taxes et impôts locaux.
			A.80 : Moderniser les rôles et les moyens de paiement (utilisation électroniques et paiement mobile).
		SP19 : Gestion comptable et budgétaire des Collectivités Locales	A.81 : Adopter un seul logiciel de production des comptes administratifs des Collectivités Locales, porté par le ministère en charge de la décentralisation
			A.82 : Internaliser la Directive n°01/2011/CM/UEMOA du 24 juin 2011 portant Régime Financier des Collectivités Locales
	P.9 : Amélioration de la prévisibilité à court terme des opérations financières de l'Etat	SP20 : Renforcer la prévisibilité à court terme des opérations financières de l'Etat	A.83 : Développer les capacités de production du tableau mensuel des opérations financières de l'Etat (TOFE) dans des délais compatibles avec les besoins de maîtrise des équilibres budgétaires.
			A.84 : Développer les capacités de production d'un TOFE prévisionnel actualisé pour l'année en cours.

Axe stratégique	Programmes	Sous-Programmes	Actions
AXE 3 : RENFORCER LES CAPACITÉS DE MAÎTRISE DE L'EXECUTION DES BUDGETS	P.10 : Renforcement de la gestion de la trésorerie et amélioration de la disponibilité de la trésorerie pour l'exécution du budget	SP21 : Renforcement des capacités de mobilisation des ressources de trésorerie	A.85 : Assurer le respect des règles en matière de transfert des recettes budgétaires sur les comptes du Trésor.
			A.86 : Mettre en place le Compte Unique du Trésor (CUT).
		SP22 : Gestion de la trésorerie	A.87 : Instaurer la gestion prévisionnelle de la trésorerie.
			A.88 : Assurer un suivi hebdomadaire des disponibilités de trésorerie et de leur affectation.
	P.11 : Renforcement du contrôle de l'exécution des dépenses et son adaptation à la budgétisation par programme	SP23 : Renforcement et amélioration de l'efficacité du contrôle de l'engagement des dépenses, de la liquidation et de l'ordonnancement	A.89 : Supprimer dans les budgets des ministères les lignes de dépenses non réparties et limiter les dépenses sans engagement préalable.
			A.90 : Revoir les modalités de contrôle des dépenses pour améliorer leur efficacité et réduire les délais d'exécution des dépenses
			A.91 : Assurer l'effectivité du contrôle à priori de l'engagement de dépenses pour toutes les administrations centrales (y compris les EPA).
			A.92 : Adapter le contrôle de l'engagement à la budgétisation par programme et à la déconcentration de la fonction d'ordonnateur de la dépense
			A.93 : Adapter les autres contrôles à priori de la phase budgétaire de l'exécution de la dépense à la budgétisation par programmes et à la déconcentration de la fonction d'ordonnateur de la dépense.
			A.94 : Rationalisation de la fonction de contrôle financier
			A.95 : Renforcement de la transparence budgétaire et développement de mécanismes de contrôle citoyen de l'action publique
			A.96 : Orientation de la stratégie de contrôle vers une meilleure gestion des risques
			A.97 : Engager les travaux visant la dématérialisation des procédures.
		SP24 : Dématérialisation des structures de la Direction Générale	A.98 : Mise en production de la plateforme STAR-UEMOA pour les transferts de fonds à l'international
			A.99 : Généraliser les chèques normalisés à tous les comptes des correspondants du trésor
			A.100 : Simplifier les procédures en phase comptable de l'exécution des dépenses publiques

Axe stratégique	Programmes	Sous-Programmes	Actions
	P.12 : Modernisation et professionnalisation du système de passation des marchés publics (y compris adaptation du code de marché public au nouveau cadre PPP)	du Trésor et de la Comptabilité Publique	A.101 : Instaurer la dématérialisation dans le cadre de la gestion budgétaire et comptable publique (Etat, commune et EPA)
		SP25 : Cadre législatif et réglementaire	A.102 : Révision du code des marchés publics et des textes réglementaires y afférent
			A.103 : Renforcer le cadre légal et réglementaire du système de passation des marchés publics.
		SP26 : Contrôle et régulation des marchés	A.104 : Renforcer l'utilité des plans de passation pour la programmation et le contrôle des marchés.
			A.105 : Développer les bases de données de la DNCMP et de l'ARMP.
			A.106 : Faire réaliser chaque année par un organisme indépendant un audit des marchés passés.
			A.107 : Mettre en place un système de certification des acquis en termes d'expérience
			A.108 : Contribuer à l'amélioration des programmes de formation sur les marchés publics
		SP27 : Transparence du système de passation	A.109 : Faciliter l'accès du public à toutes les informations utiles pour l'efficacité du système (SIGMAP).
			A.110 : Revoir les conditions de nomination des gestionnaires de marchés publics
	P.13 : Mise en place de dispositifs efficaces pour la régulation de l'exécution du budget	SP28 : Mise en place des Plans d'engagement	A.111 : Instaurer l'obligation pour chaque ministère de joindre à son projet de budget un plan d'engagement provisoire, et une procédure d'approbation de ces plans.
		SP29 : Formalisation des procédures de Régulation du budget	A.112 : Développer un module du nouveau système intégré d'information pour l'enregistrement et le traitement des plans d'engagement de dépenses des ministères.
			A.113 : Instaurer une procédure de régulation budgétaire basée sur la mise en cohérence des plans d'engagement des ministères et des plans prévisionnels de trésorerie.
		SP30 : Disponibilité des données justes et cohérentes sur l'exécution du budget et des comptes administratifs	A.114 : Organiser la tenue de la comptabilité administrative des recettes.
			A.115 : Renforcer l'exhaustivité et la fiabilité des données du SIGFIP en cohérence avec la budgétisation par programme.
			A.116 : Assurer le suivi et l'édition des comptes spéciaux.
		SP31 : Mise en place de la comptabilité	A.117 : Internaliser et mettre en œuvre la Directive UEMOA 03/2012/CM/UEMOA du 29 juin 2012 relative à la comptabilité matières.

Axe stratégique	Programmes	Sous-Programmes	Actions
	P.14 : Amélioration la tenue des comptabilités et garantir l'intégrité des données financières	matières	A.118 : Mise en place du système intégré de gestion des matières
			A.119 : Mise en place du nouveau mode de gestion du parc automobile de l'Etat
		SP32 : Tenue régulière et fiabilité des comptes de gestion de l'Etat	A.120 : Définir un programme d'urgence (priorité absolue) pour rendre opérationnelles et sécuriser toutes les fonctionnalités du progiciel d'ASTER et unifier le système d'informations comptables.
			A.121 : Développer au niveau de la DGTCP une interface permettant à connecter ASTER, SYDONIA World et DGI
			A.122 : Assurer la régularité de la production des comptes et de l'édition mensuelle de la balance comptable consolidée du Trésor.
			A.123 : Assurer la mise en état d'examen des comptes et leur reddition dans le délai réglementaire.
		SP33 : Tenue régulière et fiabilité des comptes de gestion des autres administrations centrales et des collectivités territoriales	A.124 : Renforcer les capacités de suivi des comptes des EPA.
			A.125 : Renforcer les capacités de suivi des comptes des Collectivités territoriales (CT).
	P.15 : Renforcement de la maîtrise des dépenses salariales	SP34 : Conciliation du fichier des personnels et des fichiers de la Solde	A.126 : Moderniser les systèmes d'information et de gestion du personnel de l'Etat.
			A.127 : Développer les liaisons entre le système de gestion du fichier Solde (ministère des Finances) et celui de gestion du fichier du personnels (fonction publique).
			A.128 : Organiser la déconcentration de la gestion de la Solde.
	P.16 : Réorganisation de	SP35 : Mise en place d'un nouveau Cadre législatif des établissements publics	A.129 : Réviser le cadre législatif relatif à l'organisation et au fonctionnement des entreprises et établissements publics.
			A.130 : Réviser les textes de tous les établissements publics pour les mettre en conformité avec le nouveau cadre juridique.
		SP36 : Encadrement et suivi des EPA	A.131 : Organiser et formaliser la procédure de préparation et l'adoption des budgets des EPA et organismes autonomes par leur tutelle.



Axe stratégique	Programmes	Sous-Programmes	Actions
Axe 4 : SURVEILLANCE ET ENCADREMENT DES ETABLISSEMENTS PUBLICS, AUDITS ET VERIFICATION INTERNES, CONTRÔLES EXTERNES	la supervision des établissements publics nationaux, sociétés d'État, sociétés d'économie mixte et autres entités autonomes de l'État en vue de l'assainissement du portefeuille des participations de l'État		A.132 : Organiser et formaliser la procédure de suivi de l'exécution des budgets des EPA et des risques financiers qui leur sont imputables.
			A.133 : Renforcement de la transparence et de l'efficacité dans la gestion des sociétés d'Etat et Etablissements publics à caractère administratif (EPA)
		SP37 : Encadrement et suivi des entreprises publiques	A.134 : Organiser et formaliser la procédure de suivi des activités des entreprises publiques et de la surveillance des risques financiers qui leur sont imputables.
			A.135 : Mise en place d'une base de données des indicateurs au niveau des entreprises publiques
			A.136 : Mise en place d'un dispositif de bonne gouvernance des entreprises publiques
			A.137 : Elaboration des contrats d'objectifs entre l'Etat et les entreprises à caractère économique
		SP38 : Encadrement et suivi des budgets des collectivités territoriales par le ministère en charge de la décentralisation et de la tutelle des collectivités territoriales	A.138 : Adopter un seul logiciel provisoire de production des comptes administratifs des Collectivités Locales, porté par le ministère en charge de la décentralisation.
			A.139 : Internaliser la Directive n°01/2011/CM/UEMOA du 24 juin 2011 portant Régime Financier des Collectivités Locales.
			A.140 : Adapter les nouveaux RGCP, plan comptable et nomenclature budgétaire aux collectivités territoriales.
			A.141 : Organiser la préparation et l'adoption des budgets des collectivités territoriales conformément aux nouvelles dispositions du Régime Financier.
	P.17 : Audits et vérifications internes	SP39 : Formalisation du cadre institutionnel du contrôle à posteriori	A.142 : Adopter un schéma d'organisation global des institutions faîtières d'audit et de vérification.
		SP40 : Renforcement du système de contrôle à posteriori	A.143 : Renforcer les capacités de l'IGF.
			A.144 : Mise en conformité de l'IGF aux normes internationales d'audit
			A.145 : Révision du cadre institutionnel et structurel de l'IGF
			A.146 : Informatisation de la gestion des missions de contrôle
		SP 41 : Surveillance du secteur de la	A.147 : Création du corps des inspecteurs des Systèmes Financiers Décentralisés (ANSSFD)

Axe stratégique	Programmes	Sous-Programmes	Actions
		finance décentralisée et lutte contre le blanchiment des capitaux	A.148 : Dématérialisation du contrôle des Systèmes Financiers Décentralisés
	P.18 : Réorganisation et professionnalisation des corps de contrôle de l'État	SP42 : Cadre organique de l'ISC	A.149 : Créer la Cour des comptes et clarifier le rôle du Parquet.
		SP43 : L'appui de l'ISC au Parlement	A.150 : Renforcer les compétences de la Chambre des comptes pour l'examen des projets de loi de règlement et pour la production du rapport annuel sur l'exécution du budget et la réalisation d'audit et de vérification.
		SP44 : Jugement des comptes des comptables publics	A.151 : Assurer le jugement de tous les comptes afin de décharger les comptables de leur gestion clôturée au plus tard le 31 mars.
	P.19 : Renforcement du contrôle budgétaire par le parlement	SP45 : Examen des projets de Loi de finances	A.152 : Revoir le règlement intérieur de l'Assemblée nationale pour l'adapter aux dispositions de la nouvelle LOLF.
			A.153 : Organiser l'assistance aux parlementaires pour l'examen et l'analyse des documents budgétaires.
		SP46 : Audits et contrôles parlementaires	A.154 : Renforcement des capacités du Parlement pour l'organisation d'audits.
		SP47 : Initiative BOOST de la Banque Mondiale	A.155 : Autorisation d'actualisation et de mise en ligne des données (Projet Banque Mondiale)
			A.156 : Appropriation de l'outil BOOST (Projet Banque Mondiale)
	P.20 : Valorisation des ressources humaines	SP48 : Gestion des ressources humaines	A.157 : Elaborer et mettre en œuvre les outils de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC).

Axe stratégique	Programmes	Sous-Programmes	Actions
AXE 5 : RENFORCEMENT DES FONCTIONS GÉNÉRALES D'APPUI À L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE LA GFP	P.21 : Amélioration de la Gestion immobilière et foncière	SP49 : Amélioration de la Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	A.158 : Recenser et immatriculer le patrimoine immobilier de l'Etat
		SP50 : Amélioration de la gestion foncière	A.159 : Mise en place d'un système informatisé de gestion foncière
			A.160 : Facilitation d'accès au foncier sécurisé et au crédit hypothécaire
			A.161 : Opérationnaliser l'ANDF et de ses démembrements
	P.22 : Développement des Systèmes informatiques	SP51 : Adaptation des systèmes informatiques	A.162 : Elaborer un schéma directeur informatique du Ministère de l'Economie et des Finances
			A.163 : Adapter les systèmes informatiques existants au nouveau cadre de gestion des finances publiques (LOLF, nomenclatures, plan comptable, transparence).
			A.164 : Intégrer les systèmes informatiques. (PAGE)
			A.165 : Développer les nouvelles applications prioritaires. (PAGE)
			A.166 : Sécuriser le système d'informations. (PAGE et PRSCG)
			A.167 : Dématérialiser les transactions financières du trésor public.
			A.168 : Créer un réseau informatique national de l'administration (PRSCG)
			A.169 : Déployer les services afin de valoriser le réseau informatique (PRSCG)
	P.23 : Diffusion de l'information	SP52 : Accès du public aux informations	A.170 : Renforcer l'accès du public aux informations fiables et actualisées sur les finances publiques.
			A.171 : Améliorer l'accessibilité aux données budgétaires et à la documentation budgétaire à tous les citoyens.
			A.172 : Améliorer la transparence budgétaire et l'appuyer à la société civile pour le contrôle de l'action publique

Axe stratégique	Programmes	Sous-Programmes	Actions
	P.24 : Appui des organisations de la société civile à l'amélioration de l'efficacité de la GFP	SP53 : Capacités des organisations de la société civile à appuyer les politiques publiques	A.173 : Appuyer et renforcer les capacités d'organisations de la société civile spécialisée dans les fonctions d'analyse et de vulgarisation des informations sur le budget et les finances publiques, de veiller sur les politiques budgétaires et sur les bonnes pratiques, de surveillance des risques et de lutte contre la corruption.
	P.25 : Appui à la mise en œuvre du Plan Global de la Réforme de Gestion des Finances Publiques	SP54 : Mise en place d'une base de données et un système d'informations et de suivi de la mise en œuvre du PGRGFP	A.174 : Collecter des données et suivre les indicateurs de mise en œuvre du PGRGFP. (CBGD-UE)
		SP55 : Assistance technique à la mise en œuvre du PGRGFP	A.175 : Appuyer le fonctionnement de l'Unité de Gestion de la Réforme.

### 3.3 - Tableau des actions prioritaires et justification de leur caractère prioritaire

#### AXE 1 : PREPARATION DU BUDGET

Actions 2016-2020	Justification du caractère prioritaire
<b><u>Programme 1 : Amélioration de la prévisibilité des agrégats macro-économiques et budgétaires</u></b>	
<b><u>Actions 1 :</u></b> Revoir la composition, les attributions, l'organisation et le fonctionnement du Comité-PIB-TOFE.	<p>Le Comité PIB-TOFE veille :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à l'articulation et à la cohérence des projections des grands comptes nationaux, des opérations financières de l'Etat, de la Balance des paiements et de la situation monétaire intégrée;</li> <li>- à la cohérence d'ensemble des stratégies sectorielles et des politiques économiques avec le programme d'investissements publics;</li> </ul> <p>Le Comité contribue également à l'élaboration, chaque année, de l'avant-projet de document-cadre de politique économique qui sert de base de discussion avec les partenaires au développement du Benin. Dans le contexte du nouveau cadre harmonisé UEMOA de la GFP il facilitera le respect des principes d'annualité et de sincérité budgétaire et permettra d'assurer la fiabilité ou la crédibilité du budget. C'est ce qui justifie le caractère prioritaire de l'action. Le comité est créé par décret.</p>
<b><u>Actions 2 :</u></b> Poursuivre le renforcement des capacités de prévisions macroéconomiques à travers : - la stabilisation des équipes de modélisateurs et la programmation du renforcement continu de leurs compétences ; - l'amélioration continue des modèles économétriques de projections et des modèles d'évaluations d'impact de mesures de politique économique (fiscalité y compris exonérations, salaires, investissements..).	<p>La Direction de la Prévision et de la Conjoncture gère les différents modèles économétriques et d'évaluation d'impact de politiques économiques (Fiscale, salariale et d'investissement). Elle assure également en collaboration avec la Direction Générale du Budget, l'élaboration du Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle, point de départ de l'Elaboration du Budget Général de l'Etat. A ce titre, il urge :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de stabiliser les équipes de modélisateurs au regard de leur très grande mobilité, en leur conférant un statut particulier;</li> <li>- former les cadres à l'utilisation et à l'actualisation desdits modèles compte tenu de leur caractère dynamique.</li> </ul> <p>Par ailleurs, il faut noter que la redynamisation du Comité PIB-TOFE ainsi que le renforcement des capacités de prévisions macroéconomiques sont des actions impératives et sont préalables aux actions prévues dans les projets prioritaires du Gouvernement en ce qui concerne notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La surveillance du cadre macroéconomique et la veille stratégique sur les mesures de politiques économiques au niveau sous régional ;</li> <li>- Amélioration des capacités d'anticipation et de surveillance de la conjoncture économique et financière</li> </ul>
<b><u>Action 3 :</u></b> Elaborer un plan d'action pluriannuel pour la dynamisation de la DPC	<p>Toutes ses actions faciliteront la maîtrise du cadrage macroéconomique qui est un élément moteur dans l'amélioration de la prévisibilité des agrégats macroéconomiques et budgétaires.</p>

Actions 2016-2020	Justification du caractère prioritaire
<p><b>Action 10 :</b> Formaliser la procédure d'élaboration du plan annuel mensualisé de trésorerie.</p>	<p>Le mode de gestion actuel de la trésorerie de l'Etat s'avère être à l'origine des retards dans le paiement des titres et mérite qu'on y apporte des solutions efficaces au regard des difficultés rencontrées. La formalisation du plan annuel de trésorerie mensualisé permettra une meilleure programmation des activités et améliorera le rythme des décaissements à la DGTCP. Le plan mensualisé de trésorerie donne de la visibilité sur la faisabilité et la conduite de l'exécution du budget. Cette visibilité est une exigence immédiate. La LOLF l'impose comme document devant accompagner le projet de budget. Il confirme en effet la « faisabilité » du budget (budget réaliste, respectueux des équilibres financiers et de trésorerie).</p> <p>Cette action accompagne le <b>sous-programme 1.3.2</b> : Mise en œuvre de la gestion budgétaire axée sur les programmes découlant de la nouvelle loi organique sur les finances publiques.</p>
<p><b>Programme 2 : Renforcement des capacités des administrations centrales à élaborer des budgets en ligne avec les objectifs et priorités sectorielles et dans le respect des équilibres du CBMT</b></p>	
<p><b>Action 13 :</b> Définir un cadre réglementaire fixant les conditions d'encadrement par leur ministère de tutelle, de la préparation des budgets des établissements publics à caractère administratif.</p>	<p>L'encadrement et le suivi des recettes et dépenses des EPA constituent une des principales insuffisances du système de GFP dont la résorption relève de l'urgence. La révision des dispositifs réglementaires pour l'encadrement des EPA par les administrations de tutelle et par le ministère des Finances, leur régime comptable et les modalités de leur contrôle, est prioritaire.</p> <p>La définition et l'adoption de ce cadre réglementaire est un des éléments qui participent non seulement à l'amélioration et à la modernisation des instruments de gestion des finances publiques, mais également à la réorganisation de la supervision des EPA. Ce qui est essentiel au fondement de la loi organique relative aux lois des finances.</p>
<p><b>Action 17 :</b> Adopter un cadre réglementaire unifié pour les opérations de Partenariat Public-Privé (PPP) et utiliser les instruments financiers novateurs pour faciliter la mobilisation par le secteur privé de financements importants sur de longues durées pour accompagner les projets d'investissement</p>	<p>Le vote de la loi sur les PPP et l'importance des besoins de financements, notamment pour les infrastructures, vont accélérer les recours au PPP. Il est donc urgent d'établir les règles pour ces recours afin, d'une part, de les conformer aux dispositions prévues pour ce qui les concerne par la nouvelle LOLF, d'autre part d'éviter au plus tôt les risques généralement encourus pour ce type de financement.</p>
<p><b>Programme 3 : Amélioration du processus de préparation du budget et passage à la budgétisation par programmes</b></p>	
<p><b>Action 18 :</b> Revoir et préciser les différentes étapes du calendrier de préparation du budget</p>	<p>Les plans de passation de marchés sont élaborés chaque année, mais leur efficacité n'est pas encore pleinement assurée. Celle-ci pourra l'être davantage si, dès à présent, les ministères préparent des projets de leur PPM en même temps que leur proposition de budget.</p>
<p><b>Action 19 :</b> Instaurer les procédures visant à faire accompagner les propositions budgétaires des ministères et institutions par des plans de passation de marchés provisoires et par des plans d'engagements provisoires.</p>	<p>Cette action contribuera aussi à inciter les ministères à vérifier la faisabilité ou le réalisme de leur proposition de budget. Elle permettra également à favoriser la réalisation la « Modernisation et professionnalisation du système de passation des marchés publics et la « Mise en œuvre de la gestion budgétaire axée sur les programmes découlant de la nouvelle loi organique sur les finances publiques »</p>
<p><b>Action 20 :</b> Développer le module SIGFIP, spécifique à la préparation du budget.</p>	<p>Le développement d'un module SIGFIP spécifique à la préparation du budget permettra d'automatiser ladite activité. Cet outil permettra de appuyer les travaux de vérification, de consolidation et d'analyses des données nécessaires à la préparation du Budget.</p>

## **AXE 2 : DEVELOPPER LE CIVISME FISCAL ET LES CAPACITES DE MOBILISATION DES RESSOURCES BUDGETAIRES**

Actions 2016-2020	Justification du caractère prioritaire
<b><u>Programme 4 : Développement des capacités d'études et de détermination de politiques fiscales équitables et efficaces favorisant l'accroissement des ressources des pouvoirs publics et le développement des activités productives</u></b>	
<b>Action 24 :</b> Activer la Cellule d'Enquête et de Recherche Mixte Impôts-Douane (CERMID)	Cette action est au centre de la capacité à déterminer et proposer des politiques fiscales équitables et efficaces favorisant l'accroissement des ressources.
<b>Action 25 :</b> Développer et centraliser au niveau de la DGI et de la DGDDI des bases de données sur les droits constatés et les droits liquidés.	L'action vise à rendre disponible un support d'analyse des données sur les recettes et à élaborer des méthodes d'estimation et ou de prévisions des recettes.
<b>Action 26 :</b> Renforcer les capacités d'évaluation des politiques fiscales et douanières et mesurer leur impact sur les recettes budgétaires, l'économie, l'environnement et les politiques sociales.	Des services dédiés à l'analyse et à l'évaluation des politiques fiscales et douanières ne sont pas opérationnels ou le sont faiblement. L'urgence de la création ou du renforcement des capacités d'évaluation des politiques fiscale et douanière se justifie par la faiblesse actuelle, ou l'inexistence.
<b>Action 28 :</b> Mise en place de mesures fiscales en faveurs de l'investissement privé	Cette action compte une gamme de mesures fiscales pour accompagner et favoriser l'investissement privé dont le besoin est assez important par rapport aux orientations stratégiques du Gouvernement. Ces mesures concerne notamment la fiscalité des salaires, exonération du BIC les deux premières années pour les nouvelles entreprises, dématérialisation du paiement des impôts, défiscalisation des investissements et des salaires dans certain domaine comme l'agriculture, le sport, l'exonération des sociétés de transport de marchandises du paiement des droits de douane et de la TVA à l'importation de véhicules de transport neufs, la mise en place un régime fiscal favorable à l'investissement des revenus de la diaspora dans des secteurs cibles au Bénin, etc.
<b>Action 30 :</b> Assurer la maîtrise et l'efficacité de la dépense fiscale.	La priorité de cette action découle de ce qu'elle pourrait corriger l'iniquité de l'impôt. elle permettra également : - la maîtrise des prévisions de recettes, - la suppression des régimes dérogatoires non justifiés, des recours abusifs, voire frauduleux, aux exonérations
<b><u>Programme 5 : Développement des capacités de maîtrise du champ d'application et de l'assiette des impôts et renforcement du civisme fiscal</u></b>	
<b>Action 33 :</b> Procéder à l'évaluation et, le cas échéant, à l'amélioration du système d'identifiant des contribuables.	Le système d'immatriculation mis en œuvre depuis la fin des années 2000 n'a jamais fait l'objet d'une évaluation. Celle-ci se révèle d'autant plus nécessaire et urgente aujourd'hui que le système montre des points de faiblesses.
<b>Action 34 :</b> Améliorer la maîtrise de la valeur en douanes	Priorisé et justifier le fait que cette action peut aboutir rapidement à une meilleure évaluation des importations et un meilleur rendement de l'impôt.
<b>Action 46 :</b> Assurer la disponibilité, l'exhaustivité et l'accessibilité de l'information sur les droits et obligations des contribuables.	La priorité de cette action découle de celle de l'instauration de procédures transparentes pour la GFP, ainsi que de celle de l'instauration de conditions favorisant le civisme fiscal.

Actions 2016-2020	Justification du caractère prioritaire
<b>Action 47 :</b> Assurer le fonctionnement et l'équité des systèmes de recours à l'encontre des décisions des administrations fiscales et douanières.	Même raison que l'action précédente (instauration de conditions favorisant le civisme fiscal).
<b>Action 48 :</b> Développer les capacités d'évaluation des risques de fraude et d'évasion fiscales.	Cette action est un préalable à l'amélioration de l'efficacité des contrôles et de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.
<b>Programme 6 : Amélioration du recouvrement et la comptabilisation des recettes budgétaires</b>	
<b>Action 52 :</b> Fusion DGI et DGDDI	
<b>Action 65 :</b> Assurer la conformité des recouvrements des recettes non fiscales avec le cadre législatif et réglementaire	Il est urgent de conformer au RGCP la perception des droits et redevances administratifs (les perceptions doivent être explicitement prévues par une loi de finances et être reversées <u>intégralement</u> au Trésor.
<b>Programme 7 : Amélioration des capacités de mobilisation de ressources autres que les recettes budgétaires</b>	
<b>Action 71 :</b> Poursuivre le renforcement des capacités de suivi de la mobilisation de l'aide extérieure.	La CAA a engagé la mise en place d'un système informatique pour la gestion de l'aide extérieur. L'achèvement de cette action est prioritaire en raison de son impact pour le suivi de l'exécution des accords de prêt, le décaissement des financements extérieurs et sur l'analyse de la viabilité de la dette.
<b>Programme 8 : Amélioration de la gestion des finances des collectivités locales</b>	
<b>Action 78 :</b> Réaliser l'adressage des contribuables des collectivités locales	Amélioration dans la mobilisation des ressources internes
<b>Action 79 :</b> Moderniser les moyens de paiement pour la collecte des taxes et impôts locaux	
<b>Action 82 :</b> Internaliser la directive n°01/2011/CM/UEMOA du 24 juin 2011 portant Régime Financier des Collectivités Locales	

### **AXE 3 : RENFORCER LES CAPACITÉS DE MAITRISE DE L'EXECUTION DES BUDGETS**



Actions 2016-2020	Justification du caractère prioritaire
<b><u>Programme 9 : Amélioration de la prévisibilité à court terme des opérations financières de l'Etat</u></b>	
<b>Action 83 :</b> Développer les capacités de production du tableau mensuel des opérations financières de l'Etat (TOFE) dans des délais compatibles avec les besoins de maîtrise des équilibres budgétaires.	Le TOFE constitue un tableau de bord indispensable à la maîtrise de l'exécution du budget, car il donne une vision complète et globale des opérations financières exécutées (ou à venir s'il s'agit du TOFE prévisionnel). Sa production régulière et l'amélioration progressive de sa qualité relèvent de la plus grande urgence.
<b>Action 84 :</b> Développer les capacités de production d'un TOFE prévisionnel actualisé pour l'année en cours.	Tel que justifié précédemment, le TOFE et le TOFE prévisionnel sont indispensables pour l'amélioration de la visibilité des opérations financières en cours et à venir. D'où le caractère urgent de l'action.
<b><u>Programme 10 : Renforcement de la gestion de la trésorerie et améliorer la disponibilité de la trésorerie pour l'exécution du budget</u></b>	
<b>Action 86 :</b> Mettre en place le Compte Unique du Trésor (CUT)	Le CUT permettra de surmonter les difficultés rencontrées par le Trésor pour utiliser, dans les limites réglementaires, toutes les ressources de trésorerie disponibles. Sa mise en place est donc prioritaire compte tenu des tensions de trésorerie prévisibles ou du coût des recours aux emprunts à court terme.
<b><u>Programme 11 : Renforcement du contrôle de l'exécution des dépenses et l'adapter à la budgétisation par programme</u></b>	
<b>Action 91 :</b> Assurer l'effectivité du contrôle à priori de l'engagement de dépenses pour toutes les administrations centrales (y compris les EPA).	Le contrôle de l'engagement de dépenses est un préalable à la maîtrise de l'exécution des budgets et à la préservation des équilibres financiers. Il permet d'assurer la conformité des dépenses aux règles en vigueur, de les limiter aux autorisations accordées par la loi de finances et par les mécanismes de régulation budgétaire. Il est urgent de le généraliser à toutes les dépenses de toutes les administrations publiques ; dans les mêmes conditions que pour le budget de l'Etat pour ce qui concerne les EPA, dans des conditions particulières et spécifiques pour les budgets des collectivités territoriales.
<b>Action 98 :</b> Mise en production de la plateforme STAR-UEMOA pour les transferts de fonds à l'international	Actions importantes entrant dans le cadre de la dématérialisation du trésor public
<b>Action 100 :</b> Simplifier les procédures en phase comptable de l'exécution des dépenses publiques	
<b><u>Programme 12 : Modernisation et professionnalisation du système de passation des marchés publics (y compris adaptation du code de marché public au nouveau cadre PPP)</u></b>	
<b>Action 103 :</b> Renforcer le cadre légal et réglementaire du système de passation des marchés publics.	Cette action est un préalable à la correction des insuffisances du système de passation des marchés publics et la poursuite de son amélioration.

Actions 2016-2020	Justification du caractère prioritaire
<b>Action 105 :</b> Développer les bases de données de la DNCMP et de l'ARMP	Ces bases de données sont nécessaires pour répondre à l'obligation de réaliser chaque année l'audit du système de passation des marchés publics.
<b>Programme 14 : Amélioration de la tenue des comptabilités et garantir l'intégrité des données financières</b>	
<b>Action 114 :</b> Organiser la tenue de la comptabilité administrative des recettes.	Cette action est un préalable à l'amélioration de la transparence et la maîtrise des recouvrements de recettes fiscales, douanières et non fiscales.
<b>Action 120 :</b> Définir un programme d'urgence (priorité absolue) pour rendre opérationnelles et sécuriser toutes les fonctionnalités d'ASTER et unifier le système d'informations comptables.	L'opérationnalisation et la sécurisation de toutes les fonctionnalités d'Aster relèvent de la plus grande priorité.
<b>Action 122 :</b> Assurer la régularité de la production des comptes et de l'édition mensuelle de la balance comptable consolidée du Trésor	Cette action relève aussi de la plus grande priorité pour la raison ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le retard dans l'élaboration des comptes consolidés du trésor est d'environ deux années et toutes les analyses basées sur les agrégats connaissent le même décalage ;</li> </ul>
<b>Programme 15 : Renforcement de la maîtrise des dépenses salariales</b>	
<b>Action 127 :</b> Développer les liaisons entre le système de gestion du fichier Solde (ministère des Finances) et celui de gestion du fichier du personnels (fonction publique)	Cette action participe au renforcement de la maîtrise des dépenses salariales ; maîtrise qui encore une des grandes priorités de la politique budgétaire.

#### **AXE 4 : SURVEILLANCE ET ENCADREMENT DES ETABLISSEMENTS PUBLICS, AUDITS ET VERIFICATION INTERNES, CONTROLES EXTERNES**

Actions 2016-2020	Justification du caractère prioritaire
<b>Programme 16 : Réorganisation de la supervision des établissements publics nationaux, sociétés d'État, sociétés d'économie mixte et autres entités autonomes de l'État en vue de l'assainissement du portefeuille des participations de l'État</b>	
<b>Action 129 :</b> Réviser le cadre législatif relatif à l'organisation et au fonctionnement des entreprises et établissements publics.	Action urgente en raison de l'importance des insuffisances dans l'organisation et l'encadrement du suivi de ces établissements et du risque encouru pour les finances publiques
<b>Action 131 :</b> Organiser et formaliser le suivi de l'exécution des budgets des EPA et des risques financiers qui leur sont imputables	La réorganisation de l'exécution des budgets des EPA est une priorité pour les raisons ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>- elle permettra une meilleure gestion des subventions allouées auxdites structures à travers l'instauration d'un mécanisme de contrôle à priori ;</li> </ul>

Actions 2016-2020	Justification du caractère prioritaire
	- elle dégagera des ressources pour le financement du BGE.
<b>Programme 17 : Audits et vérification internes</b>	
<b>Action 138 :</b> Adopter un schéma d'organisation global des institutions faïtières d'audit et de vérification	Les rôles des institutions d'audit et de vérification, et les relations qui doivent être instaurées entre elles, restent encore à clarifier malgré les diverses réorganisations et restructurations opérées ces dernières années. Il est donc urgent d'entreprendre cette action pour la définition d'un schéma d'organisation global pour apporter les clarifications nécessaires, tout en tenant compte des changements qu'apporterait la création de la Cour des Comptes.
<b>Action 143 :</b> Renforcer les capacités de l'IGF	Les capacités actuelles de l'IGF sont très insuffisantes, d'autant plus que l'IGE n'est plus fonctionnelle.
<b>Programme 18 : Réorganisation et professionnalisation des corps de contrôle de l'État</b>	
<b>Action 149 :</b> Créer de la Cour des comptes, clarifier le rôle du Parquet	Cette action a pris beaucoup de retard par rapport aux échéances prévues dans le cadre de l'UEMOA.
<b>Action 150 :</b> Renforcer les compétences de la Chambre des comptes pour l'examen des projets de loi de règlement et pour la production du rapport annuel sur l'exécution du budget et la réalisation d'audit et de vérification.	La priorité de cette action se justifie par la nécessité de rattraper les retards dans l'examen des projets de loi de règlement et la nécessité d'éviter d'accumuler de nouveaux retards.
<b>Action 151 :</b> Assurer le jugement de tous les comptes et libérer les comptables de leur gestion	La priorité est justifiée aussi par la nécessité de rattraper les retards existants et d'éviter d'accumuler de nouveaux retards. Le jugement des comptes des comptables est aussi un préalable à l'amélioration de la tenue des comptes et au respect des obligations en la matière.
<b>Programme 19 : Renforcement du contrôle du Budgétaire par le Parlement</b>	
<b>Action 152 :</b> Revoir le règlement intérieur de l'Assemblée nationale pour l'adapter aux dispositions de la LOLF	Cette action est urgente, car elle conditionne le respect des nouvelles dispositions légales pour l'examen et le vote des projets de loi de finances.
<b>Action 153 :</b> Organiser l'assistance aux parlementaires pour l'examen et l'analyse des documents budgétaires	Cette action, déjà nécessaire dans le passé, est encore plus nécessaire et urgente du fait des changements intervenus dans les formes et procédures d'examen des projets de loi de finances.

## **AXE 5 : RENFORCEMENT DES FONCTIONS GENERALES D'APPUI A L'AMELIORATION DE LA QUALITE DE LA GFP**

Actions 2016-2020	Justification du caractère prioritaire
-------------------	--

Actions 2016-2020	Justification du caractère prioritaire
<b><u>Programme 20 : Valorisation des ressources humaines</u></b>	
<b><u>Action 157 :</u></b> Elaborer et mettre en œuvre les outils de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC).	Action urgente en raison de la nécessité d’accélérer la mise en place des organisations pour la maîtrise de la masse salariale.
<b><u>Programme 22 : Développement des Systèmes informatiques</u></b>	
<b><u>Action 163 :</u></b> Adapter les systèmes informatiques existants au nouveau cadre de gestion des finances publiques (LOLF, nomenclatures, plan comptable, transparence).	L’échéance de l’adaptation des systèmes d’informations de la GFP est fixée à 2017 pour les pays de l’UEMOA.
<b><u>Action 165 :</u></b> Développer les nouvelles applications prioritaires.	Priorité justifiée par la nécessité d’adapter les systèmes au nouveau cadre harmonisé UEMOA et par l’urgence de l’amélioration des systèmes comptables.
<b><u>Action 166 :</u></b> Sécuriser le système d’informations	Priorité justifiée par les insuffisances actuelles.
<b><u>Programme 23 : Diffusion de l’information</u></b>	
<b><u>Action 170 :</u></b> Renforcer l’accès du public aux informations fiables et actualisées sur les finances publiques.	Cette action est prioritaire au regard de l’importance accordée au principe d’équité vis à vis de l’information publique.
<b><u>Action 171 :</u></b> Améliorer l’accessibilité aux données budgétaires et à la documentation budgétaire.	Le caractère prioritaire de cette action se justifie par le retard accusé par le Bénin dans la mise en application du Code de transparence de l’UEMOA.
<b><u>Action 172 :</u></b> Améliorer la transparence budgétaire et appui à la société civile pour le contrôle de l’action publique.	
<b><u>Programme 24 : Appui des organisations de la société civile à l’amélioration de l’efficacité de la GFP</u></b>	
<b><u>Action 173 :</u></b> Appuyer et renforcer les capacités d’organisations de la société civile spécialisées dans les fonctions d’analyse et de vulgarisation des informations sur le budget et les finances publiques, de veille sur les politiques budgétaires et sur les bonnes pratiques, de surveillance des risques et de lutte contre la corruption.	Cette action est prioritaire pour commencer à mettre en pratique, dès le début du PGRGFP, les dispositions et règles de transparence qu’impose le nouveau cadre UEMOA pour la GFP.

Actions 2016-2020	Justification du caractère prioritaire
<b><u>Programme 25 : Appui à la mise en œuvre du Plan Global de la Réforme de Gestion des Finances Publiques (PGRGFP)</u></b>	
<b><u>Action 174 :</u></b> Collecte de données et suivi des indicateurs de mise en œuvre du PGRGFP	Mise en place d'une base de données et un système d'informations et de suivi de la mise en œuvre du plan global en ligne.

### 3.4 - Tableau de cohérence avec les actions prioritaires du PAG 2016-2021

Les actions prioritaires du plan contenues dans ce tableau sont étroitement liées aux actions et mesures prioritaires contenues dans le Pilier 2, Axe 3 du Programme d'Action du Gouvernement (PAG) 2016-2021. : Assainir le cadre macroéconomique et maintenir la stabilité, des éléments moteurs pour **Engager la transformation structurelle de l'économie**.

Actions prioritaires du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2016-2021 dans le cadre du renforcement du système de gestion des finances publiques	Référence des Actions prioritaire du PGRGFP 2017-2020
Maîtrise du cadre macroéconomique qui est un élément moteur dans l'amélioration de la prévisibilité des agrégats macroéconomiques et budgétaires	Action 1, Action 2, Action 3 ( <b>AXE 1</b> ) Action 71 ( <b>AXE 2</b> ) Action 83, Action 84, Action 122, Action 157 ( <b>AXE 3</b> )
Adoption d'un cadre réglementaire unifié pour les opérations de Partenariat Public-Privé et utilisation d'instruments financiers novateurs pour faciliter la mobilisation par le secteur privé de financements importants sur de longues durées pour accompagner les projets d'investissement	Action 17, Action 18 ( <b>AXE 1</b> ) Action 28 ( <b>AXE 2</b> )
Modernisation et professionnalisation du système de passation des marchés publics (y compris adaptation du code de marché public au nouveau cadre PPP)	Action 20 ( <b>AXE 1</b> ) Action 73 ( <b>AXE 2</b> ) Action 103, Action 105, Action 121 ( <b>AXE 3</b> ) Action 172 ( <b>AXE 5</b> )
Mise en œuvre de la gestion budgétaire axée sur les programmes découlant de la nouvelle loi organique sur les finances publiques : le délai pour la mise en œuvre complète est 2019	Action 10, Action 20, Action 21, Action 22, Action 23 ( <b>AXE 1</b> ) Action 91, Action 97, Action 100 ( <b>AXE 3</b> ) Action 152, Action 153 ( <b>AXE 4</b> ) Action 171, Action 173 ( <b>AXE 5</b> )
Réorganisation et professionnalisation des corps de contrôle de l'État	Action 142, Action 143, Action 149, Action 150, Action 151 ( <b>AXE 4</b> )
Activation de la Cellule d'Enquête et de Recherche Mixte Impôts-Douanes (CERMID)	Action 24 ( <b>AXE 1</b> ) Action 25, Action 52 ( <b>AXE 2</b> )
Centralisation des bases de données fiscales et douanières et fusion à terme des deux régies	Action 25, Action 52 ( <b>AXE 2</b> )

<b>Actions prioritaires du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2016-2021 dans le cadre du renforcement du système de gestion des finances publiques</b>	<b>Référence des Actions prioritaire du PGRGFP 2017-2020</b>
Réorganisation de la supervision des établissements publics nationaux, sociétés d'État, sociétés d'économie mixte et autres entités autonomes de l'État en vue de l'assainissement du portefeuille des participations de l'État	Action 13 ( <b>AXE 1</b> ) Action 91, Action 98, Action 100 ( <b>AXE 3</b> ) Action 129, Action 130, Action 131, Action 132 ( <b>AXE 4</b> )
Amélioration de la transparence budgétaire et appui à la société civile pour le contrôle de l'action publique	Action 18, Action 19, Action 20 ( <b>AXE 1</b> ) Action 171, Action 172, Action 170, Action 173, Action 174 ( <b>AXE 5</b> )
Mise en place d'un système de « compte unique du Trésor » pour optimiser la gestion de la trésorerie de l'État	Action 86, Action 114, Action 120, Action 122, Action 127 ( <b>AXE 3</b> )
Amélioration des Performances des régies Financières de l'État (sécurisation, diversification de la mobilisation de ressources, système d'échange de données sur les contribuables entre les services de la douane et les services des impôts, création d'interface entre le système comptable du Trésor et ceux des autres régies financières, amélioration des délais et processus de paiement au Trésor)	Action 26, Action 27, Action 28, Action 30, Action 31, Action 33, Action 34, Action 35, Action 36, Action 46, Action 47, Action 48, Action 65, Action 71, Action 79 ( <b>AXE 2</b> ) Action 163, Action 165, Action 166, Action 170 ( <b>AXE 5</b> )
Mise en place de mesures fiscales en faveur de l'investissement privé	Action 29, Action 31, Action 36, Action 46, Action 47, Action 78, Action 79 ( <b>AXE 2</b> )
Refonte du système intégré de la gestion des finances publiques	Action 119 ( <b>AXE 3</b> ) Action 164, Action 165, Action 166 ( <b>AXE 5</b> )
Renforcement de la surveillance des secteurs de la finance décentralisée et du blanchiment des capitaux	Action 147, Action 148 ( <b>AXE 4</b> )

## 4 - Le cadre institutionnel de mise en œuvre du PGRGFP

---

### 4.1 Les leçons tirées de l'expérience récente

L'irrégularité dans la tenue, voire l'absence de réunions périodiques des organes de pilotage peuvent être imputée au succès mitigé du PAAGFP. Mais en réalité, l'organisation et le fonctionnement internes des SMO et de l'UGR constituent les principales sources de la faiblesse des résultats, notamment :

- Pour la programmation :
  - Faiblesse, voire absence de l'organisation interne à chaque SMO (structure de mise en œuvre) pour la réflexion sur les réformes et actions à mettre en œuvre ;
  - Choix d'activités peu pertinentes au regard des objectifs et multiplication des activités relativement faciles à mettre en œuvre au détriment d'activités plus complexes, mais plus porteuses de résultats ;
  - Trop grande fréquence d'activités de formation in situ ou à l'étranger sans impact significatif sur le renforcement des compétences ;
  - Manque d'évaluation des coûts et insuffisante budgétisation des activités ;
- Pour la mise en œuvre :
  - Manque d'appropriation des programmes par les SMO qui conduit à l'insuffisante priorité accordée aux réformes ou à leur insuffisante prise en charge ;
  - Inadéquation du dispositif des points focaux ou des structures de suivi des réformes dans les SMO qui, en pratique, se révèlent contre-productifs, car ils conduisent à une déresponsabilisation des chefs de SMO pour la programmation et le suivi des réformes ;
  - Non-respect des cadres de programmation (non mise en œuvre d'activités inscrites au plan annuel et mise en œuvre d'activités non programmées) ;
  - Insuffisantes harmonisation et coordination des interventions des PTFs (partenaires techniques et financiers) et multiplication des relations de travail SMO-PTFs effectuées hors cadre institutionnel prévu ;
  - Dispositif de validation des études inappropriées car basé principalement sur l'organisation d'atelier de validation dont l'efficacité est sujette à caution, car, en pratique, elle n'implique pas la responsabilité des chefs de service ;



- Pour le suivi :
  - Non-respect des règles prévues pour le suivi périodique et le reporting, ce qui a conduit le Cabinet du Ministre des Finances à disposer d'un Conseiller Technique chargé du Suivi des Réformes en vue de répondre aux exigences de Doing Business, du PEFA et des autres partenaires par le biais d'un TBSR (Tableau de Bord de Suivi des Réformes) avec deux (02) revues semestrielles qui n'induisent pas d'effets concrets sur l'accélération de la mise en œuvre opérationnelle des réformes (pas de sanctions, pas d'ajustements notables, etc.)
  - La non pertinence des différents Comités et réunions qui ne font que constater les retards à posteriori alors que la mise en œuvre des réformes nécessite un suivi et des ajustements permanents. De plus, les comités n'ont aucune responsabilité administrative.
  - Absence d'évaluation des résultats et impacts des réalisations sur l'organisation et l'efficacité des SMO.

## 4.2 Le cadre institutionnel du PGRGFP

Au regard de l'expérience mitigée du PAAGFP 2010-2015, le cadre institutionnel du PGRGFP 2017-2020 repose principalement sur l'UGR, les SMO et le MEF avec les conseils et orientations du CTP.

Aussi, la mise en œuvre du PGRGFP 2017-2020 devra-t-elle obéir aux cinq principes ci-après :

- **Autorité/Représentativité** : le MEF est l'Autorité du PGRGFP. A ce titre, il lui revient d'approuver le projet de PGRGFP, d'autoriser et de veiller à sa mise en œuvre. Ainsi, le MEF interpellera directement UGR et les SMO à la suite des rapports périodiques de suivi qui lui seront soumis.
- **Responsabilité** : l'UGR est globalement responsable de la mise en œuvre opérationnelle du PGRGP. De même, les Directeurs chefs des SMO seront aussi responsables de l'exécution du PGRGFP au niveau de leurs structures respectives.
- **Redevabilité/Gouvernance** : L'UGR et les SMO devront rendre compte de la gestion des programmes dont ils ont la charge. A cet effet, l'UGR et les SMO seront astreintes à des contrats d'objectifs et de performances qui feront l'objet d'évaluation trimestrielle sur la base des indicateurs de suivi adossés au Plan d'actions du PGRGFP.
- **Transparence** : conséquemment à la responsabilité et à la redevabilité, la transparence est exigée dans la mise en œuvre du PGRGFP et dans la gestion de ses ressources. Les indicateurs de suivi, les évaluations et différents rapports d'activités et de gestion seront mis en ligne et consultables par tous les partenaires et parties prenantes aux réformes du PGRGFP. Dans ce cadre, l'UGR et les SMO sont soumises à des contrôles internes et externes.
- **Efficacité/Efficience** : les différentes activités menées doivent conduire à l'atteinte des objectifs de chaque programme du PGRGFP avec une utilisation rationnelle, parcimonieuse des ressources affectées au PGRGFP.

Devant se conformer entièrement aux principes ci-dessus énoncés, les acteurs en charge de la mise en œuvre opérationnelle du PGRGFP sont :

1) **UGR** (Unité de Gestion des Réformes du système de gestion des finances publiques) : est l'organe opérationnel permanent en charge de la coordination de la mise en œuvre du PGRGFP. Ses missions, organisation et procédures de travail seront renforcées et recentrées sur :

- l'assistance aux SMO (aide au choix des actions pour l'opportunité et la conformité avec les objectifs du PGRGFP, aide à la préparation des documents de mise en œuvre...), étant entendu que cette assistance ne doit pas conduire à la substitution de responsabilité (les SMO restant pleinement responsable des actions de réformes qui les concernent) ;
- le contrôle de la conformité des actions menées par les SMO par rapport aux objectifs du PGRGFP ;
- la coordination et la conduite des travaux pour l'élaboration, dans les délais, des programmes annuels et de leurs rapports de suivi infra annuels et annuels conformes aux canevas arrêtés ;
- l'organisation et le secrétariat des réunions du Comité Technique de Partenariats (CTP) définis par le cadre institutionnel de mise en œuvre du PGRGFP ;
- l'évaluation périodique de l'évolution de la performance du système de GFP ;
- la conservation de l'archivage de la documentation relative au PGRGFP.

En outre, les capacités de l'UGR seront renforcées pour lui permettre d'assurer à terme une fonction de contrôle de gestion<sup>9</sup> au sein des administrations financières. Dans ce cadre, UGR aura à produire au moins sept (07) principaux documents (postés en ligne sur son site) assortis de propositions de corrections (des lettres de rappel ou de sommation soumises à la signature du MEF) notamment :

- Le Point Hebdomadaire du PTA présenté et discuté au CODIR (Comité de Direction) du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- La Note Mensuelle du PTA au Ministre de l'Economie et des Finances (MEF) ;
- Le Rapport d'Activités Trimestriel de UGR (structure UGR, PTA, PGRGFP) ;
- La Note de Revue Semestrielle du PGRGFP avec le CTP (présentant un bilan à mi-parcours) ;
- Les Rapports d'Evaluation du PGRGFP ;
- Les Rapports d'Analyse d'Impacts du PGRGFP ;
- Le Bilan du PTA (Plan de Travail Annuel)

2) **SMO** (Structures de Mise en Œuvre) : les Directeurs et Chefs des SMO sont personnellement responsables de la mise en œuvre des différents programmes et activités dont ils ont la charge. Toutefois, ils disposent de Cellules de pilotage des Réformes créées au sein de chaque structure de mise en œuvre (SMO) des réformes de la GFP par arrêté

---

<sup>9</sup>Nous entendons ici par contrôle de gestion la fonction consistant à vérifier le fonctionnement des systèmes de gestion (efficacité des organisations, procédures et supports techniques de gestion). Elle est distincte des fonctions de contrôle de la gestion qui, elles, relèvent des organes de contrôle et de vérification (IGF, IGE, ISC...).

ministériel de 2012<sup>10</sup>. Elles continueront à assurer les missions d’animation, de coordination et de reporting au sein de leur SMO et pour le compte de leurs hiérarchies qui doivent valider les travaux. A cet effet, les Chef SMO sont les points focaux de l’UGR et sont entièrement et personnellement responsables de la mise en œuvre du PGRGFP au sein de leurs structures respectives.

### 3) **CTP** (Comité Technique de Partenariats) pour la PGRGFP

Présidé par le Ministre en charge de l’Economie et des Finances, il regroupe les premiers responsables des Directions Générales, Directions et Organes du MEF, et les représentants des partenaires. Il est tenu informé de tous les projets, programmes et décisions en rapport avec les réformes de la GFP. Ses membres sont destinataires des rapports périodiques annuels et infra annuels de suivi des réformes.

Le CTP se réunit au moins deux fois par an pour l’examen et la concertation sur le bilan du plan de travail annuel (février) et pour les avant-projets de Plan de travail et de budget de l’exercice n+1 (septembre).

Sous la présidence du MEF, le CTP est composé de :

- UGR, organe opérationnel de mise œuvre du PGRGFP et secrétariat du CTP ;
- Les Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) ;
- Les responsables des SMO ;
- Le Directeur Général de l’Institut National de la Statistique (INSAE) ;
- Le Directeur en charge de la Coordination de l’aide ;
- Le représentant de la Chambre ou de la Cour des Comptes ;
- Le représentant du Ministère en charge de la Décentralisation ;
- La CONAFIL (Commission Nationale des Finances Locales) ;
- L’ANCB (Association Nationale Communes du Bénin) ;
- La Société Civile ;
- Le secteur privé (Groupe de travail fiscalité du secteur privé).

---

<sup>10</sup> Arrêté n°0224/MEFPD/DC/UGR/CTJ/CTAF/CTF du 12 septembre 2014 portant création attributions et fonctionnement des cellules de pilotage des réformes de finances publiques dans les directions générales ou techniques, les directions centrales et autres structures d’exécution des réformes du Ministère de l’Économie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation.

## 5 – Financement du PGRGFP

Le coût global du Plan est estimé à **80 milliards 173 millions de francs CFA (environ 122 millions d’euros)**, dont un peu plus des deux tiers seront consacrés au renforcement et à l’extension des systèmes informatiques et à l’amélioration des recettes fiscales.

La répartition des coûts par axe stratégique est donnée dans le tableau qui suit. La répartition des coûts par programme est présentée en annexe 1 (Budget prévisionnel). La répartition par action sera précisée lors de la préparation des PTA et, le cas échéant, en associant les partenaires techniques qui appuient la mise en œuvre des actions. .

**Coût global du PGRGFP en millions de FCFA**

AXES STRATEGIQUES	COÛTS
<b>Axe 1</b> : Renforcement des capacités de préparation du budget et organisation du passage à la budgétisation par programme.	<b>4 703</b>
<b>Axe 2</b> : Développement du civisme fiscal et des capacités de mobilisation des ressources budgétaires	<b>48 148</b>
<b>Axe 3</b> : Renforcement des capacités de contrôle et de maîtrise de l’exécution des budgets	<b>4 424</b>
<b>Axe 4</b> : Surveillance et encadrement des établissements publics, audits et vérifications internes, contrôles externes	<b>5 153</b>
<b>Axe 5</b> : Renforcement des fonctions générales d’appui à l’amélioration de la qualité de la GFP	<b>17 744</b>
<b>Total général</b>	<b>80 173</b>

L’Etat béninois financera le PGRGFP. Des partenaires techniques et financiers apporteront leur soutien en la forme de dons ou de prêts, d’appuis budgétaires ou d’appuis projets. Ce sera le cas notamment pour [l’Union européenne, la Banque mondiale, la BAD, la Coopération allemande, la Coopération canadienne] qui financent déjà ou ont annoncé qu’ils financeront des actions du PGRGFP.

Le Ministre en charge des finances continuera à rechercher les appuis, tant techniques que financiers, auprès de l’ensemble des partenaires pour assurer le succès du PGRGFP.

Toutes les contributions des partenaires seront inscrites au budget de l’Etat.

## Annexe 1 : Budget prévisionnel

Les montants du budget présenté ci-dessous par axe et programme du PGRGFP constituent des estimations provisoires qui seront complétées et affinées par sous-programmes une fois achevées les négociations avec l'ensemble des partenaires techniques et financiers. Il est prévu qu'environ 54,54% du coût global (soit 43,725 milliards de FCFA) viennent de la partie nationale et 45,46% (36,447 milliards de FCFA) sur l'accompagnement des Partenaires Techniques et Financiers.

Le budget finalisé indique la répartition des coûts par programme et sous programmes, par source de financement (budget national et partenaires techniques) et, le cas échéant, par type de financement (appui budgétaire ou appui projet, prêt ou don).

### Coût du PGRGFP par axe et par programme en millions de FCFA

PROGRAMMES	COUTS (MILLIONS)	BUDGET NATIONAL		FINANCEMENT EXTERIEUR	
		DEJA MOBILISE	RESTE A MOBILISER	DEJA MOBILISE	RESTE A MOBILISER
P1 : Amélioration de la prévisibilité des agrégats macro-économiques et budgétaires	4138		2867	855	417
P2 : Renforcement des capacités des administrations centrales à élaborer des budgets en ligne avec les objectifs et priorités sectoriels et dans le respect des équilibres du CBMT	315		55		260
P3 : Amélioration du processus de préparation du budget et passage à la budgétisation par programme	250		40		210
<b>Sous-Total Axe 1 : renforcement des capacités de préparation du budget et organisation du passage à la budgétisation par programme</b>	<b>4703</b>	<b>0</b>	<b>2961</b>	<b>855</b>	<b>887</b>
P4 : Développement des capacités d'études et de détermination de politiques fiscales équitables et efficaces favorisant l'accroissement des ressources des pouvoirs publics et le développement des activités productives	870		62		808
P5 : Développement des capacités de maîtrise du champ d'application et de l'assiette des impôts et renforcement du civisme fiscal	6971		6090		881
P6 : Amélioration du recouvrement et la comptabilisation des recettes budgétaires	6269	560	159	3620	1930
P7 : Amélioration des capacités de mobilisation de ressources autres que les recettes budgétaires	2091		288		1803
P8 : Amélioration de la Gestion des finances des Collectivités Locales	31948		24268		7680
<b>Sous-Total Axe 2 : Développement du civisme fiscal et des capacités de mobilisation des ressources budgétaires</b>	<b>48148</b>	<b>560</b>	<b>30867</b>	<b>3620</b>	<b>13102</b>
P9 : Amélioration de la prévisibilité à court terme des opérations financières de l'Etat	115		23		92
P10 : Renforcement de la gestion de la trésorerie et amélioration de la disponibilité de la trésorerie pour l'exécution du budget	30		6		24
P11 : Renforcement du contrôle de l'exécution des dépenses et son adaptation à la budgétisation par programme	1200		40		1160

PROGRAMMES	COUTS (MILLIONS)	BUDGET NATIONAL		FINANCEMENT EXTERIEUR	
		DEJA MOBILISE	RESTE A MOBILISER	DEJA MOBILISE	RESTE A MOBILISER
P12 : Modernisation et professionnalisation du système de passation des marchés publics (y compris adaptation du code de marché public au nouveau cadre PPP)	440		56		385
P13 : Mise en place d'un dispositif efficace pour la régulation de l'exécution du budget	70		14		56
P14 : Amélioration de la tenue des comptabilités et garantir l'intégrité des données financières	2410		479		1931
P15 : Renforcement de la maîtrise des dépenses salariales	159		16		143
<b>Sous-Total Axe 3 : Renforcement des capacités de contrôle et de maîtrise de l'exécution des budgets</b>	<b>4424</b>	<b>0</b>	<b>634</b>	<b>0</b>	<b>3791</b>
P16 : Réorganisation de la supervision des établissements publics nationaux, sociétés d'Etat, sociétés d'économie mixte et autres entités autonomes de l'Etat en vue de l'assainissement du portefeuille des participations de l'Etat	720		127		593
P17 : Audits et vérification internes	3975		3086		889
P18 : Réorganisation et professionnalisation des corps de contrôle de l'Etat	90		10		80
P19 : Renforcement du Contrôle Budgétaire par le Parlement	367		36		332
<b>Sous-Total Axe 4 : Surveillance et encadrement des établissements publics, audits et vérifications internes, contrôles externes</b>	<b>5153</b>	<b>0</b>	<b>3259</b>	<b>0</b>	<b>1894</b>
P20 : Valorisation des ressources humaines	260		52		209
P21 : Amélioration de la gestion Immobilière et Foncière	500		0		500
P22 : Développement des Systèmes informatiques	15430	2303	2781	9839	507
P23 : Diffusion de l'information	135		27		108
P24 : Appui des organisations de la société civile à l'amélioration de l'efficacité de la GFP	320		64		256
P25 : Appui à la mise en œuvre du Plan Global de la Réforme de Gestion des Finances Publiques	1099		219		880
<b>Sous-Total Axe 5: Renforcement des fonctions générales d'appui à l'amélioration de la qualité de la GFP</b>	<b>17744</b>	<b>2303</b>	<b>3142</b>	<b>9839</b>	<b>2460</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>80 173</b>	<b>2 963</b>	<b>40 762</b>	<b>14 314</b>	<b>22 133</b>

## **Annexe 2 : Canevas des rapports des PTA, des rapports de suivi infra-annuel et des bilans annuels**

---

### **1 - Canevas du rapport PTA (Plan de Travail Annuel) de l'année n+1 (préparé l'année n)**

#### **Introduction.**

- Rappel des objectifs globaux du PGRGFP
- Plan du rapport

#### **Représentation générale des résultats de la performance annuelle globale.**

- Résumé des faits marquants et des résultats les plus importants au cours du premier semestre de l'année n
- Comparaison des résultats atteints et des cibles prévues
- Principales difficultés rencontrées
- Principales orientations pour améliorer la performance du système des finances publiques jusqu'à la fin de l'année
- Principales orientations pour améliorer la performance du système des finances publiques pour l'année n+1
- Prévisions budgétaires pour l'année n+1

#### **Présentation détaillée de la performance par programme**

- Brève description du programme
- Définition du périmètre du programme et destination des crédits du programme
- Responsabilité dans la gestion du programme
- Déroulement et bilan du programme
- Analyse détaillée et explication des résultats. Les résultats sont comparés aux cibles et les écarts sont expliqués.
- Principales orientations pour améliorer la performance du système des finances publiques jusqu'à la fin de l'année n
- Principales orientations pour améliorer la performance du système des finances publiques pour l'année n+1
- Prévisions budgétaires pour l'année n+1
- Annexe. Tableau résumé des résultats (par programme, objectif et indicateur) qui synthétise les résultats du programme en matière de performance.

### **2 - Canevas du rapport annuel d'exécution du PTA**

#### **Présentation générale (3 pages)**

- Résumé des activités du PGRGFP prévues et réalisées au cours de l'année ;

- Analyse de l'exécution budgétaire du PGRGFP (tableau)
- Analyse synthétique des problèmes rencontrés
- Propositions de recommandations globales

#### **Présentation par axe et programme**

- Résumé des activités du programme au cours de l'année, soulignant les faits marquants et les résultats les plus importants survenus ;
- Principaux dispositifs d'intervention, le cadre législatif et réglementaire ;
- Analyse des activités, ainsi que les moyens utilisés pour les mettre en œuvre ;
- Résumé de l'exécution budgétaire comparant les prévisions et réalisations ;
- Propositions des mesures nouvelles.

*Annexe 1. Bilan financier*

*Annexe 2. Matrice des activités comportant des indicateurs de résultats et des comparaisons aux indicateurs PEFA*

### **3 - Canevas du rapport trimestriel de suivi des activités**

#### **Présentation générale (3 pages maximum)**

- Résumé des activités du PAAGFP prévues et réalisées au cours de l'année ;
- Analyse de l'exécution budgétaire du PAAGFP (tableau)
- Analyse synthétique des problèmes rencontrés
- Propositions des recommandations globales

#### **Présentation par programme (10 pages maximum)**

- Résumé des activités du programme au cours de l'année, soulignant les faits marquants et les résultats les plus importants survenus ;
- Principaux points de blocage ou de ralentissement des activités
- Propositions de mesures pour lever les contraintes ou accélérer les réalisations





## Annexe 3 : Résumé de l'évaluation PEFA 2014

### (i) Évaluation synthétique de la performance de la gestion des finances publiques

Le résumé de l'évaluation de la performance du système de gestion des finances publiques est fait sur la base des six dimensions essentielles d'un système de GFP.

#### *a. Crédibilité du budget :*

En raison de l'indisponibilité et de l'insuffisance des informations, trois des quatre indicateurs destinés à évaluer la crédibilité du budget n'ont pas pu être notés. Il s'agit des indicateurs PI-1, PI-2 et PI-4. Pour la notation des deux premiers, la mission n'a pas obtenu des données suffisantes sur les paiements effectifs des dépenses budgétaires et, pour le dernier, les informations fournies ne permettent pas d'évaluer la variation du stock des arriérés. En 2007 et en 2012, les indicateurs PI-1 et PI-2 avaient été notés sur la base des ordonnancements de dépenses pris en charge par le Trésor, ce qui n'est pas conforme à la méthodologie du cadre PEFA. En conséquence, il n'est pas possible de mesurer la crédibilité du budget et son évolution dans le temps sur la base des paiements effectifs de dépenses.

Toutefois, sur la base des ordonnancements pris en charge par le Trésor, la crédibilité du budget s'est globalement détériorée de 2007 à 2013. L'exécution des dépenses (base ordonnancement pris en charge par le Trésor) a enregistré sur la période couverte par l'évaluation (2011 à 2013) des écarts importants par rapport aux prévisions initiales ainsi que des variations significatives par rapport à leur composition. Sur la période couverte par l'évaluation, la crédibilité budgétaire a été confortée en ce qui concerne les recettes dont les taux de réalisation ont été, sur les trois années, légèrement supérieurs aux prévisions initiales. Mais malgré la réalisation satisfaisante des recettes, des arriérés de paiement ont été accumulés.

#### *b. Exhaustivité et transparence :*

La situation de la transparence et de l'exhaustivité budgétaire est restée quasi-identique à celle de 2007 et celle de 2012. Les classifications budgétaires ne se sont pas améliorées. La classification issue de la nomenclature budgétaire en vigueur est celle approuvée par le décret n°99-458 du 22 septembre 1999 portant approbation de la nouvelle nomenclature du Budget Général de l'État adaptée aux normes de l'UEMOA, toutefois celle-ci n'est pas complètement mise en œuvre. Il reste la classification fonctionnelle qui n'est produite que sur demande et après un retraitement. La documentation budgétaire contient toujours peu d'éléments d'information requis par le cadre PEFA. Toutes les opérations de l'administration centrale ne sont pas couvertes par le budget général de l'État, notamment certaines opérations financées sur ressources extérieures. S'agissant de la transparence des relations budgétaires entre l'administration centrale et les collectivités locales, seulement 34% des transferts alloués aux communes sont répartis suivant un mécanisme transparent et des règles objectives et claires. De plus, la surveillance du risque budgétaire pour l'État de la gestion des entreprises publiques, des établissements publics et des collectivités locales n'est toujours pas convenablement assurée. Enfin, le public a accès à peu d'informations et documents budgétaires, ce qui continue d'affecter négativement la transparence budgétaire.

#### *c. Budgétisation fondée sur les politiques nationales :*

Le processus de préparation budgétaire s'est amélioré entre 2007 et 2014 du fait de la prise d'un décret en 2011 pour fixer un calendrier budgétaire et de l'établissement chaque année d'un planning des tâches. Toutefois, le processus budgétaire continue d'être affecté négativement par

le court délai accordé aux ministères et institutions pour la finalisation de leurs propositions budgétaires ainsi que par les plafonds des CDMT qui n'ont pas pu être approuvés par le Conseil des ministres pour le budget 2014. Des efforts sont faits pour inscrire le budget dans une perspective pluriannuelle, mais les documents de programmation budgétaire élaborés ne permettent pas de relier convenablement les budgets aux documents de stratégie. Les charges récurrentes des investissements programmés ne sont pas estimées systématiquement pour être prises en compte dans la programmation budgétaire afin d'assurer la viabilité budgétaire à moyen terme.

#### *d. Prévisibilité et contrôle de l'exécution du budget :*

La performance globale du système fiscal s'est améliorée entre 2007 et 2014. Le taux de recouvrement des recettes fiscales est compris entre 75% et 90%. Les recettes continuent d'être reversées au Trésor en général toutes les décades et souvent quotidiennement. La législation et les procédures relatives à certaines des principales catégories d'impôts, de taxes et de droits de douane sont plus exhaustives et claires qu'en 2007, et les contribuables ont accès à la majeure partie des informations. Cependant, la performance du système fiscal est affectée notamment par les pouvoirs discrétionnaires de l'administration fiscale qui restent importants, l'inefficacité des mécanismes de recours et des pénalités, l'insuffisance de dialogue entre secteur privé et administration fiscale, et par l'incomplétude de la base de données de l'IFU.

Des progrès ont été réalisés en matière de planification de la trésorerie, mais le plan prévisionnel de trésorerie qui est établi au début de chaque exercice budgétaire n'est pas actualisé en cours d'année et n'est pas utilisé à des fins de gestion budgétaire, ce qui ne favorise pas l'exécution harmonieuse du budget. De plus, les régulations budgétaires manquent de prévisibilité rigoureuse.

Les mécanismes de suivi et de gestion de la trésorerie, des dettes et des garanties ne se sont pas améliorés par rapport à 2007. Les données sur la dette extérieure et intérieure demeurent complètes et fiables. La fréquence de la consolidation des soldes de trésorerie reste globalement mensuelle et certains comptes ne sont toujours pas pris en compte dans la consolidation. (Par exemple sont consolidés sur le compte unique 512-112 du Trésor à la BCEAO une trentaine de fonds, dont l'appui à la réalisation de travaux urbains de voirie et d'assainissement, le projet Éducation pour tous, les fonds véhicules d'occasion, l'allègement de la dette, tandis que les disponibilités de certains ministères -secteur de la justice, ministère de l'Intérieur, etc.- et de certains projets publics n'entrent pas dans le compte unique du Trésor à la BCEAO ou dans les autres institutions financières). En ce qui concerne les mécanismes de contraction des emprunts et d'émission des garanties, ils sont toujours mis en œuvre conformément à la législation et à la réglementation en vigueur. Toutefois, l'absence de plafond aux garanties susceptibles d'être accordées dans le cadre d'un exercice budgétaire ne permet pas de prévoir les conséquences budgétaires de ces engagements conditionnels.

L'existence de deux bases de données distinctes du Ministère de la Fonction publique et de la solde qui ne sont pas encore réconciliées et ne donnent pas lieu à des rapprochements périodiques ne permet pas d'assurer efficacement le contrôle des dépenses salariales. Les mesures de contrôle en place ne sont pas encore suffisamment efficaces. Toutefois, ces insuffisances sont compensées par l'organisation, au moins tous les deux ans de recensement paiement des agents de l'État et, par conséquent, de la vérification du fichier de la paie.

Le cadre juridique de passation des marchés publics a été rénové en 2009 et presque tous ses textes d'application sont en place ainsi que la plupart des différents organes chargés de sa mise en œuvre. Il satisfait globalement aux critères du cadre PEFA sauf en ce qui concerne principalement son champ d'application qui n'intègre pas les marchés de la défense et de la

sécurité nationale. L'accès limité du public aux informations relatives à la passation des marchés publics et le recours fréquent aux procédures de gré à gré affectent la transparence et la promotion de la concurrence. Par ailleurs, le long délai du processus d'exécution et la centralisation au niveau du seul ministre chargé des finances de la signature des contrats de marchés publics entravent l'efficacité de la fourniture des prestations de services.

Le contrôle a priori des dépenses non salariales exécutées suivant la procédure normale est bien assuré. Toutefois, l'efficacité des contrôles internes des dépenses non salariales ne s'est pas améliorée. En outre, le recours aux procédures exceptionnelles est fréquent et les dépenses effectuées suivant ces procédures ne sont pas toujours soumises au contrôle à priori. Aucun dispositif n'est en place pour assurer convenablement le contrôle des engagements des dépenses par rapport aux ressources disponibles.

Globalement, le système de vérification interne n'a pas évolué entre 2007 et 2014 en ce qui concerne le suivi des recommandations. Toutefois, le champ couvert par l'ensemble des organes de vérification interne en matière de vérification programmée, ainsi que la rareté de duplication de missions de vérification interne, constituent des avancées notables. Les principaux acteurs dans ce domaine demeurent l'IGF, l'IGE, les IGM et les IGS. La vérification interne est effective pour la plupart des entités de l'administration centrale.

#### ***e. Comptabilité, enregistrement des informations et rapports financiers :***

Les rapprochements bancaires continuent de se faire suivant une fréquence journalière pour ce qui est des comptes du Trésor à la BCEAO et mensuelle pour les autres comptes bancaires. Les régularisations des comptes d'avance et d'attente n'interviennent pas avant la clôture de l'exercice budgétaire de telle sorte que ces comptes traînent des soldes qui sont reportés d'année en année.

Aucun dispositif n'est en place pour collecter et consolider de façon exhaustive les ressources mises à la disposition des écoles primaires et des centres de santé de base.

La couverture et la qualité des rapports d'exécution budgétaires qui sont établis trimestriellement ne se sont pas améliorées. Ces rapports continuent d'être produits plus de huit semaines après la fin du trimestre.

De 2007 à 2014 la qualité et les délais de production des états financiers ont connu des améliorations. Des efforts sont faits en vue d'établir des états financiers complets conformément aux normes comptables internationales et de réduire les délais de leur production.

#### ***f. Surveillance et vérification externes :***

La performance de la Chambre des Comptes en matière de vérification externe s'est légèrement améliorée par rapport à 2007, notamment en ce qui concerne son étendue (au moins 75% des entités de l'administration centrale).

S'agissant du contrôle effectué par l'Assemblée nationale à l'occasion de l'examen de la loi de finances, sa portée s'est étendue et les parlementaires disposent de suffisamment de temps pour l'exercer conformément au Règlement intérieur de l'Assemblée Nationale. Par rapport à 2007, la performance du parlement en cette matière s'est améliorée.

Par contre, en matière d'examen des rapports d'exécution des lois de finances et d'examen et du vote de la loi de règlement, l'Assemblée Nationale reste peu performante.

### ***g. Pratiques des Bailleurs de Fonds :***

Globalement, les pratiques des bailleurs de fonds n'ont presque pas évolué de 2007 à 2014.

#### **(ii) Évaluation de l'incidence des faiblesses de la gestion des finances publiques (GFP)**

L'évaluation de l'incidence des faiblesses constatées dans le système béninois de la GFP est faite par rapport aux trois principaux objectifs d'un système transparent et organisé de gestion des finances publiques : la discipline budgétaire, l'allocation stratégique des ressources et la prestation efficiente des services publics.

La discipline budgétaire est confortée par l'élaboration d'un cadre global de dépenses à moyen terme et son utilisation pour la préparation du budget, ainsi que par le vote à temps de la loi de finances de l'année. Toutefois, elle est affectée par la faible crédibilité du budget en matière de dépenses, la non-exhaustivité et l'insuffisante transparence du budget, la non-approbation préalable des plafonds de dépenses par le Conseil des ministres et l'absence de lien entre les décisions d'investissement et les projections de dépenses courantes à moyen terme. La discipline budgétaire est aussi affaiblie par le recours fréquent aux procédures exceptionnelles d'exécution des dépenses budgétaires, les insuffisances relevées dans la planification de la trésorerie et par l'absence d'un dispositif efficace de limitation des engagements de dépenses aux ressources disponibles. En outre, l'inexistence de dispositifs de suivi des risques budgétaires liés à la gestion des autres entités publiques limite la capacité du gouvernement à observer strictement la discipline budgétaire. Enfin, les retards constatés en matière de production des états financiers complets annuels, de leur examen par la Chambre des Comptes et de vote des lois de règlement ne favorisent pas l'observance de la discipline budgétaire.

L'allocation stratégique des ressources est difficile à réaliser du fait de l'absence de documents de stratégie sectorielle au niveau de tous les ministères, de l'existence d'un processus de programmation des investissements publics distinct du processus de préparation budgétaire et de la non-utilisation de la classification fonctionnelle. De plus, la forte variation constatée dans la composition des dépenses en cours d'exécution affecte inévitablement l'allocation stratégique des ressources telle qu'elle a été prévue dans le budget initialement voté.

La mise à disposition efficiente des services est affectée par les insuffisances relevées dans le système de passation des marchés publics, notamment le recours fréquent aux marchés de gré à gré et les faiblesses constatées en matière de contrôle interne des dépenses. En outre, l'absence des données relatives aux dépenses effectivement payées dans les rapports d'exécution budgétaire et le recours persistant aux procédures exceptionnelles d'exécution des dépenses ne permettent pas de déterminer les coûts réels des prestations de services publics. De plus, les faiblesses notées en matière d'exhaustivité du budget sont de nature à limiter la fiabilité des informations disponibles sur les coûts des services.

L'incidence détaillée des forces et faiblesses constatées au niveau du système de la GFP est présentée suivant les trois objectifs budgétaires et les six dimensions d'un système transparent et organisé de la GFP dans le tableau en annexe 6.

#### **(iii) Perspectives de planification et de mise en œuvre des réformes**

Depuis le début des années 2000, le gouvernement béninois s'est engagé dans un programme de réforme en vue de la modernisation de son système de gestion des finances publiques. Les principales réformes engagées visent la mise en œuvre d'une gestion budgétaire axée sur les

résultats qui a été instituée par décret n° 2005789 du 29 décembre 2005 portant approbation du cadre de réforme de la gestion budgétaire axée sur les résultats.

En mars 2009, en vue de la mise en œuvre harmonieuse des réformes, le gouvernement béninois a élaboré et adopté, avec l'assistance technique de certains partenaires techniques et financiers, un plan d'actions pour l'amélioration du système de gestion des finances publiques (PAAGFP) qui couvre la période 2009-2013. Ce plan comporte des actions prioritaires pour l'amélioration de la gestion des finances publiques. Il est établi sur la base du diagnostic de l'évaluation du système de gestion des finances publiques selon la méthodologie PEFA de 2007 et des analyses et recommandations contenues dans les aide-mémoires des missions de revue de différents partenaires techniques financiers. Le cadre institutionnel mis en place pour le suivi du PAAGFP comprend :

- Un Comité Technique Mixte dans lequel siègent tous les partenaires techniques et financiers (PTF) qui appuient la mise en œuvre de la réforme des finances publiques et tous les chefs de file gouvernementaux des composantes du PAAGFP ;
- un Comité National de Pilotage qui regroupe les responsables des structures d'exécution des actions du PAAGFP, notamment les principaux acteurs de la gestion des finances publiques (DGTCP, DGID, DGB, DGDDI, CF, IGF, IGE, CDC, etc.).
- Une Unité de Gestion de la Réforme du Système de Gestion des Finances Publiques (UGR) instituée par arrêté N°2011-921/DC/SGM portant Attributions, Organisation et Fonctionnement de l'UGR, du Ministre de l'Économie et des Finances et qui est chargée de l'opérationnalisation du Plan d'Action.
- Des chefs de file gouvernementaux.
- Des points focaux GFP gouvernementaux.

Pour la mise en œuvre du PAAGFP, le gouvernement béninois bénéficie de l'appui financier de certains partenaires techniques et financiers. Il s'agit notamment de :

- l'Union européenne, qui, ensemble avec trois autres pays membres à savoir la Belgique, les Pays-Bas et le Danemark, a mis en place un financement à travers le Projet d'Appui Conjoint à la bonne gouvernance dans les domaines des finances publiques et de la statistique (PAC) ;
- la Banque Africaine de Développement (BAD) à travers le Projet d'Appui à la gestion des Finances Publiques et à l'Amélioration du Climat des Affaires (PAGFPACAF) ;
- la Coopération Allemande à travers le projet ACMERP (Appui Conseil Macroéconomique pour la Réduction de la Pauvreté) de la GIZ, et un appui à l'extension de l'Identifiant Fiscal Unique (IFU) par la KfW qui appuie certains volets du PAAGFP, ainsi que le Canada.

#### **(iv) Résumé de l'évolution globale de la performance entre 2007 et 2014**

Sur les 31 indicateurs de haut niveau du cadre PEFA qui mesurent la performance du système de GFP, douze (12) ont une note identique à celle attribuée en 2007, douze (12) ont une note inférieure à 1, et sept (7), une note plus élevée. Comparativement à 2012, neuf (9) indicateurs ont une note identique, dix-sept (17) une note inférieure et cinq (5) une note plus élevée.

Pour la majorité des indicateurs dont les notes ont baissé, la dégradation ne résulte pas d'une réelle détérioration de la situation, mais d'une divergence dans l'interprétation de la méthodologie PEFA faite lors des évaluations précédentes et celle de 2014 (cas des indicateurs P-9, PI-10, PI-12, PI-16, PI-24 et D-2), ou d'un changement intervenu dans la méthode de notation de l'indicateur (cas du PI-19).

Les indicateurs dont les notes se sont améliorées concernent la crédibilité des prévisions de recettes (PI-3), le processus de préparation du budget (PI-11), la transparence et la clarté de la législation fiscale (PI-13), l'efficacité du contrôle des états de paie (PI-18), la production des états financiers annuels (PI-25) et l'efficacité de la surveillance et de la vérification externes exercées par la Chambre des Comptes (PI-26).

Parmi les indicateurs dont la note n'a pas évolué, certains se rapportent à des domaines où des progrès ont été réalisés, mais leur impact ne permet pas encore de justifier l'amélioration de la note globale.

Les indicateurs qui n'ont pas pu être notés par défaut d'informations suffisantes se rapportent aux résultats de l'exécution des dépenses budgétaires de l'État (PI-1 et PI-2) aux opérations des établissements publics (PI-7) et à la proportion de l'aide gérée selon les procédures nationales (D-3), ce qui correspond à une détérioration de la situation, dans la mesure où tous les indicateurs PEFA s'appuient sur des informations publiques qui doivent être produites d'une manière régulière par l'administration et transmises dans des délais raisonnables à leurs différents interlocuteurs. Par ailleurs, cette situation révèle les faiblesses du système budgétaire et comptable en matière de production de données exhaustives et fiables ou le manque de coordination des bailleurs de fonds dans le cadre de la déclaration de Paris. Globalement, comme l'illustre le tableau ci-dessous, l'évaluation 2014 a attribué 1 note A contre 0 en 2007 et en 2012, 1 note B contre 4 en 2007 et 7 en 2012, 12 notes C contre 15 en 2007 et 14 en 2012, 12 notes D contre 12 en 2007 et 10 en 2012. Cinq (5) indicateurs n'ont pas été notés contre 0 en 2007 et en 2012.

**Tome 2**

**Plan d'action du PGRGFP 2017 - 2020**



**AXE 1: PREPARATION DU BUDGET**

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et de mise en oeuvre et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
<b>Programme 1.1 : Amélioration la prévisibilité des agrégats macro-économiques et budgétaires</b>								
1.1.1 Maîtrise des cadres macro-économiques	<b>Action 1.1.1.1 Revoir la composition, les attributions, l'organisation et le fonctionnement du Comité-PIB-TOFE.</b>		- <b>Nouvel décret signé portant création, attribution, organisation et fonctionnement du comité PIB-TOFE</b> - <b>PI-14.1</b>					<u>CSPEE</u> , Comité PIB-TOFE
	<u>Activité 1.1.1.1.1</u> Organiser l'atelier de validation de l'avant-projet de décret modifiant le décret portant création, attribution, organisation et fonctionnement du comité PIB-TOFE	Un décret redéfinissant la composition, les attributions et le fonctionnement du Comité PIB-TOFE est pris en 2016.	- un Avant projet de décret portant création, attribution, organisation et fonctionnement du comité PIB-TOFE validé lors de l'atelier	X				
	<u>Activité 1.1.1.1.2</u> Faire introduire en Conseil des Ministres le projet de décret modifiant le décret portant création, attribution, organisation et fonctionnement du comité PIB-TOFE		- Projet de Communication portant projet de décret modifiant le décret portant création, attribution, organisation et fonctionnement du comité PIB-TOFE introduite en conseil des Ministres pour adoption	X				
	<u>Activité 1.1.1.1.3</u> Elaborer un manuel de procédure pour le fonctionnement du Comité-PIB-TOFE (y compris une fiche permettant l'évaluation des membres).	A partir de 2017, le Comité PIB TOFE assure chaque année n la disponibilité et la validité des cadres macroéconomiques n+1 à n+3 ; servant à l'élaboration et l'actualisation des cadres budgétaires et des rapports préparant les débats d'orientation budgétaire. Egalement, il donne chaque année n, un avis sur le projet de plan annuel mensualisé de trésorerie qui sera préparé par la DGTCP et joint au projet de budget de l'année n+1. L'avis du Comité portera sur la conformité des projections du TOFE avec les cadres macroéconomiques et budgétaires d'une part, le respect de critères prédéfinis tels que la non-accumulation d'arriérés, la réduction des coûts des financements de court terme, la réduction de la PNG etc., d'autre part.	- Manuel de Procédure approuvé pour le fonctionnement du Comité PIB-TOFE - Fiches d'évaluations des membres du Comité PIB-TOFE validées	X				
	<u>Activité 1.1.1.1.4</u> Elaborer le règlement intérieur du comité PIB-TOFE.		- Règlement intérieur pour le fonctionnement du Comité PIB-TOFE validé	X				
	<u>Activité 1.1.1.1.5</u> : Organiser l'atelier d'appropriation du : - manuel de procédure, - règlement intérieur et - système d'évaluation des membres du comité PIB-TOFE			X				
	<u>Activité 1.1.1.1.6</u> : Organiser la validation de l'avant-projet de DPBEP 2018-2020			X				
	<u>Activité 1.1.1.1.7</u> : Organiser la validation de l'avant-projet de plan de trésorerie 2018 mensualisé			X				
	<b>Action 1.1.1.2 Poursuivre le renforcement des capacités en matière de prévisions macroéconomiques</b>		<b>PI-14.1</b>					<u>DGAE</u> , DRH
	<u>Activité 1.1.1.2.1</u> : Proposer le Statut et un plan de carrière et les faire adopter par décret en conseil des Ministres au profit du personnels techniques des services en charge des prévisions macroéconomiques	1) Un statut particulier et un plan de carrière spécifiques aux personnels techniques des services en charge des prévisions sont adoptés avant fin 2017.	- décret signé fixant le statut particulier et le plan de carrière du personnel technique des services en charge des prévisions macroéconomiques	X				

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et de mise en oeuvre et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en oeuvre
	<u>Activité 1.1.1.2.2</u> Formation du personnels en charge des prévisions macroéconomiques sur des thématiques spécifiques pour le renforcement de leur capacité	2) Le service en charge des projections produit chaque année aux échéances prévues par le calendrier budgétaire, les projections pluriannuelles des agrégats macroéconomiques.	- Rapport de formation présentant les modules sur les thématiques spécifiques au renforcement de capacité du personnel concerné - Listes de présence des participants au différentes modules de la formation	X	X	X	X	DGAE, DRH
1.1.1 Maîtrise des cadres macro-économiques (Suite)	<u>Activité 1.1.1.2.3</u> : Conduire des études spécifiques pour l'amélioration des modèles économétriques de projections et d'évaluations d'impact de mesures de politique économique (fiscalité y compris exonérations, salaires, investissements..)	3) Le service en charge des projections élabore une fois par an, à partir de 2017, un rapport sur la qualité des projections, sur les améliorations apportées et celles à apporter à la production statistique et aux modèles utilisés. Le rapport annuel est présenté au Comité PIB-TOFE et est accessible au public.	- Rapports des Etudes conduites	X	X	X	X	
	<u>Activité 1.1.1.2.4</u> : Concevoir et implémenter un outil de simulation de l'impact sur l'économie des affectation budgétaire	4) Un outil de simulation de l'impact des affectations budgétaires sur l'économie est mise en place avant la fin de 2017	- Note sur les résultats de l'implémentation de l'impact des affectations budgétaires sur l'économie	X				
	<u>Activité 1.1.1.2.5</u> : Concevoir un outil ad'hoc de prévision de l'inflation suivant la méthodologie du FMI	5) Un outil de prévision de l'inflation suivant a méthodologie du FMI est mise en place fin 2017	- Outil de prévision de l'inflation suivant la méthodologie du FMI mise en place	X				
	<b>Action 1.1.1.3 : Elaborer un plan d'action pluriannuel pour la dynamisation de la Direction de la Prévision et de la Conjoncture</b>		<b>PI-14.1</b>					DGAE
	Activité 1.1.1.3.1 : Elaboration du plan d'action pluriannuel pour la dynamisation de la Direction de la Prévision et de la Conjoncture	1) Conception d'un plan d'action pluriannuel pour la dynamisation de la Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC)	- Plan d'action pluriannuel approuvé de dynamisation de la DPC	X				
	<b>Action 1.1.1.4 : Procéder à l'approfondissement du MOSARE et à son appropriation par les prévisionnistes de la DPC</b>		<b>PI-14.1</b>					
	<u>Activité 1.1.1.4.1</u> : Elaboration du manuel de procédure du MOSARE	1) Un manuel de procédure pour l'utilisation du MOSARE	- Manuel de procédure du MOSARE	X				
	<u>Activité 1.1.1.4.2</u> : Réalisation des études d'impact (au moins deux) avec le MOSARE	2) Réalisation des études d'impact (au moins deux) avec le MOSARE afin de faciliter son appropriation par les prévisionniste	- Rapports des (deux) études réalisées avec utilisation du MOSARE	X				
	<u>Activité 1.1.1.4.3</u> : Réalisation d'un audit des formules du MOSARE et mise à jour deux fois par ans	3) Faire l'audit des formules du MOSARE et mise à jour deux fois par ans	- Rapport d'audit des formules du MOSARE - Rapports des mises à jours annuels du MOSARE	X	X	X	X	
	<b>Action 1.1.1.5 : Renforcer le suivi de la conjoncture économique</b>		<b>PI-14.1</b>					
	<u>Activité 1.1.1.5.1</u> : Publier les notes trimestrielles de conjonctures du secteur informel	Elargir le suivi de la conjoncture économique à l'élaboration et à la publication de notes trimestrielles sur la conjoncture du secteur informel ainsi qu'à la mise en place de nouveau indicateurs permettant le renforcement de ce suivi.	- les notes trimestrielles de conjonctures élaborées et publiées sur le secteur informel	X	X	X	X	
	<u>Activité 1.1.1.5.2</u> : Elaborer de nouveaux indicateurs de suivi de la conjoncture		- Rapport de conception de nouveaux indicateurs de suivi de la conjoncture	X				

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et de mise en oeuvre et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
	<b>Action 1.1.1.6 : Concevoir un modèle DSGE pour le Bénin</b>		<b>Disponibilité d'un modèle DSGE pour le Bénin</b>	X				
	Activité 1.1.1.6.1 : Conception d'un modèle DSGE pour le Bénin	1) Disposer d'un modele DSGE pour le Bénin afin d'évaluer l'impact des politiques économiques sur les différents secteurs et branches de l'économie	- Rapport de Conception du modèle DSGE pour le Bénin	X				
	<b>Action 1.1.1.7 : Concevoir une base socio-économique des huit pays de l'UEMOA</b>			X				
	Activité 1.1.1.7.1 : Conception d'une base socio-économique des huit pays de l'UEMOA		- base socio-économique des huit pays de l'UEMOA comportant des données officielles et respectant les normes communautaires	X				
1.1.2 Maitrise des cadres budgétaires	<b>Action 1.1.2.1 Intégrer les quatre classifications de la nomenclature budgétaire dans les systèmes d'informations budgétaires et comptables et assurer la conformité de leur application</b>		<b>Existence pour le Bénin des systèmes d'informations budgétaires et comptables comportant les quatre classification de la nomenclature budgétaire transposée UEMOA ; PI-4 ; PI-2.3</b>					<u>DGB</u>
	<u>Activité 1.1.2.1.1</u> : Réaliser les études et analyses conceptuelles	1) Les travaux d'intégration dans les systèmes d'information des nouvelles classifications budgétaires (quatre classifications de la nomenclature budgétaire transposée UEMOA) sont achevés avant fin 2017.	- Rapports d'études conceptuelles	X				
	<u>Activité 1.1.2.1.2</u> : Procéder aux développement, tests et documentation			X				
	<u>Activité 1.1.2.1.3</u> : Créer les bases de données de développement, de production et de backup	2) A partir du budget 2018, les budgets de l'Etat et les lois de règlement qui leur correspondent, y compris dans le cas de la budgétisation par programme, sont présentés selon les quatre classifications de la nomenclature budgétaire transposée UEMOA.		X				<u>DGB</u>
	<u>Activité 1.1.2.1.4</u> : Configurer et paramétrer les serveurs de développement et de production weblogic	3) A partir du budget de 2018, les classifications de dépenses sont conformes aux règles de classification. En particulier seront progressivement réduits pour être éliminés à terme, les transferts aux services de l'administration centrale non dotés de l'autonomie budgétaire.		X				
	<u>Activité 1.1.2.1.5</u> : Sécuriser les données et les serveurs applicatifs	4) A partir du budget 2018, réduction significative des dépenses non réparties. A terme, aucun budget de ministère ne doit comporter de charges non réparties. Seules les charges communes (dette, et éventuellement dépenses d'eau et d'électricité) sont maintenues et imputées au budget du ministère en charge du budget.		X				
		5) Lorsque le budget prévoit une ligne de réserves provisionnelles, la règle de non-imputation de dépenses directement sur cette ligne sera respectée						
		6) A partir de l'année 2017 les statistiques annuelles et infra annuelles de recettes fiscales produites par les Directions générales de douanes et d'impôts et par le RGT sont obligatoirement présentées selon la nomenclature budgétaire et au moins dans le détail du budget voté.						

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et de mise en oeuvre et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
1.1.2 Maitrise des cadres budgétaires (Suite 1)	<b>Action 1.1.2.2 Développer les capacités d'analyse de viabilité de la dette et de préparation de stratégies d'endettement.</b>		<b>PI-13</b>					<u>CAA</u> , DGB, DGTCP, DGAE
	<u>Activité 1.1.2.2.1</u> Elaborer le projet de Loi de Finances en fixant le plafond d'endettement conformément à la stratégie d'endettement	Le projet de Loi de Finances fixant le plafond d'endettement conformément à la stratégie d'endettement est disponible		X	X	X	X	
	<u>Activité 1.1.2.2.2</u> Formation du personnel de la Direction de la Stratégie de la CAA et des membres du CTA/CNE à l'utilisation du Cadre d'Analyse et de Viabilité de la Dette	1) La CAA continue à produire chaque année le rapport trimestriel sur l'évolution de l'encours de toute la dette de l'Etat, incluant, la dette extérieure, la dette intérieure conventionnelle et les garanties octroyées, le service de la dette.	- Rapports de formation du personnel de la DS et des membres du CTA/CNE - Documents périodique (annuel) de gestion de la dette, de stratégie et de l'analyse de la viabilité de la dette	X				
	<u>Activité 1.1.2.2.3</u> Organiser des voyages en administration comparée auprès des CNDP du Burkina et du Sénégal au profit des cadres de la Direction de la Stratégie de la CAA	2) Le Comité National de la Dette Publique (CNDP) produit au moins une fois par an un rapport d'analyse de la viabilité de la dette de l'Etat.	- Rapports de missions de voyages des cadres de la DS qui ont effectué les voyages auprès de leurs homologues du Burkina et du Sénégal	X	X	X	X	
		3) La CAA continue à produire chaque année le rapport sur la stratégie d'endettement qui est joint au projet de loi de finances, en application de LOLF.						
		4) Chaque année, le plafond d'endettement est fixé par la loi de finances et est conforme à la stratégie d'endettement.						<u>CAA</u> , DGB, DGTCP
		5) Les engagements de l'Etat sont toujours pris i) dans la limite des plafonds déterminés par la loi de finances ii) conformément aux conditions définies par la stratégie d'endettement.						
	<b>Action 1.1.2.3 Formaliser la procédure d'élaboration du Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) dans lequel s'inscrira le budget annuel.</b>		<b>PI-14.2</b> <b>PI-14.3</b> <b>PI-15</b>					<u>DGAE</u> DGB Comité PIB-TOFE
	<u>Activité 1.1.2.3.1</u> : Élaborer et Valider le guide d'élaboration du Document de Programmation Budgétaire Economique Pluriannuel (DPBEP)	1) La DGB élabore un manuel de préparation du Document de Programmation Budgétaire Economique Pluriannuelle (DPBEP) dans lequel sont définis : - le canevas de présentation du DPBEP, - les méthodes d'estimation des agrégats budgétaires en rapport avec i) les agrégats macroéconomiques, ii) les hypothèses et priorités de la stratégie de développement, iii) les engagements financiers et la stratégie d'endettement et iv) les disponibilités de trésorerie. - Les périodes de production et de révision du DPBEP en relation avec le calendrier arrêté pour la préparation du budget.	- Guide validé de l'élaboration du DPBEP contenant : (1) le canevas de présentation du document, (2) les méthodes d'estimation des agrégats budgétaires et (3) les périodes de production et de révision du document en relation avec le calendrier arrêté pour la préparation du budget.	X				
		2) Le manuel de préparation du DBPEB est validé par le Comité PIB-TOFE et mis en ligne sur site DGB		X				
		3) Le DPBEP est élaboré conformément au manuel.		X	X	X	X	
	<b>Action 1.1.2.4 Formaliser la procédure d'élaboration du plan annuel mensualisé de trésorerie.</b>		<b>PI-14.3</b> <b>PI-17.3</b> <b>PI-21.2</b>	X				<u>DGTCP</u> Comité PIB-TOFE

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et de mise en oeuvre et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
1.1.2 Maitrise des cadres budgétaires (Suite 2)		1) La DGTCP élabore un manuel de préparation du Plan Annuel Mensualisé de Trésorerie (PAMT) dans lequel sont définis : - le canevas de présentation du PAMT, - les méthodes d'estimation i) des flux mensuels de recettes et de dépenses base caisse ; ii) des variations des disponibilités du Compte unique du Trésor et des encaisses des comptables publics - le plan de recours aux emprunts à court terme (emprunts de trésorerie). - Les périodes de production et de révision du PAMT en relation avec le calendrier arrêté pour la préparation du budget.	- Manuel validé de préparation du Plan Annuel Mensualisé de Trésorerie (PAMT) contenant : (i) le canevas de présentation du PAMT, (2) les méthodes d'estimation des flux mensuels de recettes, de dépenses base caisse et des variations des disponibilités du Compte unique du Trésor et des encaisses des comptables publics, (3) le plan de recours aux emprunts à court terme (emprunts de trésorerie) et (4) les périodes de production et de révision du PAMT en relation avec le calendrier arrêté pour la préparation du budget.	X				
		2) Le manuel de préparation du PAMT est validé par le Comité PIB-TOFE et mis en ligne sur site DGTCP.		X				
		3) Le PAMT est élaboré conformément au manuel.		X	X	X	X	
	Action 1.1.2.5 : Déployer le système informatique au niveau des sectoriels.							<u>DGB</u>
	Activité 1.1.2.5.1 : Câbler et renforcer les plateformes et interconnexions des sites			X				<u>DGB</u>
	Activité 1.1.2.5.2 : Sécuriser les interconnexions et mettre en place la plateforme de supervision			X				<u>DGB</u>
	Activité 1.1.2.5.3 : Configurer et paramétrer les postes clients			X				<u>DGB</u>
	Activité 1.1.2.5.4 : Former les acteurs			X				<u>DGB</u>
Programme 1.2 : Renforcement des capacités des administrations centrales à élaborer des budgets en ligne avec les objectifs et priorités sectorielles et dans le respect des équilibres du CBMT								
1.2.1 Préparation des CDMT sectoriels	Action 1.2.1.1 Formaliser le cadre méthodologique de l'élaboration des Cadres de Dépenses à Moyen Terme sectoriels (CDMT)		PI-15 PI-16					<u>DGB</u>
	<u>Activité 1.2.1.1.1</u> : Vulgariser le guide d'élaboration des DPPD	1) La DGB élabore un canevas de présentation des Documents de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) sectoriels, canevas qui précisera : - les différentes parties devant être présentées dans les DPPD (présentation du secteur, politique en cours et ses résultats, stratégies à moyens termes, priorités, etc.), y compris les contributions des établissements publics à caractère administratif. - les modèles de tableaux de présentation des dépenses selon les quatre classifications de la nomenclature budgétaires.	- Canevas validé de présentation des DPPD sectoriels, avec les précisions sur : (1) les différentes parties devant être présentées dans les DPPD, (2) les modèles de tableaux de présentation des dépenses selon les quatre classifications de la nomenclature budgétaires.	X				
		2) Le canevas de présentation des DPPD, une fois validé, est institué par voie réglementaire (Arrêté du Ministre en charge du budget)	- Arrêté ministériel instituant le canevas de présentation des DPPD	X				

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et de mise en oeuvre et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
1.2.1 Préparation des CDMT sectoriels (Suite 1)	<b>Action 1.2.1.2 Définir un cadre réglementaire fixant les conditions d'encadrement par leur ministère de tutelle, de la préparation des budgets des établissements publics à caractère administratif. (voir aussi action 4.1)</b>		<b>PI-15 PI-16 PI-7</b>					<b>DGB DGPED</b>
	<u>Activité 1.2.1.2.1</u> : Elaborer en concertation avec les Ministères sectoriels les modalités et le calendrier de préparation et d'adoption des budgets des EPA	1) La DGB élabore, en concertation avec les ministères sectoriels, les modalités et le calendrier de préparation et d'adoption des budgets des EPA. Il sera tenu compte dans ce cadre : - des échéances pour la préparation des DPPD (prise en compte dans ces derniers des dépenses des EPA), - des échéances pour la préparation des avant-projets de budget des ministères (détermination des prévisions de transferts aux EPA), - des dépenses extrabudgétaires (dépenses sur ressources propres des EPA), - des dépenses des collectivités territoriales.	- cadre réglementaire validé fixant les conditions d'encadrement par leur ministère de tutelle, de la préparation des budgets des établissements publics à caractère administratif - calendrier validé de préparation et d'adoption des budgets des EPA.	X				
	<u>Activité 1.2.1.2.2</u> : Valider la procédure de préparation des budgets des EPA et faire prendre un décret	2) La procédure de préparation des budgets des EPA, une fois validée, sera instituée par un texte réglementaire (Décret).		X				
	<b>Action 1.2.1.3 Engager, à partir de 2017 des études pour la détermination de critères normatifs devant servir à l'évaluation des dépenses de fonctionnement des administrations</b>		<b>PI-15 PI-16 PI-7</b>					
1.2.1 Préparation des CDMT sectoriels (Suite 2)	<u>Activité 1.2.1.3.1</u> : Elaborer et valider des normes et critères d'évaluation des besoins de fonctionnement hors salaires pour appuyer les Ministères et les EPA dans l'établissement de leurs CDMT et avant projets de budget	1) la DGB élaborera progressivement des normes et critères d'évaluation des besoins de fonctionnement hors salaires (matériels, services et fournitures de fonctionnement) pour appuyer les ministères et les EPA dans l'établissement de leurs CDMT et avant-projet de budget.	- Normes et critères d'évaluation des besoins de fonctionnement validés	X	X	X	X	<b>DGB DGPED</b>
	<u>Activité 1.2.1.3.2</u> : Disséminer les normes et critères d'évaluation des besoins de fonctionnement hors salaires pour appuyer les Ministères et les EPA dans l'établissement de leurs CDMT et avant projets de budget	2) <i>[Pour mémoire</i> : les ministères en charge des bâtiments et travaux publics instituent des indices du BTP devant servir à l'évaluation des coûts des constructions ou à la révision de ces coûts. Ils renforcent et/ou créent les organismes en charge de la détermination de ces indices.]		X	X	X	X	
	<b>Action 1.2.1.4 Développer une nouvelle application informatique devant servir à l'exploitation des CDMT provisoires des ministères, à l'appui de leur mise en conformité avec le CBMT et à l'édition des CDMT définitifs.</b>		<b>PI-15 PI-16</b>	X				<b>DGB, DGAE, Comité PIB-TOFE</b>

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et de mise en oeuvre et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
1.2.1 Préparation des CDMT sectoriels (Suite 3)	<u>Activité 1.2.1.4.1</u> : Développer le module d'attribution des enveloppes par programme suivant la nature économique	1) Un logiciel pour l'exploitation des CDMT est élaboré à partir de 2017 et est testé en 2018. Il servira à la mise en cohérence des CDMT avec le CBMT et à la détermination des plafonds de dépenses qui seront inscrits dans la circulaire budgétaire. Le logiciel sera adapté à la budgétisation par programme.	- Logiciel d'exploitation des CDMT élaboré	X				
	<u>Activité 1.2.1.4.2</u> : Développer le module de répartition des crédits par actions de chaque programme suivant la nature économique	2) Le logiciel CDMT est opérationnel. Il produit les projections pluriannuelles de dépenses des ministères au moins selon la classification économique. Ces projections sont utilisées pour l'élaboration du document servant au débat d'orientation budgétaire et pour la fixation des plafonds de dépenses servant à la préparation des projets de budgets des ministères.		X				
	<u>Activité 1.2.1.4.3</u> : Développer le module de validation des enveloppes par programme			X				
	<u>Activité 1.2.1.4.4</u> Faire concevoir et rendre opérationnel un logiciel pour l'exploitation des CDMT				X	X	X	
	<u>Activité 1.2.1.4.5</u> Formation du personnel clé à l'utilisation du logiciel d'exploitation des CDMT		- Rapport de Formation sur l'utilisation du logiciel		X			
	<b>Action 1.2.1.5: Editer les états statistiques avec le budget approuvé à partir de SIGFiP et/ou des rapports d'audit</b>			X				
	Activité 1.2.1.5.1 : Editer les états statistique			X				
	<b>Action 1.2.1.6: Former les acteurs de la chaîne sur les nouveaux instruments budgétaires (DPPD, PAP, dotations) et les procédures de leur élaboration</b>		- Rapport de formation sur les nouveaux instruments budgétaires (DPPD, PAP, dotations) et les procédures de leur élaboration	X				
	Activité 1.2.1.6.1: Elaborer les modules de formation			X				
	Activité 1.2.1.6.2: former les acteurs			X				
	<b>Action 1.2.1.7: Elaborer un document de référence sur les réformes budgétaires</b>		- Document de référence validé sur les réformes budgétaires	X				
	Activité 1.2.1.7.1: créer le comité technique et le comité de supervision et identifier les reformes budgétaires	1) Création d'un comité technique et d'un comité de supervision et identification des reformes budgétaires	- Notes de mise en place du comité technique et le comité de supervision - Point validé des reformes budgétaires identifiées	X				
	Activité 1.2.1.7.2: Concevoir et valider le document	2) Conception et validation du point des réformes budgétaires		X				
	<b>Action 1.2.2.1 Renforcer les capacités d'analyse de l'efficacité et de la faisabilité des grands projets</b>		<b>PI-11</b>	X				DGB, DGAE, Directions régionales de

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et de mise en oeuvre et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
	<u>Activité 1.2.2.1.1</u> : Renforcement des capacités des cadres de la DGB sur l'analyse de l'efficacité et de la faisabilité des grands projets	1) Le ministère en charge de la programmation des investissements crée ou renforce un service d'administration centrale (service du Ministère ou établissement sous-tutelle) en charge de l'élaboration des critères d'analyses des projets d'investissement		X				
1.2.2 Programmation des grands projets d'investissement	<u>Activité 1.2.2.1.2</u> : Faire prendre un décret qui fixe le contenu des dossiers de présentation des projets éligibles à l'inscription au budget de l'Etat	2) Le contenu des dossiers de présentation des projets éligibles à l'inscription au budget de l'Etat est fixé par voie réglementaire (Décret). Ce texte précise notamment : - le montant minimum du coût des projets concernés, - les études préalables en fonction des types de projets (faisabilité, viabilité des réalisations, charges récurrentes le cas échéant, impacts économiques et sociaux, impact sur l'environnement, etc.), - les sources de financement mobilisable.	- décret fixant le contenu des dossiers de présentation des projets éligibles à l'inscription au budget de l'Etat adopté		X	X	X	DGAIE, DGB, Directions concernées du ministère en charge de la planification DGPSIP
	<u>Activité 1.2.2.1.3</u> : Renforcement des capacités des cadres de la DGB sur la programmation, la budgétisation et le suivi des contrats en Partenariat Public -Privé	3) les projets d'investissement sont sélectionnés en application des règles définies par le Décret ci-dessus et en fonction des équilibres prévus par le CBMT.						
	<u>Action 1.2.2.2</u> : Adopter un cadre réglementaire unifié pour les opérations de Partenariat Public-Privé et utilisation d'instruments financiers novateurs pour faciliter la mobilisation par le secteur privé de financements importants sur de longues durées pour accompagner les projets d'investissement			X				DNCMP
	<u>Action 1.2.2.3</u> : Organiser et développer le recours au Partenariat Public-Privé (PPP) comme source de financement de projets d'investissement.							Cabinet MEF
	<u>Activité 1.2.2.2.1</u> Elaboration et transmission à l'Assemblée Nationale pour vote le cadre législatif des PPP	1) Le cadre législatif des PPP est élaboré et transmis à l'Assemblée Nationale. Il respecte les critères généralement admis pour ce type de financement. Le cas échéant, il est conforme au cadre normatif défini par l'UEMOA.	- projet de cadre législatif des PPP transmis à l'Assemblée Nationale pour vote	X				
	<u>Activité 1.2.2.2.2</u> Faire prendre tous les décrets d'application de la loi cadre des PPP	2) Le cadre réglementaire et institutionnel est mis en place.	- tous les décrets d'application de la loi cadre des PPP	X				
		3) Le cadre des PPP mis en place est opérationnel : - le manuel opérationnel pour les PPP est rédigé et approuvé ; - un service spécialisé pour l'appui à la préparation, à la mise en œuvre et au suivi de la mise en œuvre des contrats PPP est mis en place et opérationnel ; - le suivi-évaluation de la réalisation des projets PPP est assuré ; - le suivi des engagements financiers des PPP est assuré de façon régulière.	- manuel approuvé pour l'opérationnalisation des PPP ; - un service spécialisé pour l'appui à la préparation, à la mise en œuvre et au suivi de la mise en œuvre des contrats PPP	X				



# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et de mise en oeuvre et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en oeuvre
		4) Un service spécialisé pour la préparation et la mise œuvre des contrats PPP est créé au sein du ministère en charge des finances, pour le suivi des réalisations et pour, à terme, le suivi du respect par les concessionnaires des cahiers des charges des prestations de services publics ou de l'exploitation des ouvrages publics.		X				Cabinet MEF
	<u>Activité 1.2.2.2.3</u> Faire inscrit au Budget conformément aux règles définies par la LOLF les projets financés par recours aux PPP.	<u>A partir de 2018</u> 5) Les projets financés par recours aux PPP sont inscrits au budget conformément aux règles définies par la LOLF.	- Liste ou point sur les projets financés par recours aux PPP inscrit au Budget conformément aux règles définies par la LOLF	X	X	X	X	Cabinet MEF
	<u>Activité 1.2.2.2.4</u> Rédiger des rapports annuels sur le respect par les concessionnaires de services publics, des cahiers des charges conventionnels.	6) Le service prévu en 2) ci-dessus établit chaque année un rapport sur le respect par les concessionnaires de services publics, des cahiers des charges conventionnels.	- rapports annuels sur le respect par les concessionnaires de services publics, des cahiers des charges conventionnels.	X	X	X	X	
<b>Programme 1.3 : Améliorer le processus de préparation du budget et passer à la budgétisation par programmes</b>								
1.3.1 Organisation du processus de préparation du budget	<b>Action 1.3.1.1 Revoir et préciser les différentes étapes du calendrier de préparation du budget</b>		<b>PI-17</b>					DGB
	<u>Activité 1.3.1.1.1</u> : Actualiser le décret 2011-554 du 24 août 2011 fixant le calendrier du déroulement des travaux budgétaires en tenant compte des normes et principes de la LOLF	<u>Année 2017</u> 1) Le Décret 2011-554 du 24 août 2011 fixant le calendrier du déroulement des travaux budgétaires est revu et complété. Il intègre de façon plus explicite les phases et calendriers : - de préparation et de validation des DPPD, - d'analyse et de détermination des choix pour les grands projets, - de préparation des budgets annexes, des comptes de prêts et avances et des comptes d'affectation spéciale, - de préparation des plans provisoires de passation des marchés et de plans d'engagements (voir actions 1.3.1.2) - de préparation des documents devant accompagner le projet de budget, notamment le rapport sur la dépense fiscale, le rapport de stratégie de la dette, les données sur les dépenses extra-budgétaires et les dépenses des collectivités territoriales, le plan annuel mensualisé de trésorerie, les tableaux sur les effectifs prévisionnels des administrations.	- décret actualisé fixant le calendrier du déroulement des travaux budgétaires avec prise en compte des normes et principes de la LOLF	X				
		Années 2017 et suivantes 2) Le calendrier est appliqué conformément au Décret revu.						
	<b>Action 1.3.1.2 Instaurer les procédures visant à faire accompagner les propositions budgétaires des ministères et institutions par des plans de passation de marchés provisoires et par des plans d'engagements provisoires.</b>	<u>Année 2017</u> 1) Un manuel de préparation des plans d'engagement par les ministères est disponible. Il précise les méthodes de détermination des engagements par mois et par catégorie de dépenses, les canevas de présentation de ces plans.	<b>PI-16</b> <b>PI-17</b>	X				DGB DNCMP Ministères sectoriels

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et de mise en oeuvre et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
	<u>Activité 1.3.1.2.1</u> : Elaborer un guide d'élaboration des outils de gestion à mettre à la disposition des Ministères	2) Pour le budget 2018 et années suivantes, la circulaire budgétaire relative à la préparation des projets de budget des ministères prévoit l'obligation de joindre les plans provisoires de passation des marchés et les plans d'engagement provisoires selon le canevas prédéfini par la DGB.	- guide d'élaboration des outils de gestion à mettre à la disposition des Ministères		X			
1.3.1 Organisation du processus de préparation du budget (Suite)	<u>Activité 1.3.1.2.2</u> : Mettre en place une circulaire budgétaire relative à la préparation des projets de budgets des Ministères qui prévoit l'obligation de joindre les outils de gestion provisoires (plans de passation des marchés et les plans d'engagement)	<u>Année 2018 et suivantes</u> 3) Les plans définitifs de passation des marchés et les plans d'engagement définitifs sont arrêtés dans les 15 jours qui suivent les notifications par le ministre en charge des finances, des crédits ouverts par la loi de finances.	- circulaire budgétaire relative à la préparation des projets de budgets des Ministères qui prévoit l'obligation de joindre les outils de gestion provisoires (plans de passation des marchés et les plans d'engagement)		X	X	X	
	<b>Action 1.3.1.3 Développer le module SIGFIP, spécifique à la préparation du budget.</b>		<b>PI-16</b> <b>PI-17</b>					DGB
	<u>Activité 1.3.1.3.1</u> Développement du module « préparation du budget » de SIGFIP	<u>Année 2016-2017</u> 1) Le module « préparation du budget » de SIGFIP est achevé. Il est adapté à la fois aux budgets de moyens et aux budgets de programmes. Une interface avec le logiciel CDMT permettra de vérifier la concordance des données du projet de budgets avec celles de la première année des CDMT.	- existence du module « préparation du budget » de SIGFIP	X				
	<b>Action 1.3.1.4: Améliorer l'accessibilité aux données budgétaires et à la documentation budgétaire à tous les citoyens</b>		<b>PI-6</b> <b>PI-9</b>					
	Activité 1.3.1.4.1 : Poursuivre la diffusion (mettre en ligne sur le site du MEF) des documents servant aux DOB	<u>Années 2016 et suivantes</u> 1) Le rapport servant au débat d'orientation budgétaire est diffusé (mis en ligne sur le site du Ministère en charge du Budget).	- disponibilité en ligne (sur le site internet du Ministère) du rapport servant au débat d'orientation budgétaire	X	X	X	X	
	Activité 1.3.1.4.2 : Poursuivre la mise en ligne une semaine après leur dépôt au parlement du projet de budget, de la documentation budgétaire définie par la LOLF, du rapport annuel sur les dépenses fiscales	2) Le projet de budget et la documentation budgétaire définie par la LOLF, ainsi que le rapport annuel sur les dépenses fiscales, sont mis en ligne au plus tard une semaine après leur dépôt au Parlement. Le cas échéant une note du ministère en charge du Budget informe des raisons de la non-production d'éléments manquant à la documentation budgétaire.	- disponibilité du projet de budget une semaine après leur dépôt au parlement du projet de budget, - disponibilité de la documentation budgétaire définie par la LOLF une semaine après leur dépôt au parlement du projet de budget,	X	X	X	X	
	Activité 1.3.1.4.3 : Elaborer, valider le budget citoyen et le transcrire dans deux langues nationales au moins publie puis le publier			X	X	X	X	
	Activité 1.3.1.4.4 : Créer et animer les foras des ordonnateurs et des contrôleurs de gestion							<b>DGB</b>
	<b>Action 1.3.1.5 : Organiser une conférence d'analyse et de synthèse des mesures fiscales pour la LFI 2018</b>			X				
	Activité 1.3.1.5.1 : Organiser une conférence d'analyse et de synthèse des mesures fiscales pour la LFI 2018							

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et de mise en oeuvre et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
	<b>Action 1.3.1.6 : Etablir un plan d'apurement des arriérés dans les budgets des exercices à venir</b>							
	Activité 1.3.1.6.1 : Etablir un plan d'apurement des arriérés dans les budgets des exercices à venir							
1.3.2 Mise en œuvre de la gestion budgétaire axée sur les programmes découlant de la nouvelle loi organique sur les finances publiques	<b>Action 1.3.2.1 Définir par voie réglementaire les règles de classification des programmes conformes aux principes UEMOA (article 8 de la Directive 08-2009), et appliquer les dispositions de la LOLF N°2013-14 du 27 septembre 2013 pour la présentation des dépenses budgétaires et des tableaux matriciels croisés</b>		<b>PI-5</b>					<u>DGB</u>
	Activité 1.3.2.1.1 Faire prendre un décret portant règle de classification des dépenses budgétaires par programme	<u>Année 2017</u> 1) Un décret portant règle de classification des dépenses budgétaires par programme est pris.		X				
1.3.2 Mise en œuvre de la gestion budgétaire axée sur les programmes découlant de la nouvelle loi organique sur les finances publiques (Suite)		<u>Année 2018 et suivantes</u> 2) Les Budgets de tous les ministères sont présentés selon les classifications administrative, économique, fonctionnelle et par programme conformément au principe de l'alinéa 7, article 49 de la LOLF, à savoir : - un tableau des recettes ; - un tableau matriciel croisé de classifications fonctionnelle et économique ; - un tableau matriciel croisé de classifications administrative et fonctionnelle ; - un tableau matriciel croisé de classifications administrative et économique ; - le tableau récapitulatif des programmes par ministère. - La liste des missions			X	X	X	
	<b>Action 1.3.2.2 Définir par voie réglementaire les rôles et obligations et les règles et procédures de délégation du pouvoir d'ordonnateur</b>							<u>DGB</u> , DCF
	Activité 1.3.2.2.1 : Elaborer une note de cadrage pour préciser les rôles et obligations et les règles et procédures de désignation des responsables de programme	<u>Année 2017</u> 1) Un Décret précise les rôles et obligations et les règles et procédures de désignation des responsables de programme.		X				

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et de mise en oeuvre et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en oeuvre
1.3.2 Mise en œuvre de la gestion budgétaire axée sur les programmes découlant de la nouvelle loi organique sur les finances publiques (Suite 2)	<u>Activité 1.3.2.2.2</u> : Faire prendre un décret qui précise les rôles et obligations et les règles et procédures de désignation des responsables de programme			X				
	<u>Activité 1.3.2.2.3</u> : Sensibiliser les membres du gouvernement, les autorités politiques et les acteurs de la chaîne (CODIR MEF et Ministères Sectoriels et Séminaire Gouvernemental)			X				
	<b>Action 1.3.2.3: Définir les règles de détermination des indicateurs de performances qui sont associés aux programmes.</b>		<b>PI-8</b>					DGB, DGAE, DCF
	<u>Activité 1.3.2.3.1</u> : Faire prendre un décret qui fixe les règles de présentation des indicateurs de performance	Année 2016 1) Un texte réglementaire (Décret) fixe les règles de présentation des indicateurs de performance. Il impose en particulier de citer les sources de données utilisées pour les mesures et le mode de calcul de la mesure.		X				
		2) Le Décret est appliqué à partir de 2017 (pour le budget 2008), y compris dans le cas où le budget voté est encore un budget de moyens.		X				

**AXE 2 : DEVELOPPER LE CIVISME FISCAL ET LES CAPACITES DE MOBILISATION DES RESSOURCES BUDGETAIRES**

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
<b>Programme 2.1 : Développement des capacités d'études et de détermination de politiques fiscales équitables et efficaces favorisant l'accroissement des ressources des pouvoirs publics et le développement des activités productives</b>								
2.1.1 Capacités d'analyse et de prévision des recettes fiscales et douanières	<b>Action 2.1.1.1 Activation de la Cellule d'Enquête et de Recherche Mixte Impôts-Douanes (CERMID)</b>			X				DGI, DGDDI
	<b>Action 2.1.1.2 Développer et centraliser au niveau de la DGI et de la DGDDI des bases de données sur les droits constatés et les droits liquidés</b>		<b>PI-3</b> <b>PI-14.2</b> <b>PI-19</b>					DGI, DGDDI, DGB, DGTCP, INSAE, DGAE
	<u>Activités 2.1.1.1.1:</u> Faire prendre par le Ministre en charge des finances un arrêté fixant le contenu minimal des bases de données sur les droits constatés et des droits liquidés	<u>Année 2016</u> 1) Un arrêté du Ministre en charge des finances fixe le contenu minimal des bases de données devant être développées par la DGI et par la DGDDI. Il rappelle en particulier les obligations en matière de respect des codes et nomenclatures officielles, de délais pour l'actualisation des données, de mise en œuvre de règle de vérification de la fiabilité, de règles de sécurisation de données, de diffusion, de conservation et d'archivage.		X				
	<u>Activités 2.1.1.1.2:</u> Conception des bases de données sur les droits constatés et les droits liquidés au niveau de la DGI et la DGDDI	<u>Année 2017</u> 2) Les bases de données sont mises en place au niveau de la DGDDI et de la DGI. Elles contiennent des séries reconstituées au moins cinq années récentes (2012-2016).		X				
	<u>Activités 2.1.1.1.3:</u> Formation du personnel clé de la DGI et de la DGDDI sur l'utilisation des bases de données	<u>Année 2017 et suivantes</u> 3) La DGI et la DGDDI annoncent sur leur site web, au début de chaque année, leur programme de mise en ligne de statistiques périodiques (infra annuelles et annuelles) sur les recettes fiscales et douanières. Elles respectent le programme annoncé.			X	X	X	
	<b>Action 2.1.1.3: Renforcer les capacités d'évaluation des politiques fiscales et douanières et de mesure de leur impact sur les recettes budgétaires, l'économie, l'environnement et les politiques sociales.</b>		<b>PI-14.2</b> <b>PI-19</b>					DGAE DGID, DGDDI, DGB, DGTCP, INSAE, Comité PIB-TOFE
	<u>Activité 2.1.1.3.1</u> Actualisation et adoption par arrêté du Ministre en charge des finances des textes de la DGAE avec la prise en compte des missions d'évaluation de l'impact des mesures fiscales sur l'économie, l'environnement et les revenus	<u>Année 2016</u> 1) La mission d'évaluation de l'impact des mesures fiscales sur l'économie, l'environnement et les revenus est attribuée de manière explicite à la DGAE (révision des textes définissant ses missions et son organisation)		X				
	<u>Activité 2.1.1.3.2 :</u> Faire prendre les textes portant création des services en charge de l'analyse des recettes et des rendements et au niveau de la DGI et la DGDDI	2) Un service en charge de l'analyse des recettes et des rendements par impôts est créé et/ou renforcé au niveau de chacune des directions générales de douanes et d'impôts.		X				
	<u>Activité 2.1.1.3.3</u> Elaboration des protocoles d'échanges d'informations entre les l'INSAE, la DGAE, la DGI, la DGDDI, la CNSS, la SOBEMAP, l'ANATT et les tribunaux	3) Des protocoles d'échanges d'informations entre les l'INSAE, la DGAE, la DGI et la DGDDI pour permettre à chacun d'eux d'assurer ses missions, sont définis et formalisés par voie réglementaire.		X				

PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
2.1.1 Capacités d'analyse et de prévision des recettes fiscales et douanières (suite)	<u>Activité 2.1.1.3.4</u> Evaluation moyens humains et matériels à mettre en œuvre	4) Les moyens humains et matériels à mettre en œuvre sont évalués.		X				<u>DGAE</u> DGID, DGDDI, DGB, DGTCP, INSAE, Comité PIB-TOFE
	<u>Année 2017</u>	5) Les protocoles d'échanges d'information entre les services sont fonctionnels et respectés		X				
		6) La DGAE développe ses modèles de simulation et d'équilibre général calculable pour être en mesure d'évaluer les impacts de mesures fiscales et douanières.		X				
		7) les services de la DGI et de la DGDDI en charge de l'évaluation de l'impôt développent leurs compétences.		X				
	<u>Activité 2.1.1.3.5</u> Elaboration chaque année par la DGI et la DGDDI pour le Comité PIB-TOFE et pour les autorités un rapport analytique sur l'évolution des recettes et le rendement des principaux impôts (rapport de performance en matière de recette).	<u>Année 2018 et suivantes</u>			X	X	X	
		8) La DGI et la DGDDI élaborent chaque année pour le Comité PIB-TOFE et pour les autorités un rapport analytique sur l'évolution des recettes et le rendement des principaux impôts (rapport de performance en matière de recette).						
		9) Les prévisions de recettes établies dans le cadre du CBMT ne sont plus établies qu'à partir d'extrapolation des tendances. Elles résultent d'estimations fondées sur l'analyse du potentiel fiscal et des rendements estimés par impôt et de la mesure d'impact de mesures fiscales ou d'ordre organisationnel.			X	X	X	
		10) Les documents de cadrages macroéconomiques et de cadrages budgétaires comportent en annexe des notes relatives aux méthodes et bases d'estimation des recettes fiscales et douanières. Ces notes sont détaillées pour l'évaluation des recettes relevant de nouvelles mesures fiscales.			X	X	X	
	<b>Action 2.1.1.4 : Mise en place de la nouvelle plateforme de gestion des exonérations fiscales et douanière</b>		-Une nouvelle plateforme de gestion des exonérations douanières et fiscales est mise en place et utilisée					<u>DGI, DGDDI</u>
	<b>Action 2.1.1.5 : Mise en place de mesures fiscales en faveur de l'investissement privé</b>		-Un rapport présentant les nouvelles mesures fiscales en faveur de l'investissement privé est disponible et mis en usage	X	X	X	X	<u>DGI, DGDDI</u>
	<b>Action 2.1.1.6 : Mise en place d'un organisme central de réception tous les mois des données sur les recettes</b>		-Un organisme central de réception des données sur les recettes est mise en place et fonctionne					<u>DGI, DGDDI</u>
	<b>Action 2.1.2.1 Assurer la maîtrise et l'efficacité de la dépense fiscale</b>		<b>PI-14.2</b> <b>PI-19</b>					<u>DGB,</u> <u>DGL</u>

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
2.1.2 Maitrise des dépenses fiscales.	<u>Activité 2.1.2.1.1</u> Renforcement des dispositifs d'enregistrement et de suivi des exonérations et dérogations fiscales à la DGI et la DGDDI.	Année 2016 1) La DGI et la DGDDI renforcent les dispositifs d'enregistrement et de suivi des exonérations et dérogations fiscales. Elles produisent chaque année à partir de 2016 des statistiques exhaustives sur les exonérations accordées par nature d'impôts et par catégorie de contribuable et régime d'imposition. Ces statistiques intègrent les estimations des montants d'exonérations résultants de décisions d'exonérations accordées dans les années antérieures (par exemple pour un investisseur qui a bénéficié d'un droit d'exonération sur ses revenus pour plusieurs années, l'administration devra estimer chaque année le montant de l'exonération accordée).		X				DGB, DGI, DGDDI, DGTCP, DGAE
	<u>Activité 2.1.2.1.2</u> Clarification des responsabilités en matière d'attributions des exonérations, et des sanctions encourues le cas échéant et mise en place de dispositifs d'enregistrement exhaustifs et auditables et l'archivage des dossiers.	2) Des dispositifs pour limiter le recours abusif aux exonérations sont mis en place. Ils reposent notamment sur : - la clarification des responsabilités en matière d'attributions des exonérations, et des sanctions encourues le cas échéant, - la mise en place de dispositifs d'enregistrement exhaustifs et auditables et l'archivage des dossiers.		X				
	<u>Activité 2.1.2.1.3</u> Evaluation de l'impact de chaque régime dérogatoire sur les recettes budgétaires et sur l'économie par la DGAE, la DGI et la DGDDI	<u>Année 2017</u> 3) La DGAE, la DGI et la DGDDI s'associent pour évaluer l'impact de chaque régime dérogatoire sur les recettes budgétaires et sur l'économie.		X				
	<u>Activité 2.1.2.1.4</u> Production chaque année par la DGAE du rapport sur les dépenses fiscales qui sera joint au projet de loi de finances.	<u>Années 2017 et suivantes</u> 4) La DGAE produit chaque année le rapport sur les dépenses fiscales qui sera joint au projet de loi de finances. Ce rapport contient des statistiques et un bilan analytique sur les exonérations accordées et les projections sur le moyen terme.		X	X	X	X	
		<u>Années 2018 et suivantes</u> 5) Toutes les recettes exonérées (à l'exception de celles relevant de convention de Vienne) sont prévues en loi de finances. La loi de finances distingue : - les crédits pour les exonérations au titre des projets financés sur ressources extérieures. Ces crédits sont évaluatifs. - les crédits pour les autres exonérations, y compris celles résultant de droits déjà accordés au cours d'années antérieures. Ces crédits sont limitatifs.			X	X	X	
	Action 2.1.2.2 : Mise en place d'un nouveau système d'évaluation des dépenses fiscales		- Un nouveau système d'évaluation des dépenses fiscales est mis en place					
	Action 2.1.2.3 : Renforcement des capacités du personnel de la Cellule de Reformes et de la Démarche Qualité (CRDQ)		-Rapport de formation de renforcements de capacités du personnel de la CRDQ - Rapport de missions de travail en administration					
<b>Programme 2.2 : Développement des capacités de maîtrise des techniques fiscales (du champ d'application et de l'assiette des impôts) et promotion du civisme fiscal</b>								
	Action 2.2.1.1 : Procéder à l'évaluation et, le cas échéant, à l'amélioration du système d'identifiant des contribuables.							DGI
	<u>Activité 2.2.1.1.1</u> Evaluation du système d'immatriculation IFU, révision et définition d'un nouveau texte réglementaire (Décret)	1) l'évaluation du système d'immatriculation IFU permet de conclure quant à son degré d'efficacité pour : - la rapidité d'immatriculer les contribuables sur toute l'étendue du territoire, - détecter les doublons et les fausses immatriculations,		X				

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
2.2.1 : Maîtrise des techniques fiscales		2) En fonction des résultats de l'évaluation, le système IFU sera revu et un nouveau texte réglementaire (Décret) précise au moins les éléments suivants : - Les catégories de contribuables soumis à l'obligation d'immatriculation IFU (L'IFU ne s'applique pas par exemple à une personne physique sauf lorsque celle-ci exerce une activité rémunératrice régulière lui procurant un revenu autre qu'un salaire). - les éléments d'information pérennes permettant d'établir et de vérifier l'identité du contribuable, - une nouvelle structure du numéro d'immatriculation qui ne varie pas en fonction des modifications (activités, adresse, régime d'imposition) pouvant être effectuées. 3) Une instance (par exemple Conseil national pour la gestion du système IFU) est instituée par Décret. Elle est présidée par le ministre en charge de l'économie et du budget. Elle est composée de représentants des administrations concernées. 4) La DGI procède à la réimmatriculation (nouvel IFU) des contribuables enregistrés dans son fichier, et à l'immatriculation de tous les autres contribuables soumis à l'obligation d'immatriculation.	- Un rapport d'évaluation du système d'identifiant des contribuables est disponible - Un rapport portant recommandations pour l'amélioration du système d'identifiant des contribuables est disponible et exploité - Une instance nationale de décision pour la gestion du système IFU est mise en place et fonctionnelle - Un système informatisé d'immatriculation et d'attribution de l'IFU couvrant tout le territoire national est mis en place - Des opérations de réimmatriculation (nouvel IFU) des contribuables enregistrés et d'immatriculation de tous les autres contribuables soumis à l'obligation d'immatriculation sont faites	X				DGI
	<u>Activité 2.2.1.1.2</u> Mise en place par Décret d'une instance nationale de décision pour la gestion du système IFU	<u>Année 2017-2018</u>		X	X			
	<u>Activité 2.2.1.1.3</u> : Mise en place d'un système informatisé d'immatriculation et d'attribution de l'IFU couvrant tout le territoire national	3) Un système informatisé couvrant tout le territoire est mis en place pour faciliter l'enregistrement des demandes d'immatriculation et l'attribution de l'IFU.		X	X			
	<u>Activité 2.2.1.1.4</u> Opération de la réimmatriculation (nouvel IFU) des contribuables enregistrés et d'immatriculation de tous les autres contribuables soumis à l'obligation d'immatriculation.	4) La DGI procède à la réimmatriculation (nouvel IFU) des contribuables enregistrés dans son fichier, et à l'immatriculation de tous les autres contribuables soumis à l'obligation d'immatriculation.				X	X	
		<u>Année 2019 et suivantes</u> Les sanctions prévues par la loi sont appliquées à tous les contrevenants, à l'obligation d'immatriculation ou à l'obligation d'utiliser l'IFU.						
	<b>Action 2.2.1.2 : Amélioration des services rendus aux usagers</b>							DGI
2.2.2 Amélioration des techniques douanières	<b>Action 2.2.2.1 : Améliorer la maîtrise de la valeur en douanes</b>							DGDDI
	<u>Activité 2.2.3.1.1</u> : Elaboration et mise en œuvre d'un programme de renforcement des capacités de maîtrise de la valeur en douanes	<u>Année 2016</u> 1) Un programme de renforcement des capacités de maîtrise de la valeur en douanes est élaboré et mis en œuvre. <u>Années 2017 et suivantes</u> 2) Le programme de maîtrise de la valeur en douanes est mis en œuvre		X				
				X	X	X	X	
	<b>Action 2.2.2.2 : Mise en œuvre du Tracking douanière</b>							
	<b>Action 2.2.2.3 : Mise en exploitation du scanner à la recette des douanes de Cotonou Port</b>							
	<b>Action 2.2.2.4 : Certification du poids des marchandises</b>							
	<b>Action 2.2.2.5 : Projet de Migration vers SYDONIA World</b>							
	<b>Action 2.2.2.6 : Mise en place du procès-verbal simplifié (PVS)</b>							
	<b>Action 2.2.2.7 : Mise en place de l'intranet</b>							
	<b>Action 2.2.2.8 : Gestion des Bons Retour</b>							
	<b>Action 2.2.2.9 : Renforcer le contrôle Mobile</b>							
	<b>Action 2.2.2.10 : Automatisation du contrôle de l'exécution des services</b>							
	<b>Action 2.2.2.11 : Mettre en place un cadre permanent de concertation entre la douane et ses partenaires</b>							
	<b>Action 2.2.3.1 : Assurer la disponibilité, l'exhaustivité et l'accessibilité de l'information sur les droits et obligations des contribuables</b>		<b>PI-19</b>	X	X	X	X	DGI, DGDDI



# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
2.2.3 Qualité des relations entre les redevables et les administrations fiscales et douanières et civisme fiscal.	<u>Activité 2.2.3.1.1</u> Actualisation et mise en ligne des textes sur la législation fiscale et douanière (Code des impôts, Code des douanes, Textes non codifiés)	<u>Année 2016 et suivantes</u> 1) Les textes sur la législation fiscale et douanière (Code des impôts, Code des douanes, Textes non codifiés) sont actualisés chaque année et mis en ligne au plus tard dans le mois qui suit la promulgation de la loi de finances et, le cas échéant, de la loi de finances rectificative.		X	X	X	X	
	<u>Activité 2.2.3.1.2</u> : Actualisation des informations (notes explicatives sur les dispositions fiscales et douanières, rappels des échéances pour les déclarations et les formalités administratives) par la DGI et la DGDDI sur leurs sites web	2) La DGI et la DGDDI mettent en ligne sur leurs sites web : - des notes explicatives sur les dispositions fiscales et douanières, - des pages de réponses aux questions fréquentes, - les rappels des échéances pour les déclarations, - les formalités administratives et explications y afférentes.		X	X	X	X	
	<u>Activité 2.2.3.1.3</u> : Organisation des réunions d'information avec les organisations d'opérateurs économiques et autres partenaires nationaux	3) La DGI et la DGDDI organisent chacune de son côté, au moins une fois par an à l'occasion de la présentation du projet de loi de finances, des réunions d'information avec les organisations d'opérateurs économiques et autres partenaires nationaux (cf axe 5)			X	X		
	<u>Activité 2.2.3.1.4</u> : Mise en place d'une application permettant les téléprocédures pour les déclarations en lignes	<u>A partir de 2018</u> 4) Les téléprocédures sont progressivement développées pour les déclarations en ligne					X	
		<u>Année 2020</u> 5) Tous les contribuables du secteur formel peuvent déclarer et payer en lignes les principaux impôts.						
	<b>Action 2.2.3.2 : Assurer le fonctionnement et l'équité des systèmes de recours à l'encontre des décisions des administrations fiscales et douanières.</b>		<b>PI-19</b>					DGI, DGDDI
	<u>Activité 2.2.3.2.1</u> Développement des applications pour l'enregistrement et le suivi en ligne des dossiers de recours (les contribuables sont informés en ligne de l'enregistrement de leur dossier et de la disponibilité des réponses données à leur recours).	<u>Années 2016-2017</u> 1) La DGI et la DGDDI développent des applications pour l'enregistrement et le suivi en ligne des dossiers de recours (les contribuables sont informés en ligne de l'enregistrement de leur dossier et de la disponibilité des réponses données à leur recours).		X	X			
	<u>Activité 2.2.3.2.2</u> Production et publication des rapports d'analyse et de statistiques sur les recours et les suites qui leur sont données.	<u>Année 2016 et suivantes</u> 2) La DGID et la DGDDI produisent et publient chaque année un rapport d'analyse et de statistiques sur les recours et les suites qui leur sont données.		X	X	X	X	
	<b>Action 2.2.3.3 Développer les capacités d'évaluation des risques de fraude et d'évasion fiscales</b>		<b>PI-19</b>					

PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous- progra mmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
2.2.3 Qualité des relations entre les redevables et les administrations fiscales et douanières et civisme fiscal (Suite).	<u>Activité 2.2.3.3.1</u> Renforcement des services d'évaluation de risque de la DGDDI et de la DGI	1) Les services d'évaluation de risque de la DGDDI et de la DGI sont renforcés : - en effectifs formés à l'évaluation des risques, - en moyens de collecte de renseignements et de logiciel d'analyse des renseignements (Direction Nationale de Vérification et d'Enquêtes Fiscales (DNVEF) et Direction de Renseignement et des Enquêtes Douanières (DRED)).		X	X			DGI, DGDDI
	<u>Année2017 et suivantes</u>	2) Les services d'évaluation des risques de la DGID et de la DGDDI élaborent des cartographies de risque qu'elles actualisent et améliorent chaque année.		X	X	X	X	
	Action 2.2.3.4 : Renforcer l'étendue et l'efficacité des programmes de contrôle et de vérification		PI-19					
	<u>Activité 2.2.3.4.1</u> Elaboration des programmes annuels de vérification à partir des outils développés pour l'évaluation des risques.	1) Les administrations fiscale et douanière assurent le recours effectif à l'IFU pour l'identification des contribuables ;		X	X	X	X	
		2) Les programmes annuels de vérification sont élaborés à partir des outils développés pour l'évaluation des risques ;		X	X	X	X	
		3) Les administrations fiscale et douanière publient chaque année, sur leurs sites web respectifs, des statistiques sur les contrôles et vérifications effectués et les résultats obtenus, par type de contrôle, catégorie d'impôts, catégorie de contribuables, zone géographique, etc.;		X	X	X	X	
		4) Les administrations fiscale et douanière produisent un rapport annuel (un pour chaque DG) sur : - la couverture des contrôles et vérifications programmés et effectués, - l'évolution des différentes catégories de non-respect des obligations, sous déclarations, évasion fiscale, fraudes, etc, - l'application des sanctions prévues et leur efficacité. Les rapports sont soumis au ministre en charge des finances et transmis à l'ISC, l'IGF et L'IGE ou son équivalent;		X	X	X	X	
		5) La DGDDI produit une note mensuelle sur la mise en œuvre du programme de certification de la valeur dans laquelle elle détaille les données sur les infractions relevées, les montants des manques à percevoir et les suites données aux infractions.		X	X	X	X	
	Action 2.2.3.5 : Institution du statut des Opérateurs Economiques Agréés (OEA)							
Programme 2.3 : Amélioration du recouvrement et la comptabilisation des recettes budgétaires								
	Action 2.3.1.1 : Evaluation des performances et réorganisation des services des impôts							
	Action 2.3.1.2 : Fusion DGI et DGDDI			X				DGI, DGDDI

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
2.3.1 Comptabilisation des recettes fiscales et douanières	Action 2.3.1.3 : Renforcer les capacités techniques et matérielles du service informatique							
	Action 2.3.1.4 Mettre en place et assurer l'effectivité des dispositions du cadre harmonisé UEMOA relatives au Règlement général de la comptabilité publique et au Plan comptable.		PI-20					DGTCP DGID, DGDDI
	<u>Activité 2.3.1.4.1</u> :Elaborer les Etats financiers suivant le modèle de référence de l'UEMOA	<u>Année 2016</u> 1) Un Décret précise les conditions d'application du RGCP relatives à l'organisation et au recouvrement des recettes fiscales et douanières, (« Les comptables des administrations financières peuvent être organisés en réseaux de postes comptables comprenant des comptables supérieurs ou subordonnés, principaux ou secondaires, distincts du réseau du Trésor dans les conditions fixées par les réglementations nationales. Les opérations des comptables des administrations financières sont centralisées dans les écritures du Trésor » Directive 07 UEMOA, article 20). Le Décret précise notamment : - les conditions de désignation des comptables du réseau des administrations fiscale et douanière, - leurs obligations, - les conditions de mise en conformité des rôles et statuts, dans le réseau comptable, de l'organisme en charge de la gestion du guichet unique (SEGUB).		X	X	X	X	
	<u>Activité 2.3.1.4.2</u> : Mettre en place un nouveau dispositif d'élaboration du compte de gestion suivant les nouvelles exigences de la LOLF	<u>Année 2017 et suivantes</u> 2) La comptabilité administrative des recettes est tenue et est à jour conformément aux principes comptables. Les administrations fiscale et douanière produisent des situations de droits constatés et recouvrés selon les canevas et dans les délais définis par le ministère des Finances en fonction des besoins de gestion de la trésorerie, de l'élaboration du TOFE, de diffusion de l'information et de reddition des comptes.		X	X	X	X	
	<u>Activité 2.3.1.4.3</u> : Mettre en place un dispositif d'élaboration du tableau des opérations financières de l'Etat suivant une périodicité mensuelle	3) Les protocoles d'échanges d'informations entre le Trésor (RGT) et les comptables du réseau impôts et Douanes sur les recettes constatées et les recettes recouvrées sont définis par voie réglementaire et appliqués. Ils permettent la centralisation des opérations comptables dans les écritures du Trésor.		X				
	<u>Activité 2.3.1.4.4</u> : Relecture du plan comptable de l'Etat en vigueur	Le plan comptable de l'Etat en vigueur est relu et les instructions Comptables sont élaborées		X				
	<u>Activité 2.3.1.4.5</u> : Elaboration des instructions comptables			X				

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
2.3.2 Recouvrements des recettes fiscales et douanières et réduction des risques d'accumulation d'arriérés de recouvrement.	Action 2.3.2.1 : Organiser au minimum tous les mois des données sur les recettes, qui lui sont communiquées par les entités chargées du recouvrement de la plupart des recettes de l'administration centrale. Ces données sont ventilées par type de recettes et consolidées dans un rapport.		PI 20-I					DGTCP
	Activité 2.3.2.1.1 : Mise en place d'un réseau de centralisation mensuelle des recettes recouvrées	Un réseau de centralisation mensuelle des recettes recouvrées est mise en place		X				
	Activité 2.3.2.1.2 : Développement d'un système informatique de ventilation automatique des données par type de recettes	Un système informatique de ventilation automatique des données par type de recettes recouvrées est développé		X				
	Activité 2.3.2.1.3 : Elaboration d'un rapport mensuel des recettes recouvrées	Un rapport mensuel des recettes recouvrées est élaboré		X				
	Action 2.3.2.2 : Modernisation des moyens de paiement des impôts et taxes							
	Action 2.3.2.3 : Transfert des fonds perçus au minimum une fois par semaine au Trésor et autres organismes désignés par les entités chargées de recouvrer la plupart des recettes de l'administration centrale.		PI 20-II					
	Activité 2.3.2.3.1 : Elaboration d'un manuel de procédure pour le recouvrement et le transfert des fonds perçus au Trésor et aux autres organismes désignés	Un manuel de procédures pour le recouvrement et le transfert des fonds perçus au Trésor et aux autres organismes désignés est élaboré		X				
	Activité 2.3.2.3.2 : Renforcement des capacités des entités chargées de recouvrer les recettes de l'Administration Centrale pour un transfert journalier des fonds perçus	Des capacités des entités chargées de recouvrer les recettes de l'Administration Centrale pour un transfert journalier des fonds perçus sont renforcées		X				
	Action 2.3.2.4 : Rendre effective et efficace la télé déclaration et paiement en ce qui concerne les impôts d'Etat et l'introduction de l'utilisation des terminaux électroniques et paiement mobil en ce qui concerne les impôts locaux.							
	Action 2.3.2.5 Rapprocher les comptes d'attente a lieu au moins une fois par trimestre, dans les deux mois qui suivent la fin de chaque trimestre. Les comptes d'attente sont apurés dans les délais prévus, au plus tard à la clôture de l'exercice, sauf si cela est dûment justifié.		PI 27-II					

PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
2.3.2 Recouvrements des recettes fiscales et douanières et réduction des risques d'accumulation d'arriérés de recouvrement. (Suite)	<u>Activité 2.3.2.5.1</u> Former le personnel à l'utilisation de l'application de gestion et de suivi des heures de vacation	Le personnel est formé à l'utilisation de l'application de gestion et de suivi des heures de vacation		X				
	<u>Activité 2.3.2.5.2</u> Sensibiliser les régisseurs à la régularisation des ordres de paiement du Trésor	Les régisseurs sont sensibilisés à la régularisation des ordres de paiement du Trésor		X				
	<b>Action 2.3.2.6 : Renforcement du processus de recouvrement des arriérés et produire des données sur le stock et la composition des arriérés tous les trimestres dans les 8 semaines suivant la fin du trimestre</b>							
	<b>Action 2.3.2.7 : Veiller à ce que la part des arriérés de recettes à la fin du dernier exercice clos est inférieure à 20 % du total des recettes perçues pour l'exercice et les arriérés de plus de 12 mois représentent moins de 50 % du total des arriérés pour l'exercice.</b>		PI 19-IV					
	<u>Activité 2.3.2.7.1</u> : Apurement des arriérés des recettes caduques	Les arriérés des recettes caduques sont apurés		X				
	<u>Activité 2.3.2.7.2</u> : Mise en place au niveau des régies de la procédure d'admission en non valeur des recettes caduques	La procédure d'admission en non valeur des recettes caduques est mise en place au niveau des régies		X				
	<u>Activité 2.3.2.7.3</u> Renforcement des actions en recouvrement sur les arriérés de recettes	Les actions en recouvrement sur les arriérés de recettes sont renforcées		X				
	<b>Action 2.3.2.8 : Organiser le transfert au Trésor des recettes recouvrées dans les délais compatibles avec l'optimisation de la gestion, de la trésorerie.</b>		PI-20	X	X	X	X	DGTCP DGID, DGDDI
	<u>Activité 2.3.2.8.1</u> : Sensibilisation des régies financières et les régies de recettes sur le reversement quotidien des recettes recouvrées	<u>Année 2017 et suivantes</u> 1) Les recettes recouvrées par les administrations fiscales et douanières sont reversées quotidiennement sur les comptes du Trésor. Des dérogations à cette disposition pourront être accordées de manière temporaire par le ministre des Finances, sur demande motivée des Directeurs des administrations fiscales ou douanières et après avis du DGTCP.		X	X	X	X	
		2) Les procédures de crédits d'enlèvement sont adaptées à la nouvelle organisation comptable et garantissent la fiabilité de leur suivi et la limitation des risques d'arriérés pour leur recouvrement.		X	X	X	X	
		3) Les services du Trésor et ceux des administrations fiscale et douanière procèdent aux rapprochements mensuels des comptes de recettes dans un délai maximum de quatre semaines. Les rapprochements portent sur les droits constatés, les droits recouvrés, les transferts au Trésor et les arriérés de recouvrement.		X	X	X	X	

PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
2.3.3 Recouvrement des recettes non fiscales		4) Le Trésor produit les situations mensuelles sur les arriérés de recouvrement ainsi que la situation qui, conformément à LOLF, doit être jointe au projet de loi de finances.		X	X	X	X	DGTCP
		5) Le Trésor procède régulièrement à la régularisation comptable des arriérés de recouvrement admis en non-valeur.						
	Action 2.3.2.9 : Dématérialisation des procédures douanières							
	Action 2.3.3.1 : Assurer la conformité du recouvrement des recettes non fiscales avec le cadre législatif et réglementaire		PI-20	X	X			
	Activité 2.3.3.1.1 : Confection d'un repertoire exhaustif du cadre législatif et réglementaire des RNF	Année 2016 1) Instruction est donnée par le Ministre en charge des finances au comptable principal des recettes (Receveur général du Trésor) et à l'Inspecteur général des finances de l'informer, par note circonstanciée de tout prélèvement opéré durant l'année 2016 par une administration et non explicitement prévu par une loi de finances. La note est transmise pour information à l'Institution supérieure de contrôle (Chambre des comptes). La même action sera renouvelée en 2017.		X				
	Activité 2.3.3.1.2 : Assurance d'une base juridique pour toutes les RNF recouvrées	2) Le dispositif de recouvrement des redevances et droits administratifs est revu et les règles suivantes sont appliquées : - tous les prélèvements sont effectués par des régisseurs dûment habilités. Le RGT en tient une liste exhaustive et à jour, - un arrêté du ministre des Finances fixe les modalités de perception des recettes, de leur comptabilisation et de leur reversement intégral au Trésor, - le Trésor enregistre l'intégralité des recettes en compte de recettes budgétaires.		X	X	X	X	
	Activité 2.3.3.1.3 : Mise à la disposition des acteurs d'un logiciel de gestion du recouvrement des recettes non fiscales	Années 2017 et suivantes 3) Les droits et redevances administratives sont recouverts et reversés au Trésor conformément à la législation et la réglementation en vigueur. Aucun prélèvement ni aucune « ristourne » ne peuvent être effectués au profit de l'administration en charge du recouvrement.		X				
	Action 2.3.3.2 Moderniser les rôles et les moyens de paiement (l'utilisation des terminaux électroniques et paiement mobile)							DGTCP, ANDF
	Action 2.3.3.3 Réformer les systèmes de retenues à la source et de gestion des crédits d'impôts		PI-12 PI-20	X	X	X	X	
	Activité 2.3.3.3.1 Mise en place d'un cadre de travail entre la DGTCP, la DGB (dépenses en capital), la DGML, la DGI, la DGPED pour l'évaluation du patrimoine de l'Etat	Année 2016 et suivantes 1) La DGTCP dresse chaque année la liste des actifs financiers et non financiers détenus par l'Administration centrale.		X	X	X	X	

PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
	<u>Activité 2.3.3.3.2</u> : Emission régulière par la DGB des ordres de recettes pour les montants attendus des revenus du patrimoine de l'Etat	2) La DGTCP tient un fichier central actualisé de tous les biens immobiliers mis en location. Elle établit chaque mois un état des loyers perçus et au moins une fois par trimestre, une situation des arriérés de loyers dus à l'Etat.		X	X	X	X	
	<u>Activité 2.3.3.3.3</u> : Recouvrement des ordres de recettes après prise en charge par la DGTCP et rapprochement semestriel entre les recettes attendues et recouvrées	3) La DGTCP constate les dividendes dus par chaque entreprise dans laquelle l'Etat détient des participations à partir des bilans comptables qui lui sont obligatoirement transmis par ces entreprises.			X			
	Action 2.3.3.4 : Assurer le recouvrement de l'intégralité des revenus du patrimoine de l'Etat							
Programme 2.4 : Amélioration des capacités de mobilisation de ressources autres que les recettes budgétaires								
2.4.1 Mobilisation de l'aide au Développement	Action 2.4.1.1 Renforcer les cadres de concertation avec les partenaires techniques et financiers			X	X	X	X	CAA DGTCP DGB DGAE BCEAO CSPEF
	Action 2.4.1.2 Poursuivre le renforcement de la gestion de la dette selon les standards internationaux		PI-13	X	X			
	<u>Activité 2.4.1.2.1</u> Initier un projet d'arrêté sur la procédure d'audit de gestion de la dette publique, le faire valider par la Commission Nationale de l'Endettement avant de le soumettre à l'appréciation du MEF	<u>Année 2016</u> 1) Le cadre juridique de gestion des garanties de l'Etat et de rétrocession de prêts publics est renforcé		X	X			
	<u>Activité 2.4.1.2.2</u> Procéder à l'acquisition de scanners et logiciels pour la Gestion électronique des documents	2) Une procédure d'audit de gestion de la dette publique est instituée ;		X	X	X	X	
	<u>Activité 2.4.1.2.3</u> : Procéder à la numérisation des conventions de financement en vue de leur conservation et sécurisation	<u>Année 2016 et suivantes</u> (voir aussi 1.1.2.2) 3) La CAA publie régulièrement sur son site web et conformément à un programme de publication annuel préétabli, les statistiques périodiques sur l'encours et le service de la dette, le rapport annuel sur la stratégie d'endettement, le cas échéant le rapport d'audit sur la gestion de la dette. Les statistiques publiées portent sur l'intégralité de la dette de l'Etat (intérieure, extérieure, garanties, avals..).		X	X	X	X	
	<u>Activité 2.4.1.2.4</u> : Rédiger le rapport annuel de gestion de la dette publique	4) La CAA dispose d'un système de conservation, de sécurisation et d'archivage des conventions de financement.		X	X	X	X	
	<u>Activité 2.4.1.2.5</u> : Mettre ledit rapport en ligne en vue de sa diffusion.	5) Le rapport annuel sur la gestion de la dette est élaboré et publié chaque année.						
	Action 2.4.1.3 : Poursuivre le renforcement des capacités de suivi de la mobilisation de l'aide extérieure		PI-13 PI-14 Mesures DeMPA	X	X			CAA

PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous- progra mmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre	
	<u>Activité 2.4.1.3.1</u> : Atelier de formation des utilisateurs de SIGAPD	<u>Année 2016-2017</u> 1) la CAA poursuit la mise en exploitation et la généralisation de l'utilisation du Système Intégré de Gestion de l'Aide Publique au Développement (SIGAPD)			X	X	X	<u>CAA</u> , DGTCP, DGB	
	<u>Activité 2.4.1.3.2</u> : Démarrage de l'utilisation du SIGAPD par quelques projets pilotes (nouveaux projets)	<u>Années 2018 et suivantes</u> 2) Le SIGAPD est opérationnel. La CAA produit un rapport annuel sur la mobilisation des ressources extérieures.							
	<u>Activité 2.4.1.3.3</u> : Collecte de données sur les conventions de financements pour la mise à jour de la base exhaustive des prêts et dons								
2.4.2 Mobilisation de ressources de financements autres que ceux de l'aide extérieure	<b>Action 2.4.2.1 : Développer des capacités d'analyses pour la recherche de financements intérieurs au moindre coût du budget.</b>		<b>PI-14</b>						
	<u>Activité 2.4.2.1.1</u> Mise en place d'un dispositif de concertation et d'analyse pour les éventuels recours aux emprunts intérieurs de moyen et long terme.	<u>Année 2017</u> 1) Un dispositif de concertation impliquant la CAA la DGB et DGTCP est conçu pour les éventuels recours aux emprunts intérieurs de moyen et long terme.		X					
	<b>Action 2.4.2.2 Organiser et sécuriser le recours au Partenariat Public-Privé pour le financement de projets d'investissements.</b>								
<b>Programme 2.5 : Amélioration des recettes des Collectivités Locales</b>									
2.5.1 Mobilisation des ressources propres des Collectivités Locales	<b>Action 2.5.1.1 Réaliser l'adressage des contribuables des collectivités locales</b>							DGI, ANCB; UGR, Ministère Décentralisation	
	<u>Activité 2.5.1.1.1</u> : Recensement exhaustif du foncier bâti et non bâti ainsi que les activités	Année 2017 Le recensement exhaustif est fait dans 20 Communes avec immatriculation et constitution des bases de données: De façon conjointe, le Ministre en charge des Finances, celui de la décentralisation et l'ANCB, procéderont à la sélection des 20 premières communes devant bénéficier de l'appui		X					
	<u>Activité 2.5.1.1.2</u> : Immatriculation des bâtiments et des parcelles			X					
	<u>Activité 2.5.1.1.3</u> : Constitution des bases de données			X					
	<b>Action 2.5.1.2 : Modernisation des moyens de paiement pour la collecte des taxes et impôts locaux</b>								
	<u>Activité: 2.5.1.2.1</u> : Rendre effective et efficace la télé déclaration et paiement en ce qui concerne les impôts d'Etat et l'introduction de l'utilisation des terminaux électroniques et paiement mobile en ce qui concerne les impôts locaux	Année 2017 : Recrutement d'un cabinet pour la mise en place d'un système de télé déclaration et de collecte electronique des impôts et taxes locaux dans 5300 villages ainsi que le paiement et l'utilisation des terminaux électriques sont effectives. La DGI sensibilise les opérateurs économiques sur la télé déclaration et paiement en concertation avec les banques. Acquisition de matériels terminaux électriques et des cartes magnétiques pour au moins les 20 communes sélectionnées. Formation des agents collecteurs et sensibilisation							
<u>Activité: 2.5.1.2.2</u> : Acquisition de matériels, de carte magnétique pour les contribuables, formation des agents collecteurs, sensibilisation									



# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
2.5.1 Mobilisation des ressources propres des Collectivités Locales (suite)	<b>Action 2.5.1.3 : Réformer la fiscalité locale pour l'adapter aux contextes économiques actuels. Moderniser les rôles et les moyen de paiement (utilisation électroniques et paiement mobil)</b>							
	<u>Activité 2.5.1.3.1</u> : Réforme des impôts et redevances au niveau des collectivités décentralisées	Année 2017: Les impôts fonciers sont réformés: Un comité restreint (DGI; ANCB; UGR; Ministère en charge de la décentralisation) est mis en place par la DGI sur instruction du Ministre en charge des finances. Les conclusions des travaux seront envoyées aux PTF et CL pour observations. Année 2018: Réforme à introduire dans la loi de finances gestion 2019						
	<u>Activité 2.5.1.3.2</u> : Evaluation et réforme de la Taxe de Développement Local (TDL)	Année 2017: La TDL est évaluée et réformée: Recensement des travaux et conclusions sur la TDL et une mini concertation en vue d'introduire les propositions dans la loi de finances gestion 2018						
	<u>Activité 2.5.1.3.3</u> : Evaluation des effets de la Taxe Professionnelle Synthétique (TPS) sur les finances des CL et de l'Etat en vue d'une réforme plus adaptée	Année 2017 Les effets de la TPS sur les finances des CL et de l'Etat sont évalués et une proposition de réforme est faite: Etude						
	<u>Activité 2.5.1.3.4</u> : Elaboration d'un guide des taxes et impôts locaux	Année 2017 : Un guide des taxes et impôts locaux est élaboré						
	<b>Action 2.5.1.4 : Adopter un seul logiciel provisoire de production des comptes administratifs des Collectivités Locales, porté par le ministère en charge de la décentralisation</b>							<u>Ministère en charge de la décentralisation</u>
2.5.2 Gestion comptable et budgétaire des Collectivités Locales	<u>Activité 2.5.2.1.1</u> : Analyse diagnostique des logiciels (LGBCO et GBCO) par le ministère en charge de la Décentralisation	<u>Année 2017</u> : Le Ministère en charge de la Décentralisation met en place un comité pour évaluer et diagnostiquer les deux logiciels existants. Des propositions seront faites pour la conception d'un logiciel unique dont le Ministère détiendra la pleine propriété.						<u>Ministère en charge de la décentralisation</u>
	<u>Activité 2.5.2.1.2</u> : Conception d'un seul logiciel standard adapté aux exigences des CL et dont le Ministère en charge de la décentralisation dispose de la pleine propriété.	<u>Année 2018</u> : Un logiciel standard adapté aux exigences des CL est conçu et est déployé dans toutes les communes avec formation des acteurs. Il sert à la gestion de leur budget et aux contrôles a priori qu'exerce le contrôle financier sur les engagements et la liquidation des dépenses. Il sert à produire les comptes administratifs						Ministère en charge des finances
	<u>Activité 2.5.2.1.3</u> : Déploiement du logiciel et formation dans toutes les communes avec une note du Ministère en charge de la décentralisation exigeant la production des comptes administratifs par ledit logiciel							
	<b>Action 2.5.2.2 : Internaliser la Directive n°01/2011/CM/UEMOA du 24 juin 2011 portant Régime Financier des Collectivités Locales</b>							
	<u>Activité 2.5.2.2.1</u> : Elaboration d'une fiche faisant le point de la démarche actuelle et celle à suivre	<u>Année 2017</u> Instruction conjointe du Ministre de la Décentralisation et celui des finances afin de situer la démarche à suivre pour avoir le texte final avec l'avis conforme de la Commission de l'UEMOA. Transmission à l'Assemblée Nationale pour vote. Formation						
	<u>Activité 2.5.2.2.2</u> : Internalisation de la directive, formation							

**AXE 3 : RENFORCER LES CAPACITES DE MAITRISE DE L'EXECUTION DES BUDGETS**

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
<b>Programme 3.1 : Amélioration de la prévisibilité à court terme des opérations financières de l'Etat</b>								
3.1.1 Renforcer la prévisibilité à court terme des opérations financières de l'Etat	<b>Action 3.1.1.1: Développer les capacités de production du tableau mensuel des opérations financières de l'Etat (TOFE) dans des délais compatibles avec les besoins de maîtrise des équilibres budgétaires.</b>		PI-21 PI-22 PI-23	X				CSPEF et DGTCP, DGAE, DGB, Comité PIB-TOFE,
	<u>Activité 3.1.1.1.1</u> : Renforcement de la réglementation pour limiter strictement les dépenses sans engagement ou sans ordonnancement préalable	<u>Année 2017</u> 1) La réglementation est renforcée pour limiter strictement les dépenses sans engagement ou sans ordonnancement préalable. Elle fixe un délai maximum (un mois) pour leur régularisation.		X				
		2) La DGTCP (Payeur) produit chaque mois, à l'appui du TOFE, un état développé des dépenses réalisées sans engagement préalable et des dépenses régularisées.						
	<u>Activité 3.1.1.1.2</u> : Rendre fiables les logiciels SIGFIP et ASTER et faire en sorte que leurs liens permettent la tenue de la comptabilité de base ainsi que la disponibilité des données sur l'exécution du budget à toutes les phases de la dépense, depuis l'engagement jusqu'au paiement.	Années 2017 et suivantes 3) Les logiciels SIGFIP et ASTER sont fiabilisés et leurs liens permettent la tenue de la comptabilité base droits constatés ainsi que la disponibilité des données sur l'exécution du budget à toutes les phases de la dépense, depuis l'engagement jusqu'au paiement.		X	X	X	X	
	<u>Activité 3.1.1.1.3</u> : Rendre fonctionnel l'interface SIGFIP/ASTER	4) La DGTCP produit chaque mois un tableau des titres en instance de paiement distinguant ceux ordonnancés depuis plus de trois mois.		X	X	X	X	
		5) Le service en charge de l'élaboration du TOFE produit le TOFE mensuel extra-comptable, base ordonnancement, dans un délai de 10 jours.		X	X	X	X	
		<u>Année 2017</u> 6) Le logiciel ASTER est fiabilisé. Il produit les balances comptables consolidées du Trésor dans un délai n'excédant pas 20 jours, ainsi qu'un TOFE comptable base prise en charge comptable.		X				
		7) l'interface SIGFIP/ASTER est fonctionnelle. Il permet de disposer des informations sur les dépenses depuis l'engagement, jusqu'au paiement.		X				
		<u>Année 2018 et suivantes</u> 8) Dès l'achèvement des travaux d'actualisation et d'adaptation des logiciels SIGFIP et ASTER à la budgétisation de programme et à la comptabilité base droits constatés, la DGTP produit chaque mois le TOFE comptable conforme à la Directive UEMOA 2009.			X			
		<u>Année 2019 et 2020</u> 9) Le champ du TOFE sera élargi progressivement aux organismes de protection sociale, puis aux EPA, puis aux Collectivités territoriales				X	X	

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
3.1.1Renforcer la prévisibilité à court terme des opérations financières de l'Etat (suite)	Action 3.1.1.2 Développer les capacités de production d'un TOFE prévisionnel actualisé pour l'année en cours.		PI-20 PI-21					DGB DGAE, DGDDI, DGID, DGTCP
	Activité 3.1.1.2.1 Définition d'un protocole d'actualisation du TOFE prévisionnel mensualisé	Année 2016 1) Un protocole d'actualisation du TOFE prévisionnel mensualisé est défini par le Comité PIB-TOFE.		X				
	Activité 3.1.1.2.2 Faire prendre un arrêté par le Ministre en charge des Finances pour instaurer le Protocole d'actualisation mensuel du TOFE prévisionnel	Année 2017 2) Le Protocole d'actualisation mensuel du TOFE prévisionnel est instauré par instruction ministérielle. Le TOFE prévisionnel est mis à la disposition des gestionnaires chaque mois, en même temps que le TOFE réalisation		X				
		Année 2018 et suivantes 3) Le TOFE prévisionnel mensualisé est revu pour être conforme à celui de la Directive 2009.			X	X	X	
Programme 3.2 Renforcement de la gestion de la trésorerie et amélioration de la disponibilité de la trésorerie pour l'exécution du budget								
3.2.1 Renforcement des capacités de mobilisation des ressources de trésorerie	Action 3.2.1.1 Assurer le respect des règles en matière de transfert des recettes budgétaires sur les comptes du Trésor		PI-21					DGTCP
	Activité 3.2.1.1.1 Mise en place d'un système de suivi régulier du respect des règles en matière de transfert des recettes budgétaires sur les comptes du Trésor	Les règles en matière de transfert des recettes budgétaires sur les comptes du Trésor sont respectées						
	Action 3.2.1.2 Mettre en place le Compte unique du Trésor (CUT)		PI-21					DGTCP, BCEAO
	Activité 3.2.1.1.1 Finalisation et adoption des textes réglementaires sur les modalités de gestion du CUT et les obligations des parties prenantes nationales (DGTCP, BCEAO, EPA, Organismes de protection sociale, Collectivités territoriales)	Année 2016 1) Les projets de textes réglementaires sur les modalités de gestion du CUT et les obligations des parties prenantes nationales (DGTCP, BCEAO, EPA, Organismes de protection sociale, Collectivités territoriales) sont finalisés et adoptés.		X				
	Activité 3.2.1.1.2 Mise en place et opérationnalisation du système CUT	Année 2017 2) Le système CUT est mis en place : - tous les établissements publics à caractère administratif et toutes les administrations publiques ont un compte ouvert à la BCEAO. Ce compte est un sous-compte du compte unique du Trésor, - tous les comptes ouverts auprès des banques commerciales (exceptés les comptes de projets financés sur ressources extérieures) sont fermés, à l'exception de ceux dont le maintien est justifié		X				
		3) Un plan de transferts sur le CUT des comptes de projets financés sur ressources extérieures est préparé par la DGTCP en concertation avec les partenaires techniques et financiers, la Banque centrale et les banques concernées.		X				

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
3.2.1 Renforcement des capacités de mobilisation des ressources de trésorerie (suite)	<u>Activité 3.2.1.1.2:</u> Mise en place et opérationnalisation du système CUT (suite)	<u>Année 2018 et suivantes</u> 4) Le CUT est fonctionnel. Il intègre progressivement tous les comptes de projets financés sur ressources extérieures.			X	X	X	<u>DGTCP,</u> BCEAO
		5) Seuls les comptes dûment autorisés et figurant sur une liste tenue à jour par la DGTCP sont ouverts auprès des banques commerciales. Leur solde est communiqué au moins une fois par mois au Trésor.			X	X	X	
		6) Le Trésor effectue une fois par mois le rapprochement de tous les comptes bancaires.			X	X	X	
		7) Le Trésor produit chaque mois, à l'appui du TOFE, une situation des disponibilités de trésorerie incluant et distinguant celles auprès du CUT, celles auprès des banques commerciales et les encaisses des comptables publics du réseau Trésor et du réseau des recettes fiscales.			X	X	X	
3.2.2 Gestion de la trésorerie	<b>Action 3.2.2.1 : Instaurer la gestion prévisionnelle de la trésorerie</b>		<b>PI-21</b>					<u>DGTCP,</u> CAA
	<u>Activité 3.2.2.1.1:</u> Elaboration et instauration du protocole d'actualisation du TOFE base caisse.	<u>Année 2017</u> 1) Le protocole d'actualisation du TOFE (voir 3.1.1.2) est complété par des procédures d'actualisation du TOFE base caisse.		X				
		<u>Année 2018 et suivantes</u> 2) Les TOFE base caisse, réalisations et prévisions actualisées, sont produits chaque mois.			X	X	X	
	<u>Activité 3.2.2.1.2:</u> Mise en place d'un programme annuel de recours aux emprunts de trésorerie	3) la DGTCP établit en début d'année un programme annuel de recours aux emprunts de trésorerie. Le programme est actualisé chaque trimestre.			X	X	X	
	<b>Action 3.2.2.2: Assurer un suivi hebdomadaire des disponibilités de trésorerie et de leur affectation</b>		<b>PI-21</b>					<u>DGTCP,</u> DGID, DGDDI, DGB, DCF, BCEAO
	<u>Activité 3.2.2.2.1:</u> Elaboration d'un tableau de bord hebdomadaire de trésorerie pour les besoins du comité de trésorerie.	<u>Année 2016</u> 1) Un tableau de bord hebdomadaire de trésorerie est élaboré pour les besoins du comité de trésorerie. Ce tableau contient des données synthétiques sur flux de trésorerie en cours et ceux attendus à brève échéance, les instances; arriérés de paiement, les échéances de la dette , etc..		X				
		<u>Années 2017 et suivantes</u> 2) Le tableau hebdomadaire de trésorerie est amélioré en fonction des progrès réalisés pour la gestion prévisionnelle de la trésorerie.			X	X	X	

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
<b>Programme 3.3 Renforcement du contrôle de l'exécution des dépenses et son adaptation à la budgétisation par programme</b>								
3.3.1 Renforcement et amélioration de l'efficacité du contrôle de l'engagement des dépenses, de la liquidation et de l'ordonnement	<b>Action 3.3.1.1: Supprimer dans les budgets des ministères les lignes de dépenses non réparties et limiter les dépenses sans engagement préalable.</b>		PI-25					DGB
	<u>Activité 3.3.1.1.1:</u> Faire prendre en conseil des Ministres une décision qui autorise la suppression dans les budgets des ministères les lignes de dépenses non réparties et limiter les dépenses sans engagement préalable.	Les lignes de dépenses non réparties sont supprimées dans les budgets des ministères et les dépenses sans engagement préalable sont limitées.						
	<b>Action 3.3.1.2: Revoir les modalités de contrôle des dépenses pour améliorer leur efficacité et réduire les délais d'exécution des dépenses</b>							CE, ARMP, DGB
	<u>Activité 3.3.1.2.1:</u> Mettre en place un système de vérification des prix basé sur des analyses statistiques des prix d'achat de matériels, fournitures et services courants existants dans SYGFIP	<u>Années 2016 et 2017</u> 1) Un système de vérification de prix, basé sur des analyses statistiques des prix, est défini et mis en place pour le contrôle des achats de matériels, fournitures et services courants de fonctionnement.		X				
	<u>Activité 3.3.1.2.2:</u> Revoir la procédure de demande de cotation afin de la limiter aux dépenses de matériel, aux services non courants et dont les prix ne peuvent être connus par méthode d'observation statistiques	2) La procédure de demande de cotation est revue et limitée aux dépenses de matériels ou services non courants et dont les prix ne peuvent être connus par méthodes d'observations statistiques.		X				
	<u>Activité 3.3.1.2.3:</u> Faire adopter par le Conseil des Ministres un décret fixant le cadre réglementaire de mise en place du contrôle interne budgétaire par les ordonnateurs	<u>Année 2016 et suivantes</u> 3) Les applications informatiques d'aide aux vérifications du contrôle financier (contrôle des prix, de la qualité des fournisseurs, etc.) sont améliorés et/ou développés.		X	X	X	X	
	<u>Activité 3.3.1.2.4:</u> Elaborer un manuel d'évaluation du contrôle interne des ordonnateurs	Un manuel d'évaluation du contrôle interne des ordonnateurs est élaboré.		X	X	X	X	
	<u>Activité 3.3.1.2.5:</u> Organiser à titre expérimental une évaluation à postériori des résultats et performances des programmes publics.	L'évaluation à postériori des résultats et performances des programmes publics est organisée		X	X	X	X	
	<u>Activité 3.3.1.2.6:</u> Mettre en place un système d'information du contrôle financier permettant une gestion informatisée des dossiers.	Le système d'information du contrôle financier permettant une gestion informatisée des dossiers est mis en place		X	X	X	X	
	<b>Action 3.3.1.3 Assurer l'effectivité du contrôle a priori de l'engagement de dépenses pour toutes les administrations centrales (y compris les EPA)</b>		PI-25					CE

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
3.3.1 Renforcement et amélioration de l'efficacité du contrôle de l'engagement des dépenses, de la liquidation et de l'ordonnancement (suite)	<u>Activité 3.3.1.3.1</u> : Faire réviser en collaboration avec la DGPEP, le cadre législatif relatif à l'organisation et au fonctionnement des entreprises et établissements publics pour mettre en conformité avec le nouveau RGCP	<u>Année 2017</u> 1) Le CF poursuit le renforcement de ses compétences et assure l'effectivité du contrôle de l'engagement pour la totalité des dépenses du budget de l'Etat.		X				
	<u>Activité 3.3.1.3.2</u> : Définir par un arrêté du Ministre en charge des Finances, la liste des EPA devant recevoir des délégations du contrôle financier	2) En application du Règlement général de la comptabilité publique, le contrôle a priori de l'engagement des dépenses est appliqué à tous les établissements publics à caractère administratifs. Ce contrôle est exercé par des contrôleurs financiers relevant du Contrôle financier. (voir aussi 4.1.2.2)		X				
	<u>Activité 3.3.1.3.3</u> : Mettre en place les délégations du contrôle financier auprès des EPA identifiés			X				
	<b>Action 3.3.1.4: Adapter le contrôle de l'engagement à la budgétisation par programmes et à la déconcentration de la fonction d'ordonnateur de la dépense.</b>		PI-25					DCF
	<u>Activité 3.3.1.4.1</u> : Actualiser la nomenclature des pièces justificatives en l'adaptant à la budgétisation par programme	<u>Année 2016-2017</u> 1) Les textes réglementaires appuyant les contrôles a priori tels que les arrêtés portant sur les listes de pièces justificatives, ainsi que les manuels de contrôle sont revus pour être adaptés à la budgétisation par programmes		X				
	<u>Activité 3.3.1.4.2</u> : Définir par un arrêté du MEF les modalités de la tenue de la comptabilité des dépenses engagées par les contrôleurs financiers	2) Les modalités de la tenue de la comptabilité des dépenses engagées (article 89 de la Directive 2009 sur le RGCP) sont précisées par voie réglementaire.		X				
	<u>Activité 3.3.1.4.3</u> : Définir par arrêté du MEF les modalités d'allègement du contrôle de l'engagement des dépenses			X				
	<u>Activité 3.3.1.4.4</u> : Renforcer les capacités du personnel par des formations qualifiantes			X				
	<b>Action 3.3.1.5: Adapter les autres contrôles a priori de la phase budgétaire de l'exécution de la dépense à la budgétisation par programmes et à la déconcentration de la fonction d'ordonnateur de la dépense</b>		PI-25					DCF
	<u>Activité 3.3.1.5.1</u> : Les textes réglementaires et manuels pour la liquidation et l'ordonnancement des dépenses sont revus pour être adaptés à la budgétisation par programme.	<u>Années 2016-2017</u> 1) Les textes réglementaires et manuels pour la liquidation et l'ordonnancement des dépenses sont revus pour être adaptés à la budgétisation par programme.		X				
	<b>Action 3.3.1.6 : Rationalisation de la fonction de contrôle financier</b>							
	<u>Activité 3.3.1.6.1</u> : Mettre en place une nouvelle modalité de visa : le visa sous réserve			X				
	<u>Activité 3.3.1.6.2</u> : Mettre en place des contrôles hiérarchisés			X				

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
3.3.1 Renforcement et amélioration de l'efficacité du contrôle de l'engagement des dépenses, de la liquidation et de l'ordonnancement (suite 2)	<b>Action 3.3.1.7 : Renforcement de la transparence budgétaire et développement de mécanismes de contrôle citoyen de l'action publique</b>							<u>DCF</u>
	<u>Activité 3.3.1.7.1:</u> Déploiement des délégations du Contrôle Financier au niveau des postes diplomatiques							
	<u>Activité 3.3.1.7.2:</u> Extension du contrôle financier aux dépenses des établissements publics à caractère administratif et des collectivités locales							
	<b>Action 3.3.1.8 : Orientation de la stratégie de contrôle vers une meilleure gestion des risques</b>							
	<u>Activité 3.3.1.8.1:</u> Poursuite et finalisation de l'élaboration de la cartographie des risques par ministère et institution de l'Etat							
	<u>Activité 3.3.1.8.2:</u> Edition et impression du document de cartographie							
	<b>Action 3.3.1.9: Engager les travaux visant la dématérialisation des procédures</b>		PI-25					
	<u>Activité 3.3.1.9.1:</u> Développement des modules permettant l'adaptation progressive du SIGFIP à la dématérialisation des contrôles a priori de l'engagement, la liquidation et l'ordonnancement ;	<u>Année 2019 et suivantes</u> 1) SIGFIP est progressivement adapté à la dématérialisation des contrôles a priori de l'engagement, la liquidation et l'ordonnancement.				X	X	
	<u>Activité 3.3.1.9.2</u> Faire prendre un décret qui précise les dispositions de la dématérialisation des procédures	2) Les textes réglementaires autorisent la dématérialisation des procédures pour lesquelles les tests de sécurisation ont été probants.				X	X	
	<b>Action 3.3.1.10 : Simplification des nouvelles procédures et actualisation du macro processus d'exécution du budget</b>							<u>DGB</u>
	Activité 3.3.1.10 .1 : Simplifier les procédures d'exécution des dépenses publiques							
	Activité 3.3.1.10 .2 : Actualiser le macro processus d'exécution du budget							
	Activité 3.3.1.10 .3: expérimenter par circulaire du MEF, la nouvelle procédure d'exécution du budget							
	<b>Action 3.3.1.11 : Formation des acteurs de la chaîne des dépenses à l'exécution efficiente des dépenses publiques</b>							<u>DGB</u>
	Activité 3.3.1.11 .1 : Préalable à l'organisation de la formation							

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
<b>3.3.1 Renforcement et amélioration de l'efficacité du contrôle de l'engagement des dépenses, de la liquidation et de l'ordonnancement (suite 3)</b>	Activité 3.3.1.11 .2 : Organisation de la session de formation							
	<b>Action 3.3.1.12 : Renforcer les capacités en matière d'appui conseil à la gestion budgétaire</b>							<u>DGB</u>
	Activité 3.3.1.12 .1 : Elaborer le projet de Statut particulier des Conseiller Budgétaires							
	Activité 3.3.1.12 .2 : Elaborer le plan de carrière des Conseiller Budgétaires							
	Activité 3.3.1.12 .3 : Faire prendre en Conseil des Ministres un décret portant Statut particulier des Conseiller Budgétaires							
	Activité 3.3.1.12 .4 : Renforcer les capacités du personnel de la CRB-DGB							
	Activité 3.3.1.12 .5 : Elaborer un canevas d'élaboration du rapport semestriel sur le suivi physique et financier de l'exécution des dépenses d'investissement publics							
	Activité 3.3.1.12 .6 : Disséminer et publier les recommandations issues des rapports sur l'exécution des dépenses d'investissement							
	Activité 3.3.1.12.7 : Elaborer la charte de gestion des programmes							
	<b>Action 3.3.1.13 : Cartographie des dépenses non comptabilisées dans les états financiers</b>							<u>DGB</u>
	Activité 3.3.1.13.1: Mettre en place un comité technique							
	Activité 3.3.1.13.2 : Faire la cartographie des dépenses							
	Activité 3.3.1.13.3 : Sensibiliser les membres du gouvernement sur la nécessité de réduction des dépenses non comptabilisées dans les états financiers							
	Activité 3.3.1.13.4 : Intégrer ces dépenses dans le système d'informations							
	<b>Action 3.3.1.14 : Elaborer le manuel de procédures de la DGB</b>							<u>DGB</u>
	Activité 3.3.1.14.1: Disposer d'un manuel de procédure à la DGB							
<b>3.3.2 Dimatériaturation des structures de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique</b>	<b>Action 3.3.2.1 : Mise en production de la plateforme STAR-UEMOA pour les transferts de fonds à l'international</b>							<u>DGTCP</u>
	<b>Action 3.3.2.2 : Généraliser les chèques normalisés à tous les comptes des correspondants du trésor</b>							



# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
	Action 3.3.2.3 : Simplifier les procédures en phase comptable de l'exécution des dépenses publiques							
	Action 3.3.2.4 : Instaurer la dématérialisation dans le cadre de la gestion budgétaire et comptable publique (Etat, commune et EPA)							
<b>Programme 3.4 Modernisation et professionnalisation du système de passation des marchés publics (y compris adaptation du code de marché public au nouveau cadre PPP)</b>								
3.4.1 Cadre législatif et réglementaire	Action 3.4.1.1 : Révision du code des marchés publics et des textes réglementaires y afférent							
	Activité 3.4.1.1.1: Rédaction du nouveau code des marchés publics et des textes réglementaires							
	Activité 3.4.1.1.2: Transmission et validation de l'avant-projet des textes							
	Activité 3.4.1.1.3: Adoption par l'assemblée Nationale du nouveau code des marchés publics et des textes réglementaires							
	Action 3.4.1.2 Renforcer le cadre légal et réglementaire du système de passation des marchés publics		PI-25	X				DNCMP, ARMP
	Activité 3.4.1.2.1: Faire prendre un décret en conseil des ministres qui précise les modifications spécifiques à apporter au cadre réglementaire des marchés publics	Années 2016 et 2017 1) Les modifications suivantes sont apportées au cadre légal et réglementaire des marchés publics : - Le Code des marchés (CMP) précise, complète et aligne sur les bonnes pratiques les dispositions spécifiques au contrôle des conventions de délégation de service public (DSP) et des contrats de Partenariat public-privé (PPP). - Le CMP rend obligatoire la publication des plans de passation de marchés et impose des dates limite pour leur publication et des limitations pour leur modification en cours d'exercice (dates limite et règles de modification à préciser par un Décret). - Le CMP élargit explicitement l'obligation de publication des attributions aux marchés de gré à gré. Il précise l'obligation pour ces marchés d'accompagner la publication par les motifs qui ont justifié, au regard du règlement, le choix du gré à gré. Il précise enfin les délais de recours et contestation pour ce mode de passation.		X				

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le CMP complète son article sur les marchés de la défense et sécurité en précisant que ces derniers relèvent d'une loi spécifique.</li> <li>- Les dispositions du CMP relatives à la limitation des marchés de gré à gré à 10% du montant total des marchés sont supprimées.</li> <li>- Le système de sanctions prévu par le CMP est revu. Il ne comporte plus de sanctions pénales (peines d'emprisonnement prononcées par l'ARMP), car elles relèvent des institutions judiciaires. Seules les sanctions non juridictionnelles relèvent de l'ARMP. Le CMP précise qu'en cas de délits ou de fraudes constatés, l'ARMP en informe le ministre en charge des finances qui peut initier une procédure judiciaire. Le CMP autorise aussi l'ARMP à porter l'affaire en justice après en avoir informé le Ministre des Finances. Les sanctions administratives sont efficaces, c.-à-d. applicables et dissuasives.</li> <li>- le CMP définit des dispositions pour le pré archivage et l'archivage des dossiers de marchés publics ;</li> </ul>						
	<u>Activité 3.4.1.2.2:</u> Faire prendre un autre décret précisant les conditions de mise à disposition des dossiers d'appel d'offres, en application des articles 53 (mise à disposition et barème des dossiers) et 62 (transmission des dossiers par voie électronique)	2) Les décrets précisant les conditions de mise à disposition des dossiers d'appel d'offres, en application des articles 53 (mise à disposition et barème des dossiers) et 62 (transmission des dossiers par voie électronique), sont pris. Les textes précisent notamment les conditions de fixation par l'ARMP des barèmes des frais d'acquisition des dossiers d'appel à concurrence.						
3.4.2 Contrôle et régulation des marchés	<b>3.4.2.1: Renforcer l'utilité des plans de passation pour la programmation et le contrôle des marchés.</b>	<u>Année 2016</u> 1) Les PPM provisoires de l'année 2017 sont transmis au ministère en charge du budget et à la DNCMP avant fin 2016						<u>DNCMP, ARMP</u>
	<u>Activité 3.4.2.1.1:</u> Correction des textes réglementaires pour limiter l'actualisation des PPM et obliger les autorités contractantes (AC) à mettre à jour leurs PPM et compiler les PPM en année n-1	<u>Année 2017</u> 2) Les PPM provisoires des ministères pour l'exercice 2017 sont validés puis transmis à la DNCMP pour publication durant le premier trimestre 2017		X				
	<u>Activité 3.4.2.1.2:</u> Initiation d'une circulaire pour prévenir les AC de la non satisfaction de leur requête en cas de non publication des PPM	3) Un arrêté du ministre en charge du budget fixe les conditions pour lesquelles les modifications peuvent être apportées en cours d'exercice aux PPM validés et les procédures y afférentes.		X				
	<u>Activité 3.4.2.1.3:</u> Vulgarisation du guide des usagers de la DNCMP	4) les PPM provisoires pour l'exercice 2018 sont transmis au ministère en charge du budget et à la DNCMP avant fin septembre 2017.		X				
	<u>Activité 3.4.2.1.4:</u> Elaboration d'un guide interne d'opération pour l'étude et la publication des PPM	5) La règle consistant à n'autoriser que les marchés prévus par les PPM est strictement respectée.		X				
	<u>Activité 3.4.2.1.5:</u> Formation aux AC pour l'élaboration, l'actualisation et la mise à jour des PPM sur le portail web des MP	<u>Année 2018 et suivantes</u> 6) la circulaire budgétaire prévoit l'obligation d'annexer au projet de budget des ministères leur PPM provisoire.			X	X	X	
	<u>Activité 3.4.2.1.6:</u> Formation des cadres de la DNCMP à l'audit des marchés publics et la méthodologie d'évaluation OCDE	7) Tous les PPM des ministères sont validés et transmis à la DNCMP pour publication avant fin janvier.			X	X	X	
		8) Tous les PPM des autres administrations et établissements publics (y compris les collectivités territoriales) sont validés et transmis à la DNCMP pour publication avant fin février.			X	X	X	

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
3.4.2 Contrôle et régulation des marchés (suite)	<b>Action 3.4.2.2: Développer les bases de données de la DNCMP et de l'ARMP</b>	<u>Année 2016</u> 1) un plan sur trois ans d'amélioration du contenu de la base de données de la DNCMP et de l'ARMP est préparé et mis en œuvre. Il prévoit d'intégrer les variables utiles à l'analyse de l'efficacité (voir par exemple critères PEFA, CAD-PCDE et UEMOA), notamment pour l'analyse, par catégories d'autorités contractantes, de procédures de passation et de types de prestation : - des délais des processus de passation et de leur évolution, - du respect des plans de passation, - des coûts du processus et leur évolution (prix d'acquisition des dossiers par les opérations, etc.), - écarts entre les montants prévus des marchés et les montants d'attribution, - les écarts entre les montants des marchés attribués initialement et les montants effectifs des marchés réalisés.	<b>PI-24</b>					<u>DNCMP, ARMP</u>
	<u>Activité 3.4.2.2.1</u> : Mise à jour des bases de données du SIGMaP et le portail web des marchés publics	<u>Année 2016 et suivantes</u> 2) Les statistiques et rapports d'analyse annuels de la DNCMP et de l'ARMP intègrent progressivement les variables citées en fonction de l'avancement des réalisations du plan d'amélioration des bases de l'ARMP et de la DNCMP		X	X	X	X	
	<u>Activité 3.4.2.2.2</u> : Réalisation des interfaces entre SIGMaP - SIGFIP - ASTER	Les interfaces entre SIGMaP - SIGFIP - ASTER sont réalisées		X				
	<u>Activité 3.4.2.2.3</u> : Correction de certains modules en vue de prise en compte des amendements des AC retenus à l'issue des séances de formations			X				
	<u>Activité 3.4.2.2.4</u> : Conception de nouveaux modules pour le traitement des PPM	De nouveaux modules pour le traitement des PPM sont conçus		X				
	<u>Activité 3.4.2.2.5</u> : Conception de nouveaux modules pour le traitement des PPM en vue de transférer automatiquement toutes les activités non réalisées de l'année n à l'année n+1 et compiler en année n les PPM de l'année n+1			X				
	<u>Activité 3.4.2.2.6</u> : Conception de nouveau modules relatifs aux indicateurs de performance du système de passation des marchés publics (UEMOA, OCDE, PEFA)	De nouveaux modules relatifs aux indicateurs de performance du système de passation des marchés publics (UEMOA, OCDE, PEFA) sont consus		X				
	<u>Activité 3.4.2.2.7</u> : Formation des informaticiens chargés de l'exploitation, la maintenance et l'évolution du SIGMaP	Les capacités des informaticiens chargés de l'exploitation, la maintenance et l'évolution du SIGMaP sont renforcées		X				
	<b>Action 3.4.2.3: Faire réaliser chaque année par un organisme indépendant un audit des marchés passés</b>		<b>PI-24</b>					<u>ARMP</u>
	<u>Activité 3.4.2.3.1</u> : Organisation d'un audit chaque année par un auditeur indépendant dans les six mois qui suivent la fin de l'année considérée.	<u>Année 2016 et suivantes</u> 1) Un audit est réalisé chaque année par un auditeur indépendant dans les six mois qui suivent la fin de l'année considérée.		X	X	X	X	

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous- progra mmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
		2) Le rapport d’audit est publié dans le mois qui suit sa validation.		X	X	X	X	
	Action 3.4.2.4 : Mettre en place un système de certification des acquis en termes d'expérience							
	Action 3.4.2.5 : Contribuer à l'amélioration des programmes de formation sur les marchés publics							
3.4.3 Transparence du système de passation	Action 3.4.3.1: Faciliter l'accès du public à toutes les informations utiles pour l'efficacité du système	<u>Année 2016 et suivantes</u> 1) La DNCMP et l'ARMP publient sur leurs sites internet respectifs toutes les informations recommandées au niveau international, en particulier : - le cadre juridique et réglementaire actualisé, - les plans de passation de marchés, - les avis d'appels à concurrence, - les attributions provisoires et définitives en respectant les délais réglementaires de publication, - les attributions de marchés de gré à gré, incluant le ou les motifs qui ont justifié le recours à ce mode, en respectant les délais réglementaires de publication.	PI-24					<u>DNCMP, ARMP</u>
	<u>Activité 3.4.3.1.1</u> : Elaboration d'un plan de publication des informations recommandées	- les statistiques annuelles sur les marchés passés (en nombre et en montant) pour tous les modes de passation.		X	X	X	X	
	<u>Activité 3.4.3.1.2</u> : Sensibilisation des acteurs de la chaîne des marchés publics sur la nécessité de saisir les informations relatives aux procédures des marchés publics dans le SIGMaP	- les informations sur les recours,		X	X	X	X	
	<u>Activité 3.4.3.1.3</u> : Collecte des informations nécessaires			X	X	X	X	
	<u>Activité 3.4.3.1.4</u> : Relance des acteurs concernés par des courriers			X	X	X	X	
	<u>Activité 3.4.3.1.5</u> : Publication des informations nécessaires			X	X	X	X	
	Action 3.4.3.2 : revoir les conditions de nomination des gestionnaires de marchés publics							
Programme 3.5 Renforcement de la maîtrise des dépenses salariales								
3.5.1 Conciliation du fichier des personnels et des fichiers de la Solde	Action 3.5.1.1: Moderniser les systèmes d'information et de gestion des personnels de l'Etat		PI-23					<u>Fonction publique</u>
		<u>Pour mémoire</u> : Voir action du Document de Stratégie Globale de Réformes de la Fonction Publique (SGRFP) d’avril 2014						
	Action 3.5.1.2 Développer les liaisons entre le système de gestion du fichier Solde (ministère des Finances) et celui de gestion du fichier des personnels (fonction publique)	<u>Année 2016</u> 1) Des dispositions sont prises pour que la révision et la modernisation du système de la Fonction publique prévoient les liaisons avec le système SUNKWAY de la Solde	PI-23	X				<u>DGB</u>
	<u>Activité 3.5.1.2.1</u> : Revoir et moderniser le système de la fonction publique en prévoyant des liaisons avec le système SUNKWE de la solde	<u>Année 2017</u> 2) les fichiers de la fonction publique et de la solde sont effectivement reliés. Des procédures d'accès et de protection des données sont prévues et fonctionnelles.		X				
	<u>Activité 3.5.1.2.2</u> : Elaborer un plan pour la déconcentration de la gestion de la solde	3) Une vérification exhaustive de la fiabilité des deux fichiers est effectuée au moins une fois tous les trois ans.		X				
	Action 3.5.1.3 Moderniser la fonction solde		PI-23		X	X		<u>DGB</u>
	<u>Activité 3.5.1.3.1</u> : Organisation de la Cellule de Gestion de la Solde en fonction de ses missions conformément à la LOLF	<u>Année 2018 et 2019</u> 1) un plan est élaboré pour la déconcentration de la; gestion de la solde. Il fixe les conditions devant être respectées, les moyens à mettre en œuvre et les échéances.						

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
3.5.1 Conciliation du fichier des personnels et des fichiers de la Solde (suite 1)	<u>Activité 3.5.1.3.2</u> : Modernisation de la Cellule de Gestion de la Solde							
	<u>Activité 3.5.1.3.3</u> : Délocalisation de la fonction solde dans les départements							
	Activité 3.5.1.3.4 : Organisation au profit du personnel de la CGS des formations et des voyages d'étude en administration							
	Activité 3.5.1.3.5 : Animation du cadre de concertation des acteurs de la fonction							
	<b>Action 3.5.1.4 : Organiser la journée de réflexion avec les acteurs du secteur de la justice sur les formats et le contenu</b>							
	Activité 3.5.1.4.1 : Organiser de la journée							
	<b>Action 3.5.1.5 : Instaurer une pension provisoire</b>							
	Activité 3.5.1.5.1 : mettre en place un comité interministériel							
	Activité 3.5.1.5.2 : Elaborer le l'avant-projet de loi sur les pensions provisoires							
	Activité 3.5.1.5.3 : Elaborer le projet de loi dur les pensions provisoires							
	<b>Action 3.5.1.6 : Faire la refonte du SICOPE</b>							
	Activité 3.5.1.6.1 : Refondre le SICOPE							
	<b>Action 3.5.1.7 : Mettre en œuvre la coordination entre le FNRB et la CNSS</b>							
	Activité 3.5.1.7.1 : Mettre en place un comité							
	Activité 3.5.1.7.2 : Finaliser la coordination							
	<b>Action 3.5.1.8 : Numériser les archives du FNRB</b>							
	Activité 3.5.1.8.1 : Numériser les archives du FNRB							
	<b>Action 3.5.1.9 : Intégrer la Biométrie à la remise de livret</b>							
	Activité 3.5.1.9.1 : Intégrer la Biométrie à la remise de livret							
	<b>Action 3.5.1.10: Faire une conférence de définition des schémas d'emplois</b>							
	Activité 3.5.1.10.1 : Organiser une conférence de définition des schémas d'emplois							

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
3.5.1 Conciliation du fichier des personnels et des fichiers de la Solde (suite 2)	Action 3.5.1.11 : Réalisation des interfaces SUNKWE –SICOPE et SICOPE-SIGFiP							
	Activité 3.5.1.11.1: Réalisation de l'interface SUNKWE-SICOPE							
	Activité 3.5.1.11.2 : Réalisation de l'interface et SICOPE-SIGFiP							
	Action 3.5.1.12 : Extension de SICOPE dans les départements							
	Activité 3.5.1.12.1 : Câblage des délégations de DGB de Parakou et de Natitingou							
	Activité 3.5.1.12.2 : Renforcement des interconnexions vers les délégations de DGB de Parakou, d'Abomey et de Natitingou							
	Activité 3.5.2.4.3 : Fourniture d'équipements informatiques et de bureautiques dans les délégations précitées							
3.5.2: Projet d'Appui à la Gouvernance Economique	Action 3.5.2.1 : Recensement biométrique du personnel en fonction et des pensionnés							
	Action 3.5.2.2: Refonte du système d'information de gestion des finances publiques							
Programme 3.6 : Mise en place d'un dispositif efficace pour la régulation de l'exécution du budget								
3.6.1 Mise en place des Plans d'engagement	Action 3.6.1.1: Instaurer l'obligation pour chaque ministère de joindre à son projet de budget un plan d'engagement provisoire, et une procédure d'approbation de ces plans.		PI-21					DGB
3.6.2 Formalisation des procédures de régulation du budget	Action 3.6.2.1: Développer un module de SIGFIP pour l'enregistrement et le traitement des plans d'engagement de dépenses des ministères	Année 2017 1) Le module complémentaire Plans d'Engagement (PE) de SIGFIP est développé et est en lien avec SIGMAP pour la mise en cohérence des Plans d'engagement et des plans de passation de marchés. Il prend en compte la budgétisation par programme.	PI-21					DGB, DNCMP
	Activité 3.6.2.1.1 : Développer un module complémentaire Plan d'Engagement (PE) de SIGFIP et le mettre en lien avec SIGMAP pour la mise en cohérence des Plans d'engagement et des plans de passation de marchés. Il prend en compte la budgétisation par programme.			X	X	X	X	
3.6.2 Formalisation des procédures de régulation du budget (suite)	Action 3.6.2.2: Instaurer une procédure de régulation budgétaire basée sur la mise en cohérence des plans d'engagement des ministères et des plans prévisionnels de trésorerie	Année 2018 (première année pour laquelle les budgets sont accompagnés de plans d'engagement) 1) les plans d'engagement provisoires des ministères sont approuvés une première fois en janvier après avoir été ajustés pour tenir compte du plan de trésorerie prévisionnel. Les modifications sont notifiées aux ministères.	PI-21		X			DGB

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
	<b>Activité 3.6.2.2.1</b> : Mettre en place une procédure de régulation budgétaire basée sur la mise en cohérence des plans d’engagements des ministères et des plans prévisionnels de trésorerie.	2) De nouvelles révisions des plans d’engagement sont éditées par le module PE de SIGFIP à la fin des premier, second et troisième trimestres, en fonction des plans de trésorerie actualisés.		X	X	X	X	
		3) Les plans d’engagement actualisés sont notifiés aux ministères au début de chaque trimestre. La notification vaut ouverture de crédits pour les trois prochains mois.			X			
Programme 3.7 : Amélioration de la tenue des comptabilités et fiabilité des données financières								
3.7.1 Disponibilité des données justes et cohérentes sur l'exécution du budget et des comptes administratifs	<b>Action 3.7.1.1 Organiser la tenue de la comptabilité administrative des recettes</b>		<b>PI-27</b> <b>PI-28</b> <b>PI-29</b>					<u>DGTCP</u>
		<u>Année 2017 et suivantes</u> 1) Le Receveur général des finances produit au moins pour chaque trimestre un tableau de recettes réalisées par trimestre et cumulées depuis le début de l’exercice. Les recettes sont codifiées selon la nomenclature budgétaire et présentées selon le même détail que celui de la loi de finances. Pour chaque ligne, la prévision de la loi de finances est rappelée. Toutes les recettes sont mentionnées y compris les exonérations fiscales et les financements extérieurs de projets. Les montants des recettes en attente d’imputation sont donnés en fin de tableau. Le tableau est publié sur site internet dans le mois qui suit le trimestre considéré.			X	X		
		2) Le compte administratif pour les recettes est constitué du tableau précédent édité pour la fin d’exercice après régularisation des comptes d’attente et d’imputation provisoire.			X	X		
	<b>Action 3.7.1.2: Renforcer l'exhaustivité et la fiabilité des données du SIGFIP en cohérence avec la budgétisation par programme</b>	<u>Année 2017</u> 1) Les dépenses budgétaires sont enregistrées dans SIGFIP selon les trois classifications de la nouvelle nomenclature budgétaire et selon la classification programmatique	<b>PI-27</b> <b>PI-28</b> <b>PI-29</b>					<u>DGB,DGTCP, CAA</u>
	<b>Activité 3.7.1.2.1</b> : Mettre en place une procédure pour verser les données sur les dépenses salariales de SUNKWE vers SIGFIP	2) SIGFIP peut éditer en temps réel les situations d’exécution de dépenses en temps réel, selon les trois classifications.			X	X	X	
	<b>Activité 3.7.1.2.2</b> : Mettre en place une procédure pour le rapprochement des données de SIGFIP avec ceux de SYGADE trimestriellement	3) Une procédure est mise en place pour verser les données sur les dépenses salariales de SUNKWE vers SIGFIP chaque mois dans les trois jours qui suivent la fin du mois. Ces données incluent les retenues sur salaires (impôts et cotisations) et les cotisations employeur.			X			

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
3.7.1 Disponibilité des données justes et cohérentes sur l'exécution du budget et des comptes administratifs (suite)	<u>Activité 3.7.1.2.3</u> : Editer et publier chaque trimestre sur le site web et dans le mois qui suit le trimestre, une situation d'exécution par Ministère et par catégorie économique	4) Une procédure est mise en place pour le rapprochement au moins trimestriel des données de SIGFIP avec ceux de SYGADE (données sur le service de la dette intérieure et extérieure et sur les décaissements de prêts). Les rapprochements donnent lieu à des états de rapprochement.		X	X	X	X	
	<u>Activité 3.7.1.2.4</u> : Produire le compte administratif (Dépenses) de fin d'exercice au plus tard dans le mois qui suit la fin de la journée complémentaire après que toutes les dépenses sans engagement ou sans ordonnancement préalable aient été régularisées	5) La DGB (y compris après la déconcentration de l'ordonnancement) édite et publie chaque trimestre sur site web et dans le mois qui suit le trimestre une situation, d'exécution par ministère et par catégorie économique. Les états issus de SIGFIP présentent les prévisions de la loi de finances et les réalisations (liquidations ou ordonnancements). Ils sont complétés par des états donnant par ministère et par catégorie économique les dépenses sans engagements ou sans ordonnancement et non régularisées.		X	X	X	X	
		<u>Années 2017 et suivantes</u> 6) Le compte administratif (dépenses) de fin d'exercice est produit au plus tard dans le mois qui suit la fin de la journée complémentaire après que toutes les dépenses sans engagement ou sans ordonnancement préalable aient été régularisées (y compris les exonérations et investissements financés sur ressources extérieures)		X	X	X	X	
	<b>Action 3.7.1.3: Assurer le suivi et l'édition des comptes spéciaux</b>		<b>PI-27 PI-28 PI-29</b>					<u>DGTCP</u>
	<u>Activité 3.7.1.3.1</u> : Paramétrer ASTER de manière à faciliter le suivi et l'édition des situations relatives aux comptes spéciaux du Trésor	<u>Année 2016 et suivantes</u> 1) La DGTCP édite chaque trimestre la situation (recettes et dépenses prévues et réalisées) des comptes spéciaux par compte.		X	X	X	X	
3.7.2 Mise en place de la comptabilité matières	<b>Action 3.7.2.1: Transposer dans le droit national, internaliser et mettre en application la Directive UEMOA03/2012 de juin 2012 relative à la comptabilité matières.</b>		<b>PI-27, PI-28, PI-29</b>	X				<u>DGTCP</u> <u>DGML</u>
	<u>Activité 3.7.2.1.1</u> : Vulgarisation du décret sur la comptabilité des matières	<u>Année 2017</u> 1) La Directive UEMOA sur la comptabilité matières est transposée dans le droit national		X				
	<u>Activité 3.7.2.1.2</u> : Mise en place du nouveau cadre organisationnel et institutionnel de la gestion des matières	2) un plan est élaboré pour l'exercice effectif de la comptabilité matières dans toutes les administrations (y compris les EPA et les collectivités territoriales) à partir de 2019.		X				
	<u>Activité 3.7.2.1.3</u> : Elaboration d'un plan comptable des matières (nomenclature, plan d'amortissement, guide de fonctionnement des comptes)	<u>Année 2017 à 2020</u> 3) Le plan pour la comptabilité matières est mis en œuvre.		X	X	X	X	
	<u>Activité 3.7.2.1.4</u> : Internaliser et mettre en œuvre la Directive UEMOA 03/2012 de juin 2012 relative à la comptabilité matières.			X				



# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
	<u>Activité 3.7.2.1.5</u> : Elaboration des livres administratifs et didactiques			X				DGML
	<u>Activité 3.7.2.1.6</u> : Renforcement des capacités des acteurs			X				
	<b>Action 3.7.2.2 : Mise en place d'un système intégré de gestion des matières</b>							
	<u>Activité 3.7.2.2.1</u> : Informatisation des procédures de fonctionnement de la DGML			X				
	<u>Activité 3.7.2.2.2</u> : Elaboration du fichier national des bâtiments administratifs			X				
	<b>Action 3.7.2.3 : Mise en place du nouveau mode de gestion du parc automobile de l'Etat</b>							
	<u>Activité 3.7.2.3.1</u> : Recensement des besoins en matériels roulants de toutes les structures			X				
	<u>Activité 3.7.2.3.2</u> : Mise en place des véhicules pour les structures par le leasing			X				
	<u>Activité 3.7.2.3.3</u> : Modernisation du fonctionnement de la DGML			X				
3.7.3 Tenue régulière et fiabilité des comptes de gestion de l'Etat	<b>Action 3.7.3.1 Définir un programme d'urgence (priorité absolue) pour rendre opérationnelles et sécuriser toutes les fonctionnalités du progiciel d'ASTER et unifier le système d'informations comptables.</b>		PI-27 PI-28 PI-29					DGTCP
	<u>Activité 3.7.3.1.1</u> : Mise en œuvre de la version adaptée de ASTER à la LOLF par note de service du DGTCP	<u>Année 2016</u> 1) Une évaluation indépendante est faite sur les fonctionnalités et l'exhaustivité de la fiabilité des enregistrements des systèmes ASTER et Matkoss utilisés par la DGTCP pour la tenue des comptes de gestion.		X				
	<u>Activité 3.7.3.1.2</u> : Paramétrage de la base ASTER suivant la LOLF			X				
	<u>Activité 3.7.3.1.3</u> : Aquisition de matériel d'exploitation			X				
	<u>Activité 3.7.3.1.4</u> : Aquisition de la licence d'exploitation			X				
	<u>Activité 3.7.3.1.5</u> : Mise en production: phase test pour les cinq (05) ministères pilotes ciblés			X				
	<u>Activité 3.7.3.1.6</u> : Généralisation de ASTER version LOLF en production				X			

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
3.7.3 Tenue régulière et fiabilité des comptes de gestion de l'Etat (suite 1)		2) Sur la base de l'évaluation, un plan d'urgence (réalisation 2016-2017) est défini pour unifier le logiciel comptable (ASTER) et renforcer son intégrité. Les modifications apportées prendront en compte : - le nouveau plan comptable (passage en comptabilité base droits constatés), - les transferts de données de SIGFIP vers ASTER (liquidations) et de ASTER vers SIGFIP (paiements), - la migration en technologie web pour réduire les délais de consolidation des comptes des postes comptables secondaires.		X				DGTCP
		<u>Année 2017</u> 3) Le plan d'urgence est mis en œuvre (Adaptation et test du logiciel ASTER, redéfinition des procédures et des manuels, recyclage des comptables).		X				
		<u>Année 2018</u> 4) La nouvelle version ASTER est opérationnelle à partir du 1er janvier. Elle fonctionne en parallèle avec l'ancienne version. Les liaisons ASTER et SIGFIP fonctionnent dans les deux sens. La comptabilité est tenue en base droits constatés.			X			
	<b>Action 3.7.3.1 : Développer au niveau de la DGTCP une interface permettant à connecter ASTER, SYDONIA World et DGI</b>							
	<u>Activité 3.7.3.1.1</u> : Réalisation de l'étude de faisabilité de l'interconnexion entre l'interface ASTER/DGI							
	<u>Activité 3.7.2.1.2</u> : Développer l'interface entre ASTER/DGI							
	<u>Activité 3.7.2.1.3</u> : Mise à jour de l'interface entre SYDONIA World et ASTER, et connexion avec la DGI							
	<b>Action 3.7.3.2 Assurer la régularité de la production des comptes et de l'édition mensuelle de la balance comptable consolidée du Trésor</b>	<u>Années 2016 et 2017</u> 1) La DGTCP produit la balance générale des comptes chaque mois dans un délai de vingt jours	<b>PI-27</b> <b>PI-28,</b> <b>PI-29</b>					DGTCP
	<u>Activité 3.7.3.2.1</u> : Former le personnel à la tenue de la comptabilité	<u>Année 2018 et suivantes</u> 2) la balance générale des comptes est produite chaque mois dans un délai qui est progressivement réduit de 20 jours en 2017 à 10 jours en 2020.		X	X	X	X	
	<u>Activité 3.7.3.2.2</u> : Mettre en place un système d'acheminement à temps des pièces comptables des RP et des RF vers la direction	3) Est édité en même temps que la balance générale des comptes, le TOFE harmonisé UEMOA : TOFE base droits constatés (liquidations) et le TOFE base caisse (tableau de trésorerie).		X	X	X	X	

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
3.7.3 Tenue régulière et fiabilité des comptes de gestion de l'Etat (suite 2)	<b>Action 3.7.3.3 Assurer la mise en état d'examen des comptes et leur reddition dans le délai réglementaire</b>	<u>Année 2017 et suivantes</u> 1) Tous les comptes d'avances et d'attente sont régularisés durant la période complémentaire	<b>PI-27</b> <b>PI-28,</b> <b>PI-29</b>					<u>DGTCP</u> DGB
	<u>Activité 3.7.3.3.1</u> : Rattrapage de reddition sur place des Comptes de Gestion des collectivités locales des années 2003 à 2015	2) Le CGAF est transmis dans les délais à la chambre des comptes, après vérification de la conformité des comptes des ordonnateurs et des comptes de gestion.		X	X	X	X	
	<u>Activité 3.7.3.3.2</u> : Reddition sur place des Comptes de Gestion des collectivités de l'année 2016			X	X	X	X	
	<u>Activité 3.7.3.3.3</u> : Reddition du Compte de Gestion de l'Etat de l'année 2016			X				
	<u>Activité 3.7.3.3.4</u> : Dotation des Receveurs-Percepteurs de matériels roulants et équipement des Recettes-Perceptions			X				
	<u>Activité 3.7.3.3.5</u> : Recrutement d'un cabinet pour la rédaction des textes, des guides, de la nomenclature budgétaire et comptable des communes suivant le RFCT et de la nomenclature des pièces justificatives			X				
	<u>Activité 3.7.3.3.6</u> : Internalisation de la directive n°01/2011/CM/UEMOA du 24 juin 2011 portant régime financier des collectivités territoriales (RFCT) au sein de l'UEMOA			X				
	<u>Activité 3.7.3.3.7</u> : Recrutement d'un cabinet pour l'étude de l'élaboration du Compte de Gestion de l'Etat, année N, sa mise en état d'examen et sa transmission à la Chambre des Comptes au plus tard le 31 mai N+1			X				
	<u>Activité 3.7.3.3.8</u> : Organisation de missions itinérantes pour l'élaboration sur place des Comptes de Gestion des collectivités locales de l'année 2016, leur mise en état d'examen et leur transmission à la Chambre des Comptes			X				
	<u>Activité 3.7.3.3.9</u> : Organisation de missions itinérantes de rattrapage de l'élaboration sur place, de la mise en état d'examen et de la transmission des Comptes de Gestion des collectivités locales des années 2003 à 2015			X				
	<u>Activité 3.7.3.3.10</u> : Poursuite du rattrapage de reddition sur place des Comptes de Gestion des collectivités locales des années 2003 à 2015			X				
	<u>Activité 3.7.3.3.11</u> : Reddition sur place des Comptes de Gestion des collectivités de l'année 2017				X			
	<u>Activité 3.7.3.3.12</u> : Reddition du Compte de Gestion de l'Etat de l'année 2017				X			

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
	<u>Activité 3.7.3.3.13</u> : Recrutement d'un cabinet pour l'adaptation du système d'information budgétaire et comptable des Communes aux nouvelles exigences du RFCT				X			
	<u>Activité 3.7.3.3.14</u> : Recrutement d'un cabinet et acquisition des matériels informatiques pour une interconnexion des systèmes d'information budgétaire et comptable des Communes en une architecture web				X			
	<u>Activité 3.7.3.3.15</u> : Reddition sur place des Comptes de Gestion des collectivités de l'année 2018					X		
	<u>Activité 3.7.3.3.16</u> : Reddition du Compte de Gestion de l'Etat de l'année 2018					X		
3.7.4 Tenue régulière et fiabilité des comptes de gestion des autres administrations centrales et des collectivités territoriales	<b>Action 3.7.4.1: Renforcer les capacités de suivi des comptes des EPA</b>		PI-6					DGTCP
	<u>Activité 3.7.4.1.1</u> : Recensement de tous les EPA et collecte des textes qui les régissent ainsi que leur manuel de procédures			X				
	<u>Activité 3.7.4.1.2</u> : Recrutement d'un consultant pour la rédaction d'un cadre comptable et budgétaire national harmonisé des EPA			X				
	<u>Activité 3.7.4.1.3</u> : Recrutement d'un consultant pour les travaux d'adaptation des textes des EPA au nouveau cadre comptable et budgétaire national harmonisé précédemment rédigé				X			
	<u>Activité 3.7.4.1.4</u> : Acquisition de matériels et recrutement d'un cabinet pour le déploiement du système d'information comptable et budgétaire uniforme des EPA							
	<u>Activité 3.7.4.1.5</u> : Recrutement d'un consultant pour l'exécution de la phase pilote du suivi de l'exécution des budgets des EPA et des risques financiers qui leur sont imputables					X		
	<u>Activité 3.7.4.1.6</u> : Recrutement d'un cabinet pour l'évaluation de la phase pilote						X	
	<u>Activité 3.7.4.1.7</u> : Intégration par le Trésor Public des recommandations éventuelles issues de l'évaluation						X	
	<u>Années 2017 et suivantes</u> : 1) Le service en charge du suivi des comptes des EPA est renforcé au sein de la DGTCP.			X				

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
3.7.3 Tenue régulière et fiabilité des comptes de gestion des autres administrations centrales et des collectivités territoriales (suite 1)		2) des situations comptables résumées sont transmises chaque mois par tous les EPA à la DGTCP . le service en charge du suivi établi chaque mois une situation consolidée des recettes et dépenses des EPA (situation qui servira à la production du TOFE mensuel)			X	X	X	
		3) Le service en charge du suivi des EPA centralise à la fin de chaque exercice les comptes des EPA, vérifie qu'ils ont été mis en état d'examen et transmis à la Cour des comptes.			X	X	X	
		4) Un rapport annuel sur les résultats et les risques financiers encourus par les EPA est produit chaque année			X	X	X	
	<b>Action 3.7.4.2: Renforcer les capacités de suivi des comptes des Collectivités territoriales (CT)</b>		<b>PI-6</b>					<u>DGTCP</u>
	<u>Activité 3.7.4.2.1:</u> Formation sur des thématiques spécifique du personnel du service en charge du suivi des comptes des CT au sein de la DGTCP.	<u>Années 2017 et suivantes :</u> 1) Le service en charge du suivi des comptes des CT est renforcé au sein de la DGTCP.		X				
	<u>Activité 3.7.4.2.2:</u> Mise en place dispositif réglementaire responsabilisant toutes les CT à transmettre chaque mois à la DGTCP les situations comptables résumées afin de faciliter la production du TOFE mensuel	2) des situations comptables résumées sont transmises chaque mois par toutes les CT à la DGTCP . le service en charge du suivi établi chaque mois une situation consolidée des recettes et dépenses des CT (situation qui servira à la production du TOFE mensuel)			X	X	X	
	<u>Activité 3.7.4.2.3:</u> Centralisation, Vérification et transmission à la cour des comptes les comptes des EPA à la fin de chaque exercice	3) Le service en charge du suivi des CT centralise à la fin de chaque exercice les comptes des EPA, vérifie qu'ils ont été mis en état d'examen et transmis à la Cour des comptes.			X	X	X	
	<u>Activité 3.7.4.2.4:</u> Elaboration d'un rapport annuel sur les résultats et les risques financiers encourus par les CT	4) Un rapport annuel sur les résultats et les risques financiers encourus par les CT est produit chaque année			X	X	X	

**AXE 4 : SURVEILLANCE ET ENCADREMENT DES ETABLISSEMENTS PUBLICS, AUDITS ET VERIFICATION INTERNES, CONTROLES EXTERNES**

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de Référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
<b>Programme 4.1 : Réorganisation de la supervision des établissements publics nationaux, sociétés d'État, sociétés d'économie mixte et autres entités autonomes de l'État en vue de l'assainissement du portefeuille des participations de l'État</b>								
4.1.1 Mise en place d'un nouveau Cadre législatif des établissements publics	<b>Action 4.1.1.1: Réviser le cadre législatif relatif à l'organisation et au fonctionnement des entreprises et établissements publics.</b>		<b>PI-10, PI-12</b>					<u>DGPED, CF, AN</u>
	<u>Activité 4.1.1.1.1:</u> Faire réviser par la DGPED, le cadre législatif relatif à l'organisation et au fonctionnement des entreprises et établissements publics pour le mettre en conformité avec le nouveau RGCP	<u>Année 2016</u> 1) Un nouveau cadre juridique remplace celui défini par les lois n°88-005 du 26 avril 1988 et n°94-009 du 28 juillet 1994 portant organisation et fonctionnement des entreprises et établissements. Le nouveau cadre juridique précisera notamment : - les critères généraux distinguant les établissements à caractère administratif (soumis obligatoirement au régime de la comptabilité publique) et les établissements à caractère industriel et commercial (soumis obligatoirement à la comptabilité commerciale), - les obligations de chacun de ces types d'établissements, notamment pour ce qui concerne la tenue et la reddition des comptes, - les obligations des ministères de tutelle en matière d'encadrement et de suivi de leurs activités et de leur budget ou programme, - le rôle du ministère des Finances en matière de suivi de leur comptabilité et de surveillance des risques financiers qu'ils encourent.	- le nouveau cadre législatif sur l'organisation et le fonctionnement des EPA est disponible	X				
	<u>Activité 4.1.1.1.2:</u> Définir par un arrêté du Ministre en charge des Finances, la liste des EPA devant recevoir des délégations du contrôle financier		- Une liste des EPA devant recevoir les délégations du CF est établie par un arrêté ministériel et disponible	X				
	<u>Activité 4.1.1.1.3:</u> Mettre en place les délégations du contrôle financier auprès des EPA identifiés		- les délégations du contrôle financier sont installées au près des EPA identifiés, ratio des délégations des EPA identifiés disposant d'une délégation du contrôle financier par rapport au nombre total des EPA identifiés	X				
	<b>Action 4.1.1.2: Réviser les textes de tous les établissements publics pour les mettre en conformité avec le nouveau cadre juridique</b>		<b>PI-10 PI-12</b>	X				<u>Ministères de tutelle</u> DGPED
	<u>Activité 4.1.1.2.1:</u> Relecture et actualisation des textes portant création et organisation de tous les établissements conformément au nouveau cadre juridique	<u>Année 2016 et 2017</u> 1) Les textes portant création et organisation de tous les établissements sont revus et conformes au nouveau cadre juridique	- le texte actualisé est disponible	X				
	<u>Activité 4.1.1.2.2:</u> Etablissement de la liste exhaustive de tous les établissements pour le parquet de la chambre des comptes	<u>Année 2017 et suivantes</u> 2) Le parquet de la chambre des comptes tient la liste exhaustive de tous les établissements. Toute création d'établissement lui est notifiée.	- la liste exhaustive de tous les établissements mise à la disposition du paquet de la chambre des comptes est établie et mise en usage	X				

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de Référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
	<u>Activité 4.1.1.2.3</u> : Mise en place d'un dispositif permettant de notifier au parquet de la chambre des comptes la création d'établissement		- dispositif mise en place - point périodique de l'évolution de la liste des établissements au niveau du parquet de la chambre des comptes	X	X	X	X	
4.1.2 Encadrement et suivi des EPA	<b>Action 4.1.2.1: Organiser et formaliser la procédure de préparation et l'adoption des budgets des EPA et Collectivités</b>		<b>PI-10</b> <b>PI-12</b>					<u>Ministères de tutelle</u> , DGB, DGPED, DGTCP
	Activité 4.1.2.1.1 : Concevoir le canevas type des informations financières des collectivités et des EPA nécessaires à l'élaboration des nouveaux outils de programmation et de budgétisation (DPBEP, DPPD, PAP et RAP)	La dissémination de la nouvelle nomenclature budgétaire au sein des EPA est faite	- Rapport d'exécution de l'activité	X				
	Activité 4.1.2.1.2 : Elaborer le manuel de procédures pour la définition des normes de référence pour la répartition du FADEC affecté	Les budgets des EPA et organismes de protection sociale suivant la nouvelle nomenclature budgétaire sont réalisés à partir de 2017	- le manuel de procédure est disponible	X	X	X	X	
	Activité 4.1.2.1.3 : Elaborer une note de lecture des budgets des EPA et des EPIC, clés de lecture et éléments d'appréciations		- la note de lecture est disponible					
	Activité 4.1.2.1.4 : Renforcement du système d'allocation de concours financiers de l'Etat aux collectivités locales et aux EPA		- Disponibilité d'un système d'allocation renforcé					
	Activité 4.1.2.1.5 : Conduire les travaux d'internalisation de la Directive n°01/2011/UMOA portant régime financier des collectivités territoriales		- Rapport d'exécution des travaux					
	Activité 4.1.2.1.6 : Faire une tournée d'échange sur la gestion budgétaire dans les communes : aspect procédurale et capacitation technique		- Rapport d'activités des tournées faites					
	<b>Action 4.1.2.2: Organiser et formaliser la procédure de suivi de l'exécution des budgets des EPA et des risques financiers qui leur sont imputables</b>		<b>PI-10</b> <b>PI-12</b>	X				<u>Ministères de tutelle</u> , DGB, DCF, DGTCP
	<u>Activité 4.1.2.2.1</u> : Elaborer un logiciel standard adapté de SIGFIP et le déployer dans tous les EPA	<u>Année 2016</u> 1) Obligation est faite aux EPA d'appliquer la nouvelle nomenclature budgétaire à partir de 2017.	- Nombre des EPA disposant d'un logiciel standard adapté du SIGFIP	X				
		2) Un logiciel standard adapté de SIGFIP est conçu et est déployé dans tous les EPA. Il sert à la gestion de leur budget et aux contrôles a priori qu'exerce le contrôle financier sur les engagements et la liquidation des dépenses. Les systèmes des EPA sont centralisés dans un système géré par la DCF.						

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de Référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
		<u>Année 2017 et suivantes</u> 3) Les organismes publics à caractère administratif (EPA et organismes de protection sociale) sont soumis au Règlement général de la comptabilité publique défini par le Décret 2014 571 du 7/10/2014. Ils appliquent le Plan comptable de l'Etat						
	<u>Activité 4.1.2.2.2</u> : Conduire tous les EPA à présenter leur budget selon la nouvelle nomenclature budgétaire	4) Les budgets de tous les EPA sont présentés selon la nouvelle nomenclature budgétaire	- Nombre des EPA conduisant leur budget selon la nouvelle nomenclature budgétaire	X	X	X	X	
	<u>Activité 4.1.2.2.3</u> : Recensement de tous les EPA et collecte des textes qui les régissent ainsi que leur manuel de procédures	Le Recensement de tous les EPA et la collecte des textes qui les régissent ainsi que leur manuels de procédures sont réalisés et rendus disponibles	- la liste de tous les EPA est disponible - Tous les textes qui régissent les EPA sont collectés et disponibles - les manuels de procédures qui régissent les EPA sont collectés et disponibles	X				
	<u>Activité 4.1.2.2.4</u> : Mise en place d'un cadre budgétaire harmonisé des EPA	5) Le Contrôle Financier exerce ses contrôles sur les budgets de tous les EPA. Il centralise les données budgétaires des EPA et produits des situations mensuelles d'exécution de leurs budgets.	- Nombre des EPA disposant d'un cadre budgétaire harmonisé	X	X	X	X	
4.1.2 Encadrement et suivi des EPA (suite)	<u>Activité 4.1.2.2.5</u> : Adapter les textes des EPA au nouveau cadre budgétaire harmonisé	6) les comptes de gestion des EPA sont mis en examen par leur comptable qui en fait la reddition à la Chambre des comptes.	- Nombre des EPA ayant leur textes adaptés au nouveau cadre budgétaire	X	X	X	X	
	<u>Activité 4.1.2.2.6</u> : Mise en place d'un système d'information budgétaire uniforme des EPA	7) les comptes de gestion sont transmis à la DGTCP qui en assure l'exploitation et établit chaque année un rapport sur la situation financière globale des EPA.	- rapport annuel de la situation financière globale des EPA.	X	X	X	X	
	<u>Activité 4.1.2.2.7</u> : Phase pilote du suivi de l'exécution des budgets des EPA et des risques financiers qui leur sont imputables		- le système d'information budgétaire uniforme des EPA est mise en place, disponible et mise en usage à la DGTCP			X		
	<u>Activité 4.1.2.2.8</u> : Evaluation de la phase pilote		- rapport d'évaluation de la phase pilote du suivi de l'exécution des budgets des EPA et des				X	
	<u>Activité 4.1.2.2.9</u> : Intégration des recommandations éventuelles issues de l'évaluation		- rapport d'évaluation finalisé avec prise en compte des recommandation				X	
	<b>Action 4.1.2.3 Renforcement de la transparence et de l'efficacité dans la gestion des EPA</b>							
	<u>Activité 4.1.2.3.1</u> : Publier les audits financiers de la gestion des entreprises publiques		- Ratio d'audit financiers de la gestion des entreprises publiques par rapport au nombre d'entreprises publiques auditées au cours de la	X				
	<b>Action 4.1.3.1: Organiser et formaliser la procédure de suivi des activités des entreprises publiques et de la surveillance des risques financiers qui leur sont imputables</b>		<b>PI-10,</b> <b>PI-12</b>					<u>Ministères de tutelle</u> DGPED DGAE, DGTCP, DGB



# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de Référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
4.1.3 Encadrement et suivi des entreprises publiques	<u>Activité 4.1.3.1.1</u> : Organisation à travers la DGPED le suivi statistique trimestriel et annuel des activités des établissements publics à caractère économique et commercial (EPIC).	<u>Année 2017 et suivantes</u> 1) la DGPED assure un suivi statistique trimestriel et annuel des établissements publics à caractère économique et commercial (EPIC).	- Disponibilité d'une base de données statistiques sur les activités des EPIC - rapports trimestriel et annuel du suivi statistique des activités des établissements publics à caractère économique et commercial	X	X	X	X	
	<u>Activité 4.1.3.1.2</u> : Centralisation et analyse chaque année du bilan comptable des EPIC et production d'un rapport sur leur situation financière.	2) Elle centralise et analyse chaque année leur bilan comptable et produit un rapport sur leur situation financière.	- rapport annuel d'analyse du bilan comptable des EPIC - rapport annuel de la situation financière des EPIC.	X	X	X	X	
	<b>Action 4.1.3.2 : Mise en place d'une base de données des indicateurs au niveau des entreprises publiques</b>							
	<u>Activité 4.1.3.2.1</u> : Achat de matériels et d'équipements			X				<u>DGPED</u>
4.1.3 Encadrement et suivi des entreprises publiques	<b>Action 4.1.3.3 : Mise en place d'un dispositif de bonne gouvernance des entreprises publiques</b>							<u>DGPED</u> , DGB, CF et DGAE
	<u>Activité 4.1.3.3.1</u> : Revoir le mode de désignation des membres du conseil d'administration		- Disponibilité d'un texte actualisant le mode de désignation des membres du conseil d'administration	X				
	<u>Activité 4.1.3.3.2</u> : Constituer un vivier de membres du conseil d'administration		- Disponibilité d'une base de données des personnes éligibles au poste de membres de	X				
	<u>Activité 4.1.3.3.3</u> : Faire prendre aux administrateurs leur responsabilité dans un organe de gestion d'entreprise			X				
	<b>Action 4.1.3.4 : Elaboration des contrats d'objectifs et de performance entre l'Etat et les entreprises à caractère économique</b>							
	<u>Activité 4.1.3.4.1</u> : Sélection des entreprises à caractère économique suivant un processus bien défini		- Une base de donnée des entreprises sélectionnées est disponible	X				
	<u>Activité 4.1.3.4.2</u> : Etablissement et mise en œuvre des contrats d'objectifs et de performance entre l'Etat et les entreprises sélectionnées		- Nombre de contrat d'objectif et de performance établis et mis en œuvre	X				
	<b>Action 4.1.4.1 : Adopter un seul logiciel provisoire de production des comptes administratifs des Collectivités locales, porté par le ministère en charge de la décentralisation</b>		- Disponibilité d'un logiciel unique provisoire de production des comptes administratifs des Collectivités locales					<u>DGTCP</u> , DGB <u>Ministère de la Décentralisation</u>

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de Référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
4.1.4 Encadrement et suivi des budgets des collectivités territoriales par le ministère en charge de la décentralisation et de la tutelle des collectivités territoriales	<b>Action 4.1.4.2 : Internaliser la Directive n 01/2011/CM/UEMOA du 24 juin 2011 portant Régime Financier de Collectivités Locales</b>							
	<u>Activité 4.1.4.2.1</u> : Finalisation et approbation par le conseil des ministres de l'avant projet du texte de loi avec la prise en compte des observations des parties prenantes		disponibilité de l'avant projet du texte de loi avec la prise en compte des observations des parties prenantes	X				
	<b>Action 4.1.4.3: Adapter les nouveaux RGCP, plan comptable et nomenclature budgétaire aux collectivités territoriales.</b>		<b>PI-7 PI-10</b>					
4.1.4 Encadrement et suivi des budgets des collectivités territoriales par le ministère en charge de la décentralisation et de la tutelle des collectivités territoriales (suite)	<u>Activité 4.1.4.1.1</u> : Faire adapter à l'organisation et au fonctionnement des collectivités territoriales le RGCP, le plan comptable et la nomenclature budgétaire définis par référence aux directives UEMOA 2009	<u>Année 2017</u> 1) Le RGCP, le plan comptable et la nomenclature budgétaire définis par référence aux directives UEMOA 2009 sont adaptés à l'organisation et au fonctionnement des collectivités territoriales.		X				<u>Ministère des finances</u> Ministère en charge des collectivités locales
	<b>Action 4.1.4.2: organiser la préparation et l'adoption des budgets des collectivités territoriales conformément aux nouvelles dispositions Régime Financier</b>		PI-10					
	<u>Activité 4.1.4.2.1</u> Actualisation des textes et procédures de préparation des budgets des CT pour les conformer à la nouvelle organisation de la préparation du budget de l'Etat	<u>Année 2017 et suivantes</u> 1) Actualiser les textes et procédures de préparation des budgets des CT pour les conformer à la nouvelle organisation de la préparation budget de l'Etat	- Disponibilité des textes et procédures actualisés	X	X	X	X	
Programme 4.2 : Audits et vérification internes								
4.2.1 Les cadres organiques	<b>Action 4.2.1.1: Adopter un schéma d'organisation global des institutions faîtières d'audit et de vérification</b>		PI-26					<u>IGF</u> , Chambre des comptes
	<u>Activité 4.2.1.1.1</u> : Elaboration d'un schéma pour l'organisation des institutions faîtières de vérification et d'audit	<u>Années 2016 et 2017</u> 1) Un schéma pour l'organisation des institutions faîtières de vérification et d'audit est élaboré et adopté par le Gouvernement. Il précise les fonctions, organisations et domaines d'intervention des institutions faîtières d'audit et de vérification en vue d'assurer la synergie et la complémentarité de leurs actions.		X				

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de Référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
	<b>Action 4.2.2.1: Renforcer les capacités de l'IGF</b>		PI-26 PI-8					<u>IGF</u>
	<u>Activité 4.2.2.1.1:</u> Actualisation du manuel de procédures administratives et techniques, du code d'éthique et du règlement intérieur de l'IGF	<u>Années 2016 et 2017</u> 1) L'organisation et les pratiques de l'IGF sont progressivement mises en conformité avec les normes des institutions internationales d'audit	- Disponibilité d'un manuel de procédures administratives et techniques, du code d'éthique et du règlement intérieur de l'IGF actualisé	X				
	<u>Activité 4.2.2.1.2:</u> Elaboration d'un document définissant les normes de travail de l'IGF		- Disponibilité document définissant les normes de travail de l'IGF est établi.	X				
	<u>Activité 4.2.2.1.3:</u> Vulgarisation du document définissant les normes de travail de l'IGF		- Le nombre de structure ayant à leur disposition le document définissant les normes	X				<u>IGF</u>
	<u>Activité 4.2.2.1.4:</u> Actualisation du décret portant AOF de l'IGF	2) Les capacités d'intervention de l'IGF et ses capacités d'évaluation des risques sont renforcées	- Disponibilité d'un décret portant AOF de l'IGF est actualisé et signer.	X				
	<u>Activité 4.2.2.1.5:</u> Actualisation du statut particulier des inspecteurs des finances		- Disponibilité du statut particulier des inspecteurs des finances actualisé.	X				
	<u>Activité 4.2.2.1.6:</u> Formations au profit de 20 inspecteurs des finances et de cadres d'appui en vue de l'obtention du Master en audit et contrôle de gestion basé sur les risques		- Rapport de formations	X	X			
	<u>Activité 4.2.2.1.7:</u> Recrutement de 45 Inspecteurs des Finances		- La liste définitive de tous les inspecteurs des finances recruté est disponible.	X			X	
	<u>Activité 4.2.2.1.8:</u> Formation de 45 Inspecteurs des Finances		- Les attestations de fin de formation des 45 Inspecteurs des Finances sont disponibles	X			X	
	<u>Activité 4.2.2.1.9:</u> Formations continues sur des thématiques variées		- Les modules de formation complémentaire sont dispensés.	X	X	X	X	
	<u>Activité 4.2.2.1.10:</u> Formations approfondies en vérification des administrations des Impôts, trésor et douane		- Rapports de formations	X	X	X		
	<u>Activité 4.2.2.1.11:</u> Organisation de voyage d'étude et d'échange d'expérience à l'IGF du Maroc pour s'inspirer de leur pratique de l'audit de la capacité de gestion des ordonnateurs ;		- Rapports de mission	X				
	<u>Activité 4.2.2.1.12:</u> Formation pour l'obtention du Certificat de l'Audit Interne (CIA) pour les sept (32) Inspecteurs actuels)		- Les attestations de fin de formation pour l'obtention du CIA des 32 inspecteurs sont délivrés.	X	X	X		
	<u>Activité 4.2.2.1.13:</u> Formation pour l'obtention du Certificat of fraud examiner pour les quatre (04) Inspecteurs actuels) ;		- Les attestations de fin de formation pour l'obtention du Certificat of fraud sont délivrées	X				

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de Référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
	<u>Activité 4.2.2.1.14</u> : Renforcement du parc automobile par des véhicules de mission (dix Véhicules) ;		- Le PV de réception des dix véhicules est disponible	X	X			
	<u>Activité 4.2.2.1.15</u> : Elaboration de la cartographie des risques au niveau de la douane et des impôts.		- la cartographie des risques au niveau de la douane et des impôts est élaborée.	X	X			
4.2.2 Inspection générale des Finances (suite)	<u>Activité 4.2.2.1.15</u> : Suivi des recommandations issues des missions précédentes et production d'un rapport annuel de mise en œuvre des recommandations	<u>Année 2018 et suivantes</u> 3) L'IGF élabore et exécute un programme de vérification en conformité avec les normes internationales. Elle vérifie les suites données à ses recommandations.	- Disponibilité du rapport annuel de mise en œuvre des recommandations	X	X	X	X	IGF
	<u>Activité 4.2.2.1.16</u> : Mise en place d'une mini bibliothèque avec les ouvrages techniques de référence (Audit, vérification, comptabilité, informatique, gestion, culture générale,...)		- disponibilité de la bibliothèque d'ouvrages	X	X	X		
	<b>Action 4.2.2.2 : Mise en conformité de l'IGF aux normes internationales d'audit</b>							
	<u>Activité 4.2.2.2.1</u> : Former les inspecteurs des finances aux nouvelles normes d'audit		-rapports de formations des inspecteurs de l'IGF aux normes internationales d'audit					
	<u>Activité 4.2.2.2.2</u> : Créer une cellule de suivi de mise en œuvre des recommandations issues des rapports de mission		- Disonibilité et mise en application d'un decret portant AOF de la cellule de mise en œuvre des recommandations issues des					
	<u>Activité 4.2.2.2.3</u> : Assurer l'indépendance financière de l'IGF							
	<b>Action 4.2.2.3 : Révision du cadre institutionnel et structurel de l'IGF</b>							
	<u>Activité 4.2.2.3.1</u> : Elaborer le code d'éthique et d'intégrité de l'IGF		- Disponibilité du code d'éthique et d'intégrité de l'IGF	X				
	<u>Activité 4.2.2.3.2</u> : Actualiser le manuel de procedure administrative et financière de l'IGF		- Disponibilité d'un manuel de procédure administritative et financière actualisée de l'IGF	X				
	<u>Activité 4.2.2.3.3</u> : Elaborer et divulguer un document définissant les normes de travail de l'IGF		- Disponibilité du document fixant les normes de travail de l'IGF	X				
	<u>Activité 4.2.2.3.4</u> : Actualiser et faire adopter le décret portant AOF de l'IGF		- Actualisation et adoption du decret portant AOF de l'IGF	X				
	<b>Action 4.2.2.4 : Informatisation de la gestion des missions de contrôle</b>							
	<u>Activité 4.2.2.4.1</u> : Connecter le batiment abritant le siège de l'IGF au réseau haut débit		- Disponibilité du réseau haut débit pour le bâtiment abritant le siège de l'IGF					
	<u>Activité 4.2.2.4.2</u> : Déployer le logiciel GMISSION et former les utilisateurs		- Nombre de Formations faites et rapport de formation des cadres de l'IGF à l'utilisation du					

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de Référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
4.2.3 Surveillance du secteur de la finance décentralisée et lutte contre le blanchiment des capitaux	<b>Action 4.2.3.1 : Création du corps des inspecteurs des Systèmes Financiers Décentralisés (ANSSFD)</b>							ANSSFD
	<u>Activité 4.2.3.1.1</u> : Elaborer et faire adopter par le conseil des Ministres le décret portant création du corps des inspecteurs des SDF		- Disponibilité du decret portant création du corps des inspecteurs des SFD					
	<u>Activité 4.2.3.1.2</u> : Procéder à l'opérationnalisation du corps des Controleurs des SFD		- Recrutement des contrôleurs des SFD suivant les textes régissant leur corps					
	<b>Action 4.2.3.2 : Dématérialisation du contrôle des Systèmes Financiers Décentralisés</b>							
	<u>Activité 4.2.3.2.1</u> : Améliorer la plateforme de E-contrôle		- Disponibilité de nouvelles fonctionnalités sur la plateforme E-contrôle					
	<u>Activité 4.2.3.2.2</u> : Renforcer le réseau local							
	<u>Activité 4.2.3.2.3</u> : Renforcer la connexion internet par la fibre optique		- Disponibilité de la fibre optique					
	<u>Activité 4.2.3.2.4</u> : Numériser les dossier de demande d'Agrément		- Disponibilité au niveau de l'ANSSFD d'une salle de numérisation des dossiers de demande d'agrément					
	<u>Activité 4.2.3.2.5</u> : Mise en place d'une plateforme de gestion électronique du processus d'instruction des dossiers de demande d'agrément et des document		-Disponibilité d'une plateforme de gestion electronique du processus d'instruction des dossiers de demande d'agrément et des documents					
	<u>Activité 4.2.3.2.6</u> : Aménager une salle d'archive		- Disponibilité d'une salle d'archive					
4.2.4 Audit interne de la DGTCP	<b>Action 4.2.4.1 : Opérationnaliser l'audit interne pour les entités de l'administration centrale à l'origine de la plupart des dépenses budgétisées totales ainsi que pour les entités de l'administration centrale qui recouvrent la plupart des recettes</b>							DGTCP
	<b>4.2.4.2 : Axer les activités d'audit interne sur l'évaluation de la pertinence et de l'efficacité des contrôles internes</b>							
	<b>Action 4.2.4.3 : Exécuter les programmes d'audit annuel</b>							

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de Référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
	<b>Action 4.2.4.4 : Apporter une réponse complète à l'ensemble des recommandations d'audit pour toutes les entités contrôlées dans les 12 mois suivant la production du rapport d'audit</b>							
<b>Programme 4.3 : Réorganisation et professionnalisation des corps de contrôle de l'État</b>								
4.3.1 Cadre organique de l'ISC	<b>Action 4.3.1.1: Créer la Cour des comptes et clarifier le rôle du Parquet</b>		PI-30					<u>Chambre des comptes</u>
	<u>Activité 4.3.1.1.1:</u> Définir et faire adopter les textes réglementaires fixant le rôle du Parquet dans le cadre des attributions non juridictionnelles de la chambre des comptes	<u>Remarque</u> Le texte à adopter (loi organique) portant sur la création de la Cour des comptes devra être en conformité avec la Déclaration de Mexico sur l'indépendance des ISC.	- Disponibilité des textes réglementaires fixant le rôle du Parquet dans le cadre des attributions non juridictionnelles de la chambre des comptes	X				
4.3.2 L'appui de l'ISC au Parlement	<b>Action 4.3.2.1: Renforcer les compétences de la Cours des comptes pour l'examen des projets de loi de règlement et pour la production du rapport annuel sur l'exécution du budget et la réalisation d'audit et de vérification</b>	<u>Année 2016</u> 1) Le rôle du Parquet dans le cadre des attributions non juridictionnelles de la chambre des comptes est précisé. Le Parquet ne doit plus justifier ou être cause de retard dans le dépôt du projet de loi de règlement au Parlement. L'examen du projet de loi de règlement n'est plus considéré comme une « affaire » ou litige au sens juridictionnel.	- Rapport et nombre de formations de renforcement de capacités de la cours des comptes					<u>Chambre des comptes</u>
		<u>Année 2017 et suivantes</u> 1) Les projets de loi de règlement sont déposés dans les délais légaux au Parlement.	PI-8 PI-30	X	X	X	X	
		2) Le rapport annuel de la Chambre des comptes sur l'exécution du budget est publié.		X	X	X	X	
		3) La Chambre des comptes prépare chaque année un programme d'audit en concertation avec les institutions faitières de vérification interne.		X	X	X	X	
		4) Les méthodes de programmation et de vérification sont conformes aux normes internationales.		X	X	X	X	
		5) Les rapports de vérification sont transmis au Parlement.		X	X	X	X	

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de Référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
4.3.3 Jugement des comptes des comptables publics	Action 4.3.3.1 Assurer le jugement de tous les comptes afin de décharger les comptables de leur gestion		PI-30					Chambre des comptes
	Activité 4.3.3.1.1: Mise en place d'un plan de suivi des principales obligations des comptables publics en matière de redditions des comptes	Année 2017 1) Le Parquet de la chambre des comptes assure le suivi et le respect par les comptables publics principaux de leurs obligations en matière de reddition des comptes.	- disponibilité du plan de suivi	X				
	Activité 4.3.3.1.2: Faire une évaluation des moyens nécessaires à l'exercice effectif de la fonction juridictionnelle de la chambre des comptes	2) La Chambre des comptes dispose d'une évaluation objective des moyens nécessaires à l'exercice effectif de sa fonction juridictionnelle, notamment au jugement des comptes de tous les comptables publics au plus tard dans les cinq ans qui suivent la reddition des comptes.	- Rapport des évaluations faites	X				
	Activité 4.3.3.1.3: Mise en oeuvre d'un plan de résorption des retard de jugement des comptes des exercices antérieurs à 2016.	3) Le retard en matière de jugement des comptes des exercices antérieurs à 2016 est évalué et un plan de résorption des retards est établi.	- Disponibilité du plan de resorption	X				
		Année 2018 4) Le plan de résorption des retards est mis en œuvre.			X			
		5) le dispositif de suivi des redditions de comptes et d'applications des sanctions réglementaires contre les comptables contrevenants est appliqué par le Parquet de la chambre des comptes.			X			
		Années 2017 et suivantes 6) Le Parquet constate, poursuit et sanctionne les comptabilités de fait, ainsi que toutes les infractions définies par le règlement général de la comptabilité publique.		X	X	X	X	
		Année 2020 7) Les retards en matière de jugement des comptes des exercices antérieurs à 2016 sont rattrapés conformément au plan de résorption de 2017.						
8) Les comptes de tous les comptables publics sont jugés dans les cinq ans qui suivent leur reddition.					X			
Programme 4.4 : Renforcement du contrôle budgétaire par le parlement								
	Action 4.4.1.1: Revoir le règlement intérieur de l'Assemblée Nationale pour l'adapter aux dispositions de la LOLF		PI-31					Assemblée nationale
4.4.1 Examen des projets de Loi de finances	Activité 4.4.1.1.1: Adoption d'un nouveau règlement pour tenir compte des changements intervenus dans les modalités d'examen, d'adoption et de contrôle du budget de l'Etat.	Année 2016 ou 2017 1) L'Assemblée nationale adopte un nouveau règlement pour tenir compte des changements intervenus dans les modalités d'examen, d'adoption et de contrôle du budget de l'Etat. Le nouveau texte règle les procédures pour : - le débat d'orientation budgétaire, - l'exploitation de la documentation budgétaire et l'examen et le vote du projet de budget, - l'examen et le vote des projets de loi de finances rectificative et des projets de loi de règlement.	- Disponibilité d'un nouveau règlement pour tenir compte des changements intervenus dans les modalités d'examen, d'adoption et de contrôle du budget de l'Etat	X				

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de Suivi et Composantes de Référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
	<b>Action 4.4.1.2: Organiser l'assistance aux parlementaires pour l'examen et l'analyse des documents budgétaires</b>		PI-18 PI-31					<u>Assemblée nationale</u> , DGB, DGTCP
	<u>Activité 4.4.1.2.1</u> : Revoir les dispositions réglementaires en matière d'organisation des missions d'assistance aux parlementaires pour l'analyse et l'examen des documents budgétaires	<u>Années 2017 et 2018</u> 1) Les missions et statuts de la structure administrative placée au sein de l'Assemblée et chargée de l'assistance aux parlementaires sont revus en relation avec le nouveau règlement intérieur.	- disponibilité de nouvelles dispositions réglementaires en matière d'organisation des missions d'assistance aux parlementaires pour l'analyse et l'examen des documents budgétaires	X	X			
4.4.2 Audits et contrôles parlementaires	<b>Action 4.4.2.1: Renforcement des capacités du Parlement pour l'organisation d'audits.</b>		PI-18 PI-31					<u>Assemblée nationale</u> , Chambre des comptes, IGF
	<u>Activité 4.4.2.1.1</u> Transmission de tous les rapports d'audits et de vérification de l'Institution supérieure de contrôle et des institutions faitières de vérification interne	<u>Année 2017 et suivantes</u> 1) Tous les rapports d'audits et de vérification de l'Institution supérieure de contrôle et des institutions faitières de vérification internes sont transmis à l'Assemblée nationale.	- Tous les rapports d'audits et de vérification de l'Institution supérieure de contrôle et des institutions faitières de vérification interne sont disponibles.	X	X	X	X	
	<u>Activité 4.4.2.1.2</u> Formation du personnel des structures administratives d'appui aux parlementaires sur des thématiques spécifiques relatives à l'enregistrement, à la conservation et la mise à disposition des parlementaires de fiches de synthèse en ce qui concerne l'exploitation des rapports d'audits.	2) La structure administrative d'appui aux parlementaires organise et facilite l'exploitation des rapports d'audits et de vérification (enregistrement, conservation et mise à disposition des parlementaires de fiches de synthèse).	- Tout le personnel des structures administratives d'appui aux parlementaires est formé sur des thématiques spécifiques relatives à l'enregistrement, à la conservation - Rapport de formation - Des fiches de synthèse en ce qui concerne l'exploitation des rapports d'audits sont mises à la disposition des parlementaires	X	X	X	X	
	<u>Activité 4.4.2.1.3</u> : Organisation des missions et des auditions	<u>Année 2018 et suivantes</u> 3) L'Assemblée dispose de moyens pour organiser des missions et des auditions.	- Des missions et des auditions sont organisées. - Les rapports d'audits sont disponibles		X	X	X	
	<u>Activité 4.4.2.1.4</u> : Retransmission via les médias publics les débats des séances plénières de l'Assemblée	4) Les débats des séances plénières de l'Assemblée sont retransmis via des médias publics.	- Ratio des débats de séances plénières de l'Assemblée Nationale transmis via les médias publics par rapport au nombre de séances de plénières faites		X	X	X	
4.4.3: Initiative BOOST de la Banque	Action 4.4.3.1: Autorisation d'actualisation et de mise en ligne des données		-Disponibilité des données en lignes					
	Action 4.4.3.2: Appropriation de l'outil BOOST		- Rapport de formation sur l'outil BOOST					



**AXE 5 : RENFORCEMENT DES FONCTIONS GENERALES D'APPUI A L'AMELIORATION DE LA QUALITE DE LA GFP**

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et Composantes de Référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
<b>Programme 5.1 : Valorisation des ressources humaines</b>								
5.1.1 Gestion des ressources humaines	<b>Action 5.1.1.1: Elaborer et mettre en œuvre les outils de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC).</b>							DAF
	<u>Activité 5.1.1.1.1:</u> Elaboration des fiches de poste des différentes structures du Ministère	<u>Année 2017</u> 1) Les outils de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) ci-dessous sont élaborés : · Le cadre organique et le plan de formation (2018-2020) · Le plan de carrière · Le plan de recrutement · Les fiches de poste · le répertoire des emplois et compétences et adéquation profil/poste		X				
	<u>Activité 5.1.1.1.2:</u> Elaboration du cadre organique et plan de formation 2018-2020 : - Evaluation du plan de formation 2015-2017; - formation sur les techniques d'élaboration du cadre organique et du plan de formation - élaboration et validation à l'interne du cadre organique et du plan de formation 2018-2020	<u>Années 2017 à 2020</u> 2) les outils de GPEC sont mis en œuvre 3) La DAF dispose d'une classification des formations types des agents des administrations. La classification distingue notamment les thèmes de formation et leurs modalités (atelier local, institution locale de formation, institutions étrangères, mission d'étude, durée etc.) 4) La DAF constitue une base de données informatisée de la gestion du personnel (SIGRH) intégrant : - les formations types nécessaires aux personnels des administrations financières, - les centres de formation agréés, - l'historique des formations accordées à chaque agent des administrations financières. 5) Une procédure de programmation annuelle de formation est définie 6) Une procédure d'évaluation des formations est définie.		X				
	<u>Activité 5.1.1.1.3:</u> Elaboration du plan de carrière du personnel de l'administration centrale des finances			X				
	<u>Activité 5.1.1.1.4:</u> Elaboration du répertoire des emplois et compétences : - formation sur les techniques d'élaboration du répertoire; - élaboration et validation à l'interne du répertoire			X				
	<u>Activité 5.1.1.1.5:</u> Extension du SIGRH vers une application web	<u>Année 2019 et suivantes</u> 7) La base de données sur les formations est opérationnelle. Elle contient toutes les formations accordées, y compris celles non programmées. 8) Toutes les Directions générales établissent un programme annuel de formation et un bilan du programme annuel. 9) La DAF produit un rapport annuel sur les formations.			X			
	<u>Activité 5.1.1.1.6:</u> Extension des fonctionnalités du SIGRH : - gestion des primes ; - gestion des congés et des permissions				X			

PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et Composantes de Référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
<b>Programme 5.2 : Amélioration de la gestion immobilière et foncière</b>								
5.2.1 Amélioration de la gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	<b>Action 5.2.1.1: Recensement et immatriculation du patrimoine immobilier de l'Etat</b>							
5.2.2 Amélioration de la gestion foncière	<b>Action 5.2.2.1: Mise en place d'un système informatisé de gestion foncière</b>							<u>ANDE</u>
	<u>Activité 5.2.2.1.1</u> : Numériser les archives							
	<u>Activité 5.2.2.1.2</u> : Informatiser la procédure de confirmation des droits fonciers							
	<u>Activité 5.2.2.1.3</u> : Mise en place d'une plate forme de gestion foncière							
	<u>Activité 5.2.2.1.4</u> : Informatiser les opérations de transferts de propriétés foncières							
	<u>Activité 5.2.2.1.5</u> : Créer un site internet dynamique							
	<u>Activité 5.2.2.1.6</u> : Mettre en place un numéro vert et autres							
	<b>Action 5.2.2.2: Facilitation d'accès au foncier sécurisé et au crédit hypothécaire</b>							
	<u>Activité 5.2.2.2.1</u> : Elaborer le manuel de procédure des opérations techniques et foncières							
	<u>Activité 5.2.2.2.2</u> : Simplifier le circuit d'affectation des dossiers							
	<u>Activité 5.2.2.2.3</u> : Réduire les délais de traitement des demandes d'inscription hypothécaire							
	<u>Activité 5.2.2.2.4</u> : Mettre en place un mécanisme qui assure le traitement des dossiers dans l'ordre d'arrivée							

PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et Composantes de Référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
5.2.2 Amélioration de la gestion foncière (suite)	<u>Activité 5.2.2.2.5</u> : Mettre en place des guichets dépôt et retrait dans tous les BCDF							
	<u>Activité 5.2.2.2.6</u> : Produire des statistiques pour s'assurer du traitement prioritaire des dossiers d'hypothèque							
	<b>Action 5.2.2.3: Opérationnalisation de l'ANDF et de ses démembrements</b>							ANDF
	<u>Activité 5.2.2.3.1</u> : Recruter de quinze (15) cadres de conception, d'orientation et d'opérationnalisation							
	<u>Activité 5.2.2.3.2</u> : Mettre en service les 14 BCDF de l'ANDF							
	<u>Activité 5.2.2.3.3</u> : Elaborer un manuel de procédures administratifs, financiers et comptables							
	<u>Activité 5.2.2.3.4</u> : Définir des indicateurs de performances de l'ANDF							
	<u>Activité 5.2.2.3.5</u> : Définir des indicateurs de performances par agent							
	<u>Activité 5.2.2.3.6</u> : Initier des rencontres périodiques avec le personnel							
	<u>Activité 5.2.2.3.7</u> : Installer un interphone dans tous les BCDF							
	<u>Activité 5.2.2.3.8</u> : Mettre en place d'une connexion internet							
	<u>Activité 5.2.2.3.9</u> : Mettre en place le cadastre							
Programme 5.3 : Développement des Systèmes informatiques								
	<b>Action 5.3.1.1 Elaboration du schéma directeur informatique du Ministère de l'Economie et des</b>							<u>DIP</u>
	<u>Activité 5.3.1.1.1</u> : Faire mettre en place le Schéma Directeur Informatique du MEF							
	<b>Action 5.3.1.2 Adapter les systèmes informatiques existants au nouveau cadre de gestion des finances publiques (LOLF, nomenclatures, plan comptable, transparence).</b>		Tous les indicateurs PEFA					<u>DIP</u> <u>Directions</u> <u>générales</u>

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et Composantes de Référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
5.3.1 Adaptation des systèmes informatiques	<u>Activité 5.3.1.2.1</u> Travaux de développement des modules de prise en charge dans SIGFiP des éléments ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>. La nomenclature budgétaire</li> <li>. La budgétisation par programme</li> <li>. La comptabilisation base droits constatés</li> <li>. La déconcentration de l'ordonnancement</li> <li>. L'élargissement du contrôle financier aux EPA</li> <li>. Le suivi des établissements publics</li> </ul>	<u>Années 2016 et 2017</u> 1) Les travaux d'adaptation des systèmes informatiques existants sont achevés. Ces derniers prennent en compte : - les nouvelles nomenclatures, - la budgétisation par programmes, - la comptabilisation base droits constatés, - la déconcentration de l'ordonnancement, - l'élargissement du contrôle financier aux EPA, - le suivi des établissements publics.		X				
	<b>Action 5.3.1.3: Intégrer les systèmes informatiques</b>		Tous les indicateurs PEFA					DIP DGB, DGTCP, DGI, DGDDI, CAA, CF, DNCMP, IGF, DGPED
	<u>Activité 5.3.1.2.1</u> : Acquisition d'un outil d'intégration d'applications	Assurer l'intégration progressive des systèmes informatiques et leur émigration vers des technologies WEB		X				
	<u>Activité 5.3.1.2.2</u> : Travaux d'intégration des applications de GFP existantes			X	X	X	X	
	<u>Activité 5.3.1.2.3</u> : Migration de SIGFiP vers une architecture web			X	X	X	X	
	<b>Action 5.3.1.4 Développer les nouvelles applications prioritaires.</b>		Tous les indicateurs PEFA					DSI Directions générales
	<u>Activité 5.3.1.4.1</u> : Développement d'un module pour la préparation du budget	<u>Années 2017 à 2020</u> 3) Développer les nouvelles applications, notamment pour: - la préparation du budget, - le suivi des établissements et administrations publiques, - le contrôle financier, - la gestion de la trésorerie,		X				
	<u>Activité 5.3.1.4.2</u> : Développement d'un module pour le suivi des établissements et administrations publiques				X			
	<u>Activité 5.3.1.4.3</u> Développement d'un module pour les nouvelles procédures du contrôle financier				X			
	<u>Activité 5.3.1.4.4</u> : Développement d'un module pour la gestion de la trésorerie				X			
	<u>Activité 5.3.1.4.5</u> : Développement d'un module pour l'évaluation de systèmes de passation des marchés publics				X			

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et Composantes de Référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
5.3.1 Adaptation des systèmes informatiques (suite)	<u>Activité 5.3.1.4.6</u> : Développement d'un module pour l'immatriculation et la gestion du fichier des contribuables	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'évaluation des systèmes de passation des marchés publics,</li> <li>- l'immatriculation et la gestion du fichier des contribuables,</li> <li>- les évaluations de risques par les services en charge des vérifications et contrôles (Impôts douanes, IGF..)</li> <li>- La comptabilité patrimoniale</li> </ul>		X				
	<u>Activité 5.3.1.4.7</u> : Développement d'un module pour les évaluations des risques par les services en charge des vérifications et contrôle (impôts, douane, IGF)					X		
	<u>Activité 5.3.1.4.8</u> : Développement d'un module pour la comptabilité patrimoniale						X	
	<b>Action 5.3.1.5: Sécuriser le système d'informations</b>		<b>Tous les indicateurs PEFA</b>					<u>DIP et toutes les structures</u>
	<u>Activité 5.3.1.5.1</u> Certification du Datacenter	1) Les infrastructures de communication et d'hébergement sont renforcées 2) La politique de sécurité du système d'informations est actualisée et renforcée		X				
	<u>Activité 5.3.1.5.2</u> : Mise en place d'un backbone d'hébergement sécurisé des applications web du Ministère			X				
	<u>Activité 5.3.1.5.3</u> : Acquisition de 2 commutateurs 10 Gbps pour la connexion des serveurs du Datacenter			X				
	<u>Activité 5.3.1.5.4</u> : Renforcement du dispositif de climatisation de précision du Datacenter			X				
	<u>Activité 5.3.1.5.5</u> : Acquisition et mise en œuvre d'une solution d'audit de sécurité des bases de données du Ministère			X				
	<u>Activité 5.3.1.5.6</u> : Acquisition et mise en œuvre d'un système de vérification des codes informatiques				X			
	<u>Activité 5.3.1.5.7</u> : Audit de sécurité du système d'informations et actualisation de la PSSI du Ministère					X		

PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et Composantes de Référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
5.3.1 Adaptation des systèmes informatiques (suite 2)	<b>Action 5.3.1.6: Dématérialiser les transactions.</b>		<b>Tous les indicateurs PEFA</b>	X				DIP Directions générales
	<u>Activité 5.3.1.6.1</u> : Elaboration d'un plan de dématérialisation des transactions	<u>Année 2017</u> 1) Un plan pour la dématérialisation progressive des transactions est préparé. Il établit les priorités en la matière à l'échéance de 2020, et précise les principes en la matière ; notamment pour ce qui concerne la sécurité des transactions, la protection des données, la protection des informations sur les usagers, etc.. <u>Années 2017 et suivantes</u> 2) Le plan est mis en œuvre. 3) Les textes et documents sur la GFP sont numérisés et archivés		X				
	<u>Activité 5.3.1.6.2</u> : Acquisition d'une plateforme de dématérialisation des documents de la GFP			X				
	<u>Activité 5.3.1.6.3</u> : Travaux de dématérialisation des courriers et actes administratifs (phase pilote)			X				
	<u>Activité 5.3.1.6.4</u> : Généralisation de la dématérialisation des documents de la GFP				X			
5.3.2 Programme de Renforcement des Structures Centrales de Gouvernance (PRSCG)	<b>Action 5.3.2.1: Création d'un réseau informatique de l'administration</b>							DIP
	<u>Activité 5.3.2.1.1</u> : Création à Cotonou d'un réseau métropolitain configuré avec le data center du MEF pour une sécurisation maximale							
	<u>Activité 5.3.2.1.2</u> : Interconnecter les sites déconcentrés de l'administration qui traitent les finances publiques et les finances locales							
	<b>Action 5.3.2.2: Déploiement des services afin de valoriser le réseau informatique</b>							
	<u>Activité 5.3.2.2.1</u> : Accompagnement de la DNCMP pour l'utilisation du logiciel SIGMAP pour tous les administrations, préfectures et communes		- la DNCMP est accompagnée pour l'utilisation du logiciel SIGMAP pour tous les administrations, préfectures et communes					
	<u>Activité 5.3.2.2.2</u> : Déploiement des postes téléphoniques dans des sites pour utilisation immédiate		- Les postes téléphoniques sont déployés					
	<u>Activité 5.3.2.2.3</u> : Mise en ligne d'un site intranet gouvernemental		- Le site intranet gouvernemental est mis en ligne					
	<b>Action 5.3.1.9 : Réaliser un audit des flux documentaires de la DGB</b>							
	Activité 5.3.1.9.1 : Réaliser un audit des flux documentaires de la DGB							
	<b>Action 5.3.1.10 : Mettre en réseau l'intranet pour la numérisation des fonds</b>							

# PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et Composantes de Référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
	Activité 5.3.2.10.1 : mise en place d'un contrôleur de domaine et inscription des postes dans le domaine							
	Activité 5.3.2.10.2 : mis en place des outils d'intranet (messagerie, agenda, espace de travail collaboratif)							
	Activité 5.3.2.10.3 : élaboration des manuels d'utilisation de l'intranet et formation des acteurs							
	Activité 5.3.2.10.4 : mettre en place un outil de gestion électronique des archives							
	<b>Action 5.3.1.11 : Analyser les risques sur le réseau et déployer un plan de contingence</b>							
	Activité 5.3.2.11.1 : faire l'analyse de risque sur le SI							
	Activité 5.3.2.11.2 : mettre en œuvre le plan de contingence							
	Activité 5.3.2.11.3 : Définir les standards ou normes à observer à la Direction de l'Informatique							
	Activité 5.3.2.11.4 : sensibiliser et former les informaticiens							
	<b>Action 5.3.1.12 : Mettre en place un centre de support pour l'assistance aux acteurs des systèmes</b>							
	Activité 5.3.2.12.1 : installer les outils de gestion du centre de support et l'animer							
<b>Programme 5.3 : Diffusion de l'information</b>								
5.3.1 Accès du public aux informations	<b>Action 5.3.1.1: Renforcer l'accès du public aux informations fiables et actualisées sur les finances publiques.</b>		<b>PI-9 PI-24 PI-28</b>					DSI Directions générales
	<u>Activité 5.3.1.1.1</u> : Mise en place d'un backbone d'hébergement sécurisé des sites web du Ministère	<u>Année 2017</u> 1) Le Datacenter est renforcé.	- le backbone d'hébergement mise en place - le rapport d'exécution de l'activité	X	X	X	X	
	<u>Activité 5.3.1.1.2</u> : Maintenance générale du portail web principal et mise à niveau de tous les sous-sites web du Ministère	<u>Années 2017-2020</u> 2) Chaque Direction générale du ministère des Finances dispose d'un sous-site internet fonctionnel et sécurisé.	- le rapport d'exécution de l'activité	X	X	X	X	
	<u>Activité 5.3.1.1.3</u> : Réalisation et mise en ligne des sous-sites web des structures du Ministère	3) Tous les textes législatifs et réglementaires en lien avec la GFP, sont disponibles sur interne.	- le rapport d'exécution de l'activité	X	X	X	X	
	<u>Activité 5.3.1.1.4</u> Mise en place d'un portail unique de service aux usagers du Ministère	4) Un programme de publication des rapports et informations périodiques courants est publié en début de chaque année.	- le rapport d'exécution de l'activité	X	X	X	X	
	<u>Activité 5.3.1.1.5</u> Mise en place d'une plateforme unique d'alerte par SMS des usagers du Ministère	5) Un système d'alerte des usagers centralisé dans le Datacenter est fonctionnel (salariés, retraités, fournisseurs, contribuables, etc.)	- le plateforme unique d'alerte par SMS des usagers du Ministère - le rapport d'exécution de l'activité	X	X	X	X	

PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et Composantes de Référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
<b>Programme 5.4 : Appui des organisations de la société civile à l'amélioration de l'efficacité de la GFP</b>								
	<b>Action 5.4.1.1: Appuyer et renforcer les capacités des organisations de la société civile spécialisées dans les fonctions d'analyse et de vulgarisation des informations sur le budget et les finances publiques, de veille sur les politiques budgétaires et sur les bonnes pratiques, de surveillance des risques et de lutte contre la corruption.</b>			X				<u>DGB</u>
5.4.1 Capacités des organisations de la société civile à appuyer les politiques publiques	<u>Activité 5.4.1.1.1</u> : Elaboration et publication des budgets citoyens	L'administration favorise l'existence et appuie les organisations qui disposeraient de compétences et de capacités pour prendre en charge ou organiser par elles-mêmes : - l'élaboration et la publication des budgets citoyens, - l'organisation et l'animation de séminaires et ateliers de formation sur les politiques publiques au profit d'autres organisations et associations de la société civile.	- Budgets citoyens élaborés - les maquettes du budgets citoyens produits - plan de distribution - rapport d'exécution de l'activité	X	X	X	X	
	<u>Activité 5.4.1.1.2</u> : Organisation et l'animation de séminaires et ateliers de formation sur les politiques publiques au profit d'autres organisations et associations de la société civile.	- la production de notes d'information et d'analyse sur divers aspects de la gestion des finances publiques telles que : o la conformité du budget avec les orientations des cadres stratégiques ou avec les orientations annoncées lors du débat d'orientations budgétaires, o la conformité de l'exécution du budget par rapport aux orientations et priorités annoncées, o l'application des textes par les administrations et institutions, o la conformité des projets de textes législatifs et réglementaires aux bonnes pratiques et aux normes internationales ;	- documents portant les modules de formation des séminaires et ateliers - listes de présences des participants - rapports d'exécution de l'activité	X	X	X	X	
	<u>Activité 5.4.1.1.3</u> : Production de notes d'information et d'analyse sur divers aspects de la gestion des finances publiques	o tout ce qui concourt à garantir la transparence, à favoriser la participation des citoyens à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, et à limiter les risques de mauvaises pratiques ou de pratiques délictueuses.	- les notes d'information	X	X	X	X	



PLAN GLOBAL DE REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES 2017-2020

Sous-programmes	Actions/Activités 2016-2020	Résultats attendus	Indicateurs de suivi et Composantes de Référence PEFA	2017	2018	2019	2020	Structure(s) de mise en œuvre
<b>Programme 5.5 : Appui à la mise en œuvre du Plan Global de la Réforme de Gestion des Finances Publiques</b>								
5.5.1 Mise en place d'une base de données et un système d'informations et de suivi de la mise en œuvre du PGRGFP	<b>Action 5.5.1.1: Collecte de données et suivi des indicateurs de mise en œuvre du PGRGFP</b>							<u>UGR</u>
	<u>Activité 5.5.1.1.1</u> : Conception d'un système d'informations, de gestion et de suivi de la mise œuvre des actions du PGRGFP			X				
	<u>Activité 5.5.1.1.2</u> : Mise en place d'un plate forme de centralisation de données et acquisition des terminaux et logiciels pour la collecte des données au niveau des SMO			X	X	X	X	
	<u>Activité 5.5.1.1.3</u> : Acquisition des logiciels de gestion, traitement et d'analyse des données (MSProject, SPSS, STATA et GAMS)			X				
5.5.2 Assistance technique à la mise en œuvre du PGRGFP	<u>Activité 5.5.1.1.4</u> : Appropriation du système d'informations et de suivi évaluation des actions du PGRGFP			X				<u>UGR</u>
	<b>Action 5.5.2.1: Appui au fonctionnement de l'Unité de Gestion de la Réforme</b>							
	<u>Activité 5.5.2.1.1</u> : Acquisition des matériels roulant pour le fontionnement de l'unité de gestion de la réforme			X				
	<u>Activité 5.5.1.1.2</u> : Prise en charge des salaires du personnel non fonctionnaire/non APE (RSE, RACG; EFL et EPM)			X	X	X	X	
	<u>Activité 5.5.1.1.3</u> : Prise en charge des Indenmités de suggestion au personnel soumis au contrat objectifs-performance			X	X	X	X	